

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

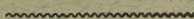
L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

SUR LES

Caisses de secours et les Caisses de retraites

DES OUVRIERS MINEURS

particulièrement dans le bassin houiller du Nord
et le bassin houiller du Pas-de-Calais



THÈSE POUR LE DOCTORAT

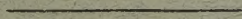
Présentée et soutenue le lundi 6 novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Pierre BOUTRY

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU professeur*
CAPITANT, professeur



PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

SUR LES

Caisses de secours et les Caisses de retraites

DES OUVRIERS MINEURS

particulièrement dans le bassin houiller du Nord
et le bassin houiller du Pas-de-Calais



THÈSE POUR LE DOCTORAT

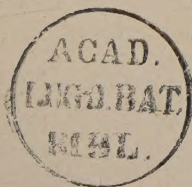
Présentée et soutenue le lundi 6 novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Pierre BOUTRY

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU professeur*
CAPITANT, professeur



PARIS

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

1911

L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

sur les

Caisses de secours et les Caisses de retraites DES OUVRIERS MINEURS

particulièrement dans le bassin houiller du Nord et le
bassin houiller du Pas-de-Calais

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES
EXISTANT AVANT LA LOI DU 29 JUIN 1894

Organisation des caisses

Bien avant que les pouvoirs publics aient songé à organiser des caisses de secours et des caisses de retraites au profit des ouvriers mineurs, les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, comme, du reste la plupart des compagnies houillères des autres régions de la France, avaient organisé, dans leurs concessions, des caisses de secours. Le but de ces caisses était de venir en aide à leurs ouvriers tant qu'ils étaient au service de la compagnie et de leur fournir, lorsqu'ils

étaient devenus incapables de travailler, une pension. Les caisses étaient donc à la fois des caisses de secours et des caisses de retraites.

But des anciennes caisses de secours. — Elles fournissaient aux ouvriers :

1° Des soins médicaux et pharmaceutiques et des secours en nature et en argent en cas de maladie ou de blessure ;

2° Des pensions de retraites aux ouvriers âgés ou infirmes, devenus, soit à cause de maladie, soit à cause de blessures, incapables de travailler au fond ou au jour ;

3° des pensions aux veuves des ouvriers ou à leurs orphelins.

Quel était le taux de ces secours et de ces pensions ?

Le taux variait suivant les compagnies et les caisses de secours. Dans certaines compagnies il était plus fort que dans d'autres ; les différences étaient du reste peu sensibles.

En ce qui concerne les indemnités de secours en cas de maladie ou de blessure, les ouvriers étaient divisés en plusieurs catégories, suivant leur salaire journalier. L'indemnité variait aussi suivant le degré de gravité de la blessure.

En cas de maladie le secours était de 0 fr. 30 à 1 fr. 50 par jour.

En cas de blessure, suivant la catégorie de l'ouvrier et

la gravité de la blessure, le secours était de 0 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.

Les pensions de retraites variaient suivant la catégorie dans laquelle était classé l'ouvrier et la durée de son temps de service dans les compagnies. Elles étaient de 0 fr. 50 à 2 fr. 50 par jour.

Le taux des pensions servies aux veuves d'ouvriers variait suivant que l'ouvrier était mort de maladie ou avait été tué au service de la compagnie. Il était de 0 fr. 30 à 1 franc par jour. Les orphelins de moins de treize ans recevaient un secours variant de 40 à 80 fr. par an suivant les compagnies.

Dépenses des anciennes caisses de secours. — Pour subvenir à toutes les dépenses résultant de ces obligations, les caisses étaient alimentées :

1° Par une retenue obligatoire pour tous les ouvriers. Cette retenue était en général de 3 0/0 du salaire ;

2° Par une allocation fournie par les compagnies. Cette allocation était de 1 0/0, quelquefois de 2 0/0 du salaire ;

3° Par le montant des amendes infligées aux ouvriers en cas de violation des règlements de l'entreprise. Ces amendes, perçues par les compagnies, étaient abandonnées par elles aux caisses de secours ;

4° Par un intérêt de 5 0/0 payé par les compagnies sur les fonds disponibles.

Valeurs des secours donnés aux ouvriers. — Ces

caisses étaient une lourde charge pour les compagnies houillères. Dix compagnies, les plus importantes du Nord, occupaient en 1882, 32.849 ouvriers. Neuf de ces compagnies avaient organisé dans leurs concessions des caisses de secours. Les recettes de ces caisses s'élevaient pour l'année 1882 à 821.133 fr. 62 (1). Les neuf compagnies houillères qui avaient institué des caisses de secours occupaient 18.500 ouvriers. Sur les 821.133 fr. 62 de recettes faites par les caisses, 603.097 fr. 17 provenaient des versements faits par les ouvriers, et 218.036 fr. 45 avaient été fournis par les compagnies. Les dépenses s'élevaient à 849.834 fr. 39. Elles dépassaient donc les recettes de 28.700 fr. 77.

Outre les sommes versées aux caisses de secours et de retraites, les compagnies attribuaient encore directement, à leurs ouvriers, des secours. En 1887 les 10 compagnies du Nord, dont nous avons parlé plus haut, avaient distribué : (2)

Comme secours aux blessés et malades. . . .	576. 878 fr. 86
Comme pensions à des ouvriers, à des veuves ou à des orphelins.	470. 917 fr. 81
Comme soins médicaux et pharmaceutiques. .	333. 277 fr. 26

Outre ces secours les compagnies avaient assumé d'autres dépenses : elles subventionnaient les écoles,

1. Déposition des représentants des compagnies houillères du Nord à la commission d'enquête parlementaire le 28 novembre 1884.

2. *Idem.*

fondaient des hospices, construisaient des maisons ouvrières, fournissaient gratuitement le charbon à leurs ouvriers. Elles continuent du reste encore actuellement à assumer ces dernières charges.

Si l'on y joint les charges dont nous venons de parler ci-dessus, le chiffre total des secours fournis par les compagnies s'élevait, par ouvrier, dans les dix plus importantes compagnies houillères du Nord, à 89 fr. 58, soit à 8 0/0 du salaire annuel.

En ce qui concerne les secours proprement dits, c'est-à-dire le service médical et pharmaceutique, les secours aux ouvriers malades et blessés, les frais de funérailles et autres, voici quel était le chiffre des dépenses, dans une compagnie houillère du Pas-de-Calais, occupant 3.165 ouvriers et dans une compagnie houillère du Nord occupant 3.136 ouvriers (1).

	Houillère	
	Du Pas-de-Calais	Du Nord
Service médical et pharmaceutique. .	39.950 fr.	48.043 fr.
Secours aux ouvriers malades et blessés.	49.526 »	34.110 »
Frais de funérailles et autres.	18.184 »	1.891 »
Total.	107.660 »	84.046 fr.

Par ouvrier la dépense était donc de 34 francs dans la Compagnie du Pas-de-Calais, et de 17 fr. 50 dans la

1. Déposition des représentants des compagnies houillères du Nord à la commission d'enquête parlementaire, le 28 novembre 1884.

Compagnie du Nord. Cette différence en faveur de la Compagnie du Nord tient à ce que, dans le Nord, les secours n'étaient donnés qu'aux ouvriers seuls, tandis qu'en dans le Pas-de-Calais, les secours étaient fournis non seulement aux ouvriers, mais encore à leur famille.

On peut se rendre compte par l'examen des chiffres cités précédemment, de l'importance des caisses organisées par les compagnies avant 1894. L'importance de ces caisses apparaît encore mieux, lorsqu'on examine en particulier les recettes et les dépenses d'une compagnie pendant une certaine période.

Opérations de la caisse de secours de la Compagnie des mines d'Aniche de 1861 à 1891. — Voici quelles ont été, de dix ans en dix ans, les recettes et les dépenses de la caisse de secours existant à la Compagnie des mines d'Aniche.

Les fonds de cette caisse provenaient :

1° D'une retenue obligatoire de 3 0/0 faite sur le salaire des ouvriers ;

2° Du versement par la compagnie de 1 0/0 des salaires payés ;

3° Des amendes que la compagnie abandonnait à la caisse et des dons, etc.

De dix ans en dix ans, de 1861 à 1891, le chiffre des recettes était :

Années	Nombre d'ouvriers	Produit total	Produit par ouvrier
1861.	2.122	69.732	32.87
1871.	2.777	116.236	41.86
1881.	3.352	147.743	44.10
1891.	3.986	191.234	47.97

Avec les ressources fournies par ces recettes, la caisse devait subvenir aux charges suivantes :

1^o Secours journaliers aux ouvriers malades et blessés ;

2^o Secours médicaux aux ouvriers malades et blessés ;

3^o Secours annuels aux ouvriers âgés ou incapables de travailler, aux veuves et à leurs enfants ;

4^o Secours extraordinaires (frais de funérailles, etc.).

Les dépenses se montaient à :

Années	Nombre d'ouvriers	Dépenses totales	Dépenses par ouvrier
1861.	2.122	76.997	36,28
1871.	2.777	113.395	40,83
1881.	3.352	146.241	43,62
1891.	3.986	183.515	46,34

En 1861 les dépenses dépassaient les recettes. Pour les autres années les recettes sont supérieures aux dépenses, mais de très peu.

A la fin de 1891 la caisse de secours se trouvait en déficit de 20.000 francs que la compagnie avançait.

En secours annuels aux ouvriers âgés ou incapables de travailler, aux veuves, aux orphelins inscrits à la charge des caisses de secours, la caisse versait :

Années	Sommes totales	Par ouvrier	Pourcentage	
			des recettes	des dépenses
1861.	37.768	17,79	53 0/0	49 0/0
1871.	55.828	20,10	48 0/0	49 0/0
1881.	74.201	22,13	50 0/0	51 0/0
1891.	102.214	25,62	53 0/0	55 0/0

A la fin de l'année 1891, les secours annuels à payer par la caisse se répartissaient de la manière suivante :

	Nombre	Montant	Par partie prenante
Vieux ouvriers.	199	61.260	308
Veuves d'ouvriers tués. . .	53	14.760	278
Autres veuves.	249	26.136	105
Enfants.	51	2.772	54

En outre en 1891 la compagnie avait payé directement, en secours annuels et en rentes, 14.070 francs.

*
* * *

Nous venons de voir comment fonctionnaient les caisses de secours organisées par les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; nous avons vu d'où provenaient leurs recettes, à quelles charges elles avaient à subvenir.

Nous allons examiner maintenant à qui était confiée l'administration de ces caisses, et comment elles étaient administrées.

Administration des anciennes caisses de secours. — Les anciennes caisses de secours n'étaient pas toutes administrées de la même façon : Elles étaient gérées par

un conseil d'administration dont la composition variait suivant les compagnies.

Composition du conseil d'administration. — La plupart des compagnies avaient donné la direction des caisses à leur directeur. Dans le conseil entraient de droit les ingénieurs, le médecin (qui n'avait que voix consultative) les maîtres-porions. Les ouvriers étaient représentés par un ou deux ouvriers par fosse. Tous les ouvriers d'une même exploitation étaient électeurs, pourvu qu'ils aient vingt et un ans révolus. Pour être éligible, il fallait avoir vingt-cinq ans, savoir lire et écrire, être au service de la compagnie depuis un certain temps variant suivant les compagnies, de six mois à un an.

Quelques compagnies, telle la compagnie des mines de Dourges, avaient une caisse de secours gérée par les ouvriers uniquement.

La caisse de secours des mines de Drocourt, au contraire, était tout à fait sous le contrôle des représentants de la compagnie ; son conseil d'administration était ainsi composé :

- 1° L'ingénieur-directeur, président ;
- 2° L'employé chargé de la comptabilité de la caisse de secours, secrétaire ;
- 3° Le chef porion et un porion ;

4° Quatre ouvriers choisis parmi huit candidats désignés par le directeur.

Les ouvriers ne choisissaient donc pas librement leurs représentants.

Les membres élus des conseils d'administration conservaient leurs fonctions pendant un an.

Fonctions du conseil d'administration. — Les conseils d'administration se réunissaient en général tous les quinze jours. Dans quelques compagnies la réunion n'avait pas lieu tous les mois.

A chaque réunion, le conseil prenait connaissance de la situation de la caisse. Le secrétaire lui soumettait l'état nominatif des malades et le tenait au courant des secours délivrés.

Le conseil se prononçait sur les demandes de secours qu'il acceptait ou rejetait ; il fixait la quotité des secours à accorder.

Tous les mois, le conseil faisait afficher la situation de la caisse comprenant les recettes et les dépenses. On y inscrivait le nom des sociétaires qui avaient obtenu des secours extraordinaires.

Fonctionnement des anciennes caisses de secours

Comment fonctionnaient ces caisses ? Quelles conditions l'ouvrier, qui en faisait partie, devait-il remplir pour pouvoir en obtenir des secours ?

L'ouvrier devait être depuis un certain temps au service de la compagnie, ordinairement un mois, pour pouvoir obtenir un secours en cas de maladie. Il n'y avait aucun délai lorsque l'ouvrier était blessé au service de la compagnie.

Le secours de maladie n'était attribué qu'après cinq jours de chômage continu. Les cinq jours étaient payés entièrement.

Les demandes de secours étaient adressées aux commissaires de la fosse ou du chantier où travaillait l'ouvrier.

Certaines compagnies du Pas-de-Calais accordaient gratuitement à l'ouvrier et à sa famille les secours médicaux et pharmaceutiques. Dans les mines du Nord, ces secours n'étaient accordés gratuitement qu'à l'ouvrier. Il en résultait une charge beaucoup moins lourde pour les compagnies houillères du Nord que pour celles du Pas-de-Calais.

Les allocations des caisses de secours n'étaient accordées que sur présentation d'un certificat de médecin.

Outre les secours, les anciennes caisses alouaient aussi des pensions aux anciens ouvriers, à leurs veuves et à leurs enfants. La veuve n'avait droit à la pension qu'à condition qu'elle ne contractât pas un nouveau mariage ou qu'elle ne vécût pas en concubinage.

Les enfants bénéficiaient de la pension jusqu'à treize ans. En cas d'infirmité ou de maladie, la caisse

pouvait prolonger le temps pendant lequel une pension leur était servie.

* * *

Telle était, en général, l'organisation des caisses de secours dans les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avant que la loi du 29 juin 1894 ne fût intervenue.

Une seule compagnie, l'une des plus puissantes, la Compagnie des mines d'Anzin, avait une organisation particulière qui se rapprochait beaucoup de l'organisation actuelle. Quelle était cette organisation ?

*Organisation des caisses de secours
et des retraites à la compagnie des mines d'Anzin*

La Compagnie des mines d'Anzin a été la première à organiser, en faveur de ses ouvriers, des secours en cas de maladie ou de blessures, et des retraites.

A l'inverse de toutes les autres compagnies houillères, la Compagnie d'Anzin avait organisé, séparément, des caisses de secours et des caisses de retraites.

Anciennes caisses de secours de la Compagnie des mines d'Anzin. — La création des caisses de secours de la Compagnie d'Anzin remontait à près de cinquante ans. Ces caisses de secours étaient au nombre de six. Les ouvriers mineurs proprement dits, les ouvriers occupés

dans les services annexes de la mine, les employés de la compagnie, étaient groupés en six sociétés de secours mutuels qui s'occupaient de la gestion des caisses de secours. Ces sociétés étaient absolument libres, elles étaient administrées uniquement par les ouvriers ou employés qui en faisaient partie. Leurs ressources provenaient des cotisations des adhérents, des dons faits fréquemment par la compagnie, du produit des amendes.

Retraites de la Compagnie des mines d'Anzin. — Dès l'an VI la Compagnie des mines d'Anzin accordait à ses anciens ouvriers des retraites.

En 1813 le tarif primitif fut révisé. D'après le nouveau tarif, des retraites étaient instituées en faveur des ouvriers âgés de soixante ans au moins et incapables de travailler. En outre le nouveau tarif prévoyait des pensions à attribuer aux veuves d'ouvriers décédés victimes d'accidents ou à leurs familles.

Ce tarif fut remanié plusieurs fois, en ce qui concerne l'âge d'admission à la retraite et la quotité des pensions.

L'ouvrier avait droit à sa retraite après quarante ans de services et cinquante-deux ans d'âge. Les retraites ne dépassaient généralement pas 200 francs.

Les pensions étaient fournies par la compagnie seulement ; aucune retenue n'était faite sur les salaires.

En 1883 la Compagnie d'Anzin accordait en moyenne :
185 fr. 49 à 712 ouvriers mineurs ;

106 fr. 86 à 651 veuves d'ouvriers.

En plus de ces pensions, la compagnie versait encore des secours aux anciens ouvriers, aux veuves et aux orphelins. On peut évaluer ses charges à cette époque, du fait des secours et des pensions de retraites, à 1,79 0/0 du salaire.

Il y avait un grave inconvénient à l'organisation de ces pensions : c'est que l'ouvrier ne pouvait en bénéficier que s'il restait au service de la compagnie jusqu'à la fin de sa carrière.

En 1887, la Compagnie d'Anzin, frappée de cet inconvénient, et voulant développer, chez les ouvriers, l'esprit de prévoyance, décida qu'à l'avenir l'ouvrier collaborerait à la constitution de sa retraite.

A partir de 1887, donc, un nouveau règlement des pensions fut mis en vigueur. La compagnie versait, au nom de l'ouvrier, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une somme égale à 1,50 0/0 du salaire. L'ouvrier faisait le même versement.

L'avantage de ce nouveau règlement était que, à l'avenir, l'ouvrier serait propriétaire de son titre de retraite et qu'il pourrait en bénéficier, même s'il quittait le service de la compagnie avant d'avoir atteint l'âge fixé pour la liquidation de sa pension de retraite.

L'ouvrier possédait un livret sur lequel étaient inscrits les versements. Le livret lui donnait droit, à cinquante ans, à une pension viagère, dans les conditions

prévues par les règlements de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les versements étaient faits à capital aliéné, et au profit exclusif de l'ouvrier, quand ils provenaient de la compagnie. Les versements effectués par l'ouvrier étaient, à son choix, à capital aliéné ou à capital réservé. Les versements faits pendant le mariage profitaient, par moitié, à la femme, sauf dans le cas de séparation contractuelle ou judiciaire.

La compagnie faisait les versements pour tous les ouvriers du fond, dès leur entrée au service de la mine. Pour les ouvriers du jour, la compagnie ne faisait les versements que pour ceux âgés de dix-huit ans et ayant travaillé au moins trois ans sans interruption au service de la compagnie.

La compagnie cessait ses versements quand l'ouvrier avait atteint cinquante ans. L'ouvrier pouvait cesser lui aussi ses versements et dans ce cas il entrait en jouissance de sa pension, ou bien il pouvait continuer ses versements personnels et différer l'entrée en jouissance de sa pension.

L'ouvrier du fond qui avait dû quitter son travail pour faire son service militaire et qui ensuite reprenait son travail au fond, bénéficiait, tant qu'il restait attaché aux travaux du fond, d'un versement fait en son nom par la compagnie pendant un temps égal à celui qu'il avait passé sous les drapeaux. Ce versement représen-

tait les versements que la compagnie aurait faits en son nom, s'il avait toujours travaillé à la mine. Il était calculé d'après le salaire de l'ouvrier dans l'année précédant son départ pour le régiment.

La compagnie faisait, pour l'ouvrier blessé, un versement de 1, 50 0/0 du salaire que touchait cet ouvrier avant l'accident, mais à condition que l'ouvrier fit partie d'une société de secours et que cette société fit pour lui un versement égal. Si l'interruption du travail durait plus d'un an, la compagnie suspendait ses versements, à moins d'une décision contraire de la régie.

Les surveillants qui touchaient une prime par quinzaine pouvaient, outre leur versement de 1,50 0/0 sur leur salaire verser 1,50 0/0 de leur prime. La compagnie faisait le même versement.

En outre de la retraite, la Compagnie d'Anzin décida d'accorder aux ouvriers qui resteraient à son service jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans au moins, une majoration pour longs services.

Cette majoration pour longs services consistait en un versement supplémentaire de 3 francs par année de service, à partir de l'époque où l'ouvrier avait atteint trente-cinq ans d'âge et dix ans de services interrompus à la compagnie. Cette majoration était doublée pour les ouvriers mariés habitant avec leur femme. En cas de mort du mari, elle était payée intégralement à la veuve.

Telle était l'organisation des secours et des retraites

à la Compagnie des mines d'Anzin. Cette organisation était excellente à tous points de vue : caisses de secours gérées librement par les ouvriers, livrets de retraites propriété de leurs titulaires et garantis par des fonds versés à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

CONCLUSION

Insécurité de la plupart des caisses de secours avant la loi du 29 juin 1894

L'organisation des secours et des pensions de la Compagnie d'Anzin était donc tout à fait originale.

Dans les autres compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, une seule caisse était chargée de la distribution des secours et du service des pensions. Les caisses de ces compagnies étaient entretenues, soit par les patrons exclusivement, soit par les ouvriers et les patrons. Un reproche pouvait être fait à ces caisses, c'est qu'elles n'avaient que peu de sécurité.

M. Audiffred écrit dans son rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, sur les caisses de secours et les caisses de retraites des ouvriers mineurs, en 1894 : « Actuellement, l'ouvrier, pour avoir droit à la pension, doit remplir des conditions d'âge et de durée de service qui ne sont réalisées que par une faible minorité. Il n'est jamais sûr de ne pas être congédié à la

veille de la liquidation de sa retraite; il peut lui-même se trouver dans la nécessité de quitter la mine pour travailler ailleurs, la maladie peut le contraindre à changer de profession, etc., etc... Dans ces cas divers, il perd tous ses droits. La pension liquidée, il n'est encore assuré de rien. car la mine peut cesser son exploitation et la compagnie devenir insolvable.»

A la vérité, parmi les anciennes caisses, certaines, au moment où la loi de 1894 fut votée, étaient dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements. M. Cuvilot évaluait, à 45 millions (1) le déficit qu'elles présentaient. Les administrateurs avaient négligé de faire des réserves, de sorte que l'actif était insuffisant pour subvenir au paiement des pensions. De ces caisses M. Audifred pouvait dire qu'elles étaient « purement nominales ».

1. Le chiffre de 45 millions s'entend pour les caisses de secours existant dans toutes les compagnies houillères de France.

CHAPITRE II

PRÉLIMINAIRES DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

Avant la loi du 29 juin 1894, les caisses de secours, organisées par les exploitations houillères, fonctionnaient librement. Aucune loi, aucun décret ne venait réglementer l'organisation de ces caisses, organisation qui variait suivant les exploitations.

Ce fut seulement en 1880 que le Parlement commença à s'occuper des caisses de secours et de retraites des mineurs.

Cette année-là, M. Brossard déposa, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi instituant des caisses centrales de pensions et de secours des ouvriers mineurs. Le projet ne modifiait pas beaucoup l'ordre de choses existant, il visait simplement à syndiquer les caisses locales de chaque bassin houiller, caisses qui, jusqu'alors, étaient complètement indépendantes les unes des autres. Ce projet ne put venir en discussion, la législature ayant pris fin.

Au début de la législature suivante, MM. Reyneau et Gilliot déposèrent un projet de loi. Ce projet ne s'occu-

ne se bornait pas uniquement des secours aux ouvriers mineurs, il s'occupait aussi des délégués mineurs et d'un tribunal arbitral à instituer.

Le 30 novembre 1882 M. Brossard déposait un nouveau projet de loi sur les caisses de secours et de retraites. Il préconisait l'organisation de caisses libres, alimentées par des contributions obligatoires des exploitants et des subventions de l'État.

A la même date M. Brousse déposait aussi un projet de loi. Ce projet instituait des caisses de secours et de retraites dans chaque exploitation. Ces caisses étaient alimentées par des versements obligatoires des concessionnaires, par des subventions de l'État et par des contributions facultatives des ouvriers. Ces caisses devaient être centralisées et solidarisées par bassin. Les ouvriers étaient représentés dans le conseil d'administration de ces caisses. Les versements faits en vue de constituer une retraite aux ouvriers étaient inscrits sur un livret. Ce livret était la propriété de l'ouvrier et lui permettait de profiter de la rente créée par les versements, lorsqu'il avait atteint l'âge de la retraite, même s'il avait quitté le service de l'exploitation avant cet âge.

Le 13 mars 1883 M. Chavanné et Girodet déposaient un projet où, pour la première fois, une distinction était faite entre les secours et les retraites. Une caisse spéciale devait être instituée pour les secours et une caisse spéciale devait être instituée aussi pour les retraites.

Outre les contributions des exploitants et les subventions de l'État, le projet prévoyait aussi, comme recettes devant alimenter les caisses, des versements obligatoires des ouvriers.

Tous ces projets de loi déposés en 1882 ne furent jamais discutés, mais ils avaient servi à attirer l'attention sur les caisses de secours et les caisses de retraites des ouvriers mineurs. La commission parlementaire formée depuis cette époque ne cessa pas de s'occuper de la question. Elle s'entoura de tous les renseignements nécessaires. En 1883 elle convoqua par devant elle les représentants des exploitants et les représentants des ouvriers pour entendre leurs observations.

Les exploitants firent entendre leurs protestations, ils se plaignaient de ce que la loi en préparation les mettait hors du droit commun en leur imposant, du fait des secours et des retraites, des charges exceptionnelles qui n'atteignaient pas les autres industries. Ils donnèrent en outre à la commission tous les renseignements nécessaires sur l'organisation des caisses de secours fonctionnant dans le nord de la France et en Belgique.

Les ouvriers se plaignaient surtout de ce que leur retraite n'avait aucune garantie, puisqu'ils y perdaient tout droit s'ils se trouvaient dans l'obligation de quitter le service de l'exploitation où ils travaillaient avant d'avoir atteint l'âge fixé pour la retraite.

Pour éviter cela, les membres de la Commission

furent d'avis d'imposer aux exploitants l'obligation de verser, à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, les sommes versées dans le but d'assurer, aux ouvriers, une retraite.

Les exploitants se mirent d'accord, à ce sujet, avec la commission et en 1884 ils lui soumirent un projet.

D'après ce projet nouveau, les anciennes caisses étaient divisées en deux parties distinctes l'une de l'autre :

1° Une caisse de retraites.

2° Une caisse de secours ;

On maintenait en somme les anciennes caisses de secours, mais on ne leur laissait plus assurer que les secours proprement dits. On leur retirait le service des retraites pour lequel on organisait des caisses spéciales.

Ces caisses de retraites étaient alimentées par un versement fait à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le versement était fait au nom des ouvriers. Il était de 3 0/0 du salaire : 1, 5 0/0 provenait d'une retenue sur le salaire des ouvriers ; 1,5 0/0 provenait du versement fait par le patron.

Les caisses de secours n'étaient pas changées, sauf en ce qui concerne le service des retraites qui leur était retiré. Les versements à faire à ces caisses étaient unifiés. Ils étaient de 3 0/0 : 1,5 0/0 payé par les ouvriers, 1,5 0/0 payé par les patrons.

Ainsi donc les versements pour les deux caisses

étaient de 6 0/0 en tout. Les ouvriers payaient 3 0/0 et les patrons 3 0/0.

Les versements faits par les ouvriers ne différaient donc pas des versements faits par eux jusqu'alors aux caisses existantes.

Les versements des exploitants, au contraire, étaient augmentés.

Le projet donnait accès, aux ouvriers, dans les conseils d'administration.

Telles étaient les transformations que les exploitants se prêtaient à faire dans les caisses de secours existant sur leurs concessions.

Après s'être entourée de tous les renseignements nécessaires, la commission parlementaire présenta un rapport. Ce rapport fut annexé à celui de M. Alfred Girard que la commission avait chargé de faire un rapport sur les délégués mineurs.

Tels furent les travaux de la commission en 1883 et 1884.

Le 7 juillet 1885 une nouvelle proposition de loi fut déposée sur le bureau de la Chambre. Elle émanait de la commission et était présentée par M. Mazon. Cette proposition, pas plus que presque toutes les précédentes, ne visait à organiser des caisses de secours et des caisses de retraites. Cette conception de caisses de retraites indépendantes des caisses de secours, que nous avons vue pour la première fois dans le projet de loi de MM. Chavanne et Girodet, ne devait être reprise que

plus tard. Le projet présenté par M. Mazeron visait l'organisation de caisses de prévoyance destinées à assurer aux ouvriers : des pensions, des secours en cas d'accidents, des secours en cas de maladie. Ce projet créait pour les ouvriers l'obligation de participer à ces caisses.

Ce rapport n'ayant pas été discuté avant la fin de la législature devint caduc.

Mais il fut repris dès le 19 novembre 1885, aussitôt après les élections, par MM. Audiffred, Reymond et sept de leurs collègues.

Le 23 novembre, M. Brousse présentait lui aussi un projet de loi où il reprenait, en le modifiant, son projet de 1882.

Une commission fut nommée en janvier 1886 pour examiner ces propositions de loi. Elle fit une enquête auprès des exploitants et des ouvriers. Les résultats de cette enquête furent réunis dans un rapport déposé le 1^{er} juin 1886.

En mars 1887 fut distribué à la Chambre le rapport de M. Audiffred sur son projet de loi qu'il avait déposé en 1885.

Ce projet divisait les anciennes caisses de secours en plusieurs caisses : caisses de maladies, caisses d'accidents, caisses de retraites.

La discussion eut lieu à la Chambre aux séances des 22, 24 et 26 mars 1888. La Chambre sépara le projet relatif aux caisses d'accidents, des deux autres projets,

ne conservant que le projet de loi sur la constitution des caisses de retraites et des caisses de maladie.

Il y eut en outre des difficultés relativement aux pensions en cours de service ou en cours d'acquisition, si bien que, en 1889, la fin de la législature approchant, la Chambre ne voulut pas que la question des caisses de secours et de retraites fût encore ajournée à la législature suivante. Elle vota, en une seule séance le projet de la commission. Ce projet, ainsi voté le 5 juillet 1889, fut porté au Sénat qui le renvoya à la commission compétente. La commission dut remanier et modifier profondément le projet bien imparfait qui lui avait été remis. Ce n'est que le 26 janvier 1893 que M. Cuvinot, rapporteur de la commission, déposa son rapport.

Ce rapport fut discuté en première délibération aux séances des 3, 16, 17, 21 et 24 février et à la séance du 2 mars. Il fut discuté en deuxième délibération aux séances des 10 et 16 mars et du 12 juillet.

Le projet, adopté par le Sénat, revint à la Chambre des députés et, le 13 février 1894, la commission chargée d'étudier ce projet déposa son rapport. Dans ce rapport, dont l'auteur était M. Audiffred, la commission se prononçait pour l'acceptation pure et simple du texte proposé par le Sénat. La Chambre, suivant l'avis de la commission, vota le projet de loi proposé par le Sénat. Cette nouvelle loi qui réglementait et unifiait l'organisa-

tion des caisses de secours, fut promulguée le 29 juin 1894.

Désormais, toutes les exploitations houillères étaient obligées de se conformer à la loi en ce qui concerne leurs caisses de secours. Les anciennes caisses étaient transformées. Il y avait une caisse spéciale pour les secours, une caisse spéciale pour les retraites là où il n'y avait auparavant qu'une seule caisse chargée de distribuer des secours et des retraites.

La loi rendait obligatoires les versements qui devaient alimenter les caisses de secours et les caisses de retraites. En cela, du reste, elle ne faisait que sanctionner un état de choses existant depuis longtemps déjà, puisque, avant le vote de la loi, 98 0/0 des ouvriers mineurs faisaient déjà des versements dans le but de se constituer une retraite.

Tous les employés des mines, tous les ouvriers du jour et du fond dont le traitement ne dépasse pas 2.400 francs sont soumis à l'application de la loi.

Une circulaire du ministre des Travaux publics, en date du 30 juin 1894, est venu définir les conditions qu'avaient à remplir les employés pour bénéficier des dispositions de la loi.

Par employés, il faut entendre « ceux dont les écritures, les bureaux ou les occupations les rattachent directement, sur place, à l'exploitation proprement dite

de la mine ou aux opérations accessoires qui y sont assimilées ».

La circulaire du 30 juin 1894 a aussi défini ce qu'il fallait entendre par ouvriers du jour. Ce sont « tous ceux occupés dans les opérations accessoires se rattachant légalement à l'extraction proprement dite ou s'exécutant dans des lieux, ateliers ou chantiers, qui forment des dépendances légales de la mine, en droit minier ».

La circulaire du ministre des Travaux publics indique comment doivent être effectués les versements des employés et ouvriers dont le traitement est supérieur à 2.400 francs. Les versements sont faits comme pour le traitement de 2.400 francs. Ils cessent d'être effectués « dès que leur montant cumulé depuis le début de l'année correspond à celui qui résulterait, pour l'année entière, d'appointements de 2.400 francs ».

La loi du 29 juin 1894 a eu pour avantage de faire disparaître la diversité qui existait parmi les caisses de secours en les forçant à se constituer toutes suivant les mêmes règles. Son principal avantage a été, surtout, de séparer le service des secours et le service des retraites. La conséquence de cette division fut de donner plus de sûreté aux retraites qui, avant la loi, dépendaient du bon ou mauvais état des finances de la compagnie houillère qui les assurait.

PREMIÈRE PARTIE

LES CAISSES DE SECOURS

CHAPITRE PREMIER

LOI DE 1894. — DISPOSITIONS DE LA LOI RELATIVEMENT AUX CAISSES DE SECOURS

La loi du 29 juin 1894 est venue réglementer et unifier la composition des caisses de secours. Avant la loi, chaque compagnie houillère était libre d'organiser sa caisse comme bon lui semblait, au point de vue des versements à faire, de l'administration et de la gestion. Depuis la loi, toutes les caisses de secours se sont vues dans l'obligation d'appliquer les mêmes règles en ce qui concerne leur organisation, leur administration et leur fonctionnement.

Quelles sont les prescriptions de la loi relativement aux caisses de secours ? Quelles recettes, quelles charges leur assigne-t-elle ? Quel mode d'administration établit-elle ?

Recettes des caisses de secours. — Les ressources

pécuniaires de chaque caisse de secours sont fournies :

1° Par une somme prélevée sur le salaire de chaque ouvrier. Le montant de cette somme est évalué par le conseil d'administration de la caisse; il ne peut dépasser 2 0/0 du salaire ;

2° La compagnie houillère, au service de laquelle travaille l'ouvrier, verse pour lui une somme égale à la moitié du versement dont il a été parlé ci-dessus. Ce versement ne peut être inférieur à 1 0/0 du salaire payé ;

3° Outre ces versements, les caisses de secours perçoivent encore les dons et legs qui peuvent leur échoir ;

4° Les caisses de secours bénéficient des amendes imposées à leurs sociétaires en cas de violation des statuts. Elles bénéficient aussi des amendes imposées à leurs sociétaires qui auraient enfreint les règlements en vigueur dans l'exploitation au service de laquelle ils travaillent ;

5° Enfin les caisses de secours reçoivent de l'État des subventions (fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels).

Charges des caisses de secours. — Avec les ressources provenant de ces recettes, les caisses de secours doivent subvenir aux charges suivantes :

1° Elles viennent en aide, au moyen de secours en

argent, et de soins médicaux et pharmaceutiques, à leurs membres participants malades ou infirmes ;

2° En cas de mort d'un ouvrier ou d'un employé affilié à la caisse de secours, la famille ou les ayants droit de cet ouvrier ou employé ont droit à une subvention ;

3° Les caisses de secours fournissent aussi des secours en argent et des soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes, enfants et ascendants de leurs membres ;

4° Elles viennent en aide aux femmes et enfants de leurs membres appelés à accomplir une période d'instruction dans l'armée territoriale ou dans la réserve ;

5° Elles attribuent des secours aux veuves de leurs anciens membres décédés ainsi qu'à leurs enfants.

Les statuts des caisses de secours fixent le montant des secours à attribuer dans les différents cas qui précèdent ;

6° Lorsqu'un sociétaire de la caisse, participant à une caisse de retraites, tombe malade et que cette maladie entraîne une incapacité de travail de plus de quatre jours, la caisse de secours prend à sa charge, pour le compte de ce sociétaire, les versements à la caisse de retraites ; les versements ne peuvent être inférieurs à 5 0/0 de l'indemnité de maladie.

Telles sont les charges auxquelles doivent subvenir les caisses de secours organisées par la loi.

Nous allons examiner maintenant comment est délimité le ressort des caisses de secours et comment elles sont administrées.

Administration des caisses de secours. — Quel est le ressort des caisses de secours ?

Aucune règle générale n'est fixée par la loi. Une même exploitation peut contenir plusieurs sociétés de secours. Plusieurs exploitations peuvent s'unir pour former une seule société de secours.

En outre, des industries annexes, existant dans la concession d'une compagnie houillère, peuvent, sur leur demande, faire partie d'une société de secours. Il faut pour cela qu'elles aient obtenu l'autorisation du ministre.

La juridiction compétente, pour fixer la circonscription d'une société de secours, est le Conseil d'État.

Les caisses de secours sont gérées par un conseil d'administration.

Le nombre des membres de ce conseil est variable. Il ne peut être inférieur à 9. Les ouvriers et employés qui font partie de la société de secours nomment deux tiers des membres ; l'autre tiers est nommé par l'exploitant, à moins que ce dernier ne renonce à cette faculté. Dans ce cas tout le conseil d'administration est nommé par les ouvriers et employés.

Toutes les décisions prises par le conseil d'adminis-

tration doivent être prises à la majorité des voix, les deux tiers des suffrages ayant été exprimés. S'il n'en est pas ainsi, à la première discussion, le conseil doit être réuni de nouveau. Cette fois la décision est prise à la majorité, quel que soit le nombre des suffrages exprimés.

Un président, un secrétaire et un trésorier sont nommés par les membres du conseil d'administration.

Comment sont élus ces membres du conseil d'administration? Quelles conditions doivent-ils remplir pour être éligibles? Pour combien de temps sont-ils en possession de leur mandat?

Les membres du conseil d'administration sont élus par tous les ouvriers ou employés. Les électeurs doivent être français, être inscrits sur les dernières feuilles de paie faites avant les élections. Ils doivent jouir de leurs droits politiques.

Pour pouvoir être élu au conseil d'administration d'une caisse de secours, il faut être électeur, savoir lire et écrire, être âgé de vingt-cinq ans et travailler depuis cinq ans au service de l'exploitation houillère dont dépend la caisse de secours.

L'élection est faite au scrutin de liste. Pour être élu au premier tour, il faut obtenir la majorité absolue, plus un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits. Pour l'élection des membres qui n'ont pas été élus au premier tour, il est fait un deuxième tour de scrutin. A

ce scrutin, les candidats ayant obtenu la majorité relative sont élus.

Le conseil d'administration est élu pour trois ans. Il est renouvelé tous les ans, par tiers.

Si un membre du conseil meurt ou démissionne avant d'être arrivé au terme de son mandat, il est remplacé dans les six mois qui suivent. Son successeur n'est élu que pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Nous venons de voir comment sont élus les conseils d'administration. Nous allons examiner comment est organisée par la loi du 29 juin 1894 la gestion des caisses de secours.

Gestion des caisses de secours. — Les caisses de secours sont régies par des statuts approuvés par le ministre et notifiés à l'exploitant. Chaque fois qu'une modification est introduite à ces statuts, l'approbation du ministre est nécessaire.

Les ingénieurs des mines et le préfet peuvent toujours se faire communiquer les livres des caisses de secours.

Tous les ans ces caisses envoient au ministère un compte rendu de leur situation financière.

A la fin de l'année, les comptes des caisses sont arrêtés. Le conseil d'administration de la caisse, où il y a des excédents de recettes, fixe les sommes à garder pour

le fonctionnement de la caisse. Le reste doit être versé à la caisse des dépôts et Consignations dans le délai d'un mois.

La loi autorise les sociétés de secours, qui voudraient se décharger du service des secours, à confier ce service à des compagnies d'assurances.

Telles sont les dispositions de la loi du 29 juin 1894, relativement à l'organisation des caisses de secours. Elle n'a pas supprimé les caisses existant avant 1894. L'article 18 de la loi dit au contraire que ces caisses peuvent continuer à fonctionner, pourvu qu'elles se soient mises d'accord avec les dispositions de la loi. Cette autorisation est subordonnée du reste à l'approbation des statuts par le ministre.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET APPLICATION DE LA LOI

Nous venons d'étudier, dans le chapitre précédent, quelles sont les prescriptions de la loi du 29 juin 1894 relativement aux caisses de secours. Ces prescriptions sont les bases sur lesquelles se sont constituées ou réorganisées toutes les caisses de secours des ouvriers mineurs. La loi du 29 juin 1894 a généralisé à toutes les exploitations houillères, sans exception, les organisations de secours qui existaient, du reste, depuis déjà longtemps, tout au moins dans la plupart des exploitations du bassin houiller du Nord et du bassin houiller du Pas-de-Calais.

En 1908, *la Statistique de l'industrie minérale*, publiée par le ministère des Travaux publics, pouvait dire : « Le personnel minier, tout entier, aussi bien les ouvriers du fond et du jour que les employés des bureaux et les ouvriers d'industries annexes, bénéficie actuellement de l'assistance mutuelle. Quelques milliers d'ouvriers seulement en sont privés, soit par suite d'abstention volontaire, soit parce que le petit

nombre d'ouvriers de l'exploitation n'a pas permis de constituer une société de secours. »

Cette dernière observation de *la Statistique de l'industrie minérale* ne peut s'appliquer aux exploitations houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui sont, pour la plupart, puissantes et prospères et ont, de très bonne heure, organisé, dans leurs concessions, des caisses de secours.

Nous avons dit, au début de ce chapitre, que la loi du 29 juin 1894 a été une base pour l'organisation des caisses de secours. En effet, elle n'a réglé que les conditions générales de l'organisation de ces caisses. Elle leur a laissé, sur les autres points de détail, une assez grande latitude.

Aussi les sociétés de secours actuelles, si elle ont de nombreuses ressemblances en ce qui concerne leur organisation générale, diffèrent par certains point. Elles diffèrent par le nombre de leurs membres participants : le nombre varie suivant l'importance de l'exploitation. Elles diffèrent aussi par l'étendue de leurs circonscriptions. La loi n'est pas intervenue à ce sujet ; elle a laissé le soin de délimiter ces circonscriptions aux ouvriers et aux exploitants. Il en est résulté une grande diversité. Nous voyons, dans le Nord et le Pas-de-Calais, beaucoup de compagnies houillères importantes qui n'ont qu'une caisse de secours pour toute l'étendue de la concession. Il en est ainsi à Lens, à Bully-Grenay, à

Drocourt, à Aniche, à Douchy et dans presque toutes les autres exploitations dont les concessions forment un seul bloc bien homogène.

Mais il est d'autres exploitations qui ont organisé plusieurs caisses de secours. Elles ont adopté cette organisation, soit à cause de leur étendue; soit dans le but de simplifier le service des secours en le répartissant sur plusieurs caisses, au lieu de le laisser à la charge d'une caisse unique. Par exemple la Compagnie des mines d'Anzin est une de ces exploitations qui a organisé plusieurs caisses de secours. Il existe dans cette compagnie 6 sociétés de secours qui existaient du reste bien avant la loi. Cinq de ces sociétés ont continué à fonctionner dans les conditions prévues par l'article 18 de la loi du 29 juin 1894. Cet article de la loi est ainsi conçu : « Les sociétés de secours actuellement existantes et dont les statuts sont régulièrement approuvés par l'autorité administrative, conserveront leur organisation et leur mode de fonctionnement, pour ce qui touche les obligations du présent titre (1), sauf dans les cas où leur transformation serait reconnue nécessaire par le ministre des Travaux publics sur l'avis du conseil général des mines. »

La sixième société de secours de la Compagnie des mines d'Anzin s'est transformée et réorganisée suivant

1. Titre III, loi du 29 juin 1894, caisses de secours.

les règles établies par le titre III de la loi du 29 juin 1894.

Cette pluralité de caisses de secours que nous remarquons à la Compagnie des mines d'Anzin, nous la remarquons aussi à la Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux. Cette compagnie possède deux concessions bien distinctes : l'une dans le Pas-de-Calais, à Nœux, l'autre dans le bassin houiller du Nord, à Vicoigne. La compagnie qui exploite ces deux concessions a dû organiser des caisses de secours distinctes dans chacune de ses concessions. Il existe une caisse à Vicoigne. La concession de Nœux étant plus importante a été divisée en 6 circonscriptions possédant chacune une caisse de secours. Dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, la Compagnie des mines de Dourges, la Compagnie des mines de Courrières ont aussi organisé plusieurs caisses de secours dans leurs concessions.

La Statistique de l'industrie minérale (année 1908) dit à propos de l'organisation des sociétés de secours dans les mines, qu'il existe des exploitations où il y a des caisses distinctes pour les ouvriers du jour et pour les ouvriers du fond, et d'autres exploitations où il y a des caisses distinctes pour les ouvriers et pour les employés. La loi du 29 juin 1894 autorise certainement cette façon de faire, mais il n'existe pas beaucoup de caisses ainsi constituées, dans le bassin houiller du Nord, ni dans le bassin houiller du Pas-de-Calais ; aux mines de Dourges il y a deux caisses de secours : l'une est réservée aux ouvriers du jour, l'autre aux ouvriers du

fond. A la Compagnie des mines de Courrières, sur les 7 sociétés de secours existant dans la concession, une est réservée aux employés.

Les exploitants peuvent donc organiser une ou plusieurs sociétés de secours. Ils peuvent agir en cela comme il leur convient le mieux. La loi n'a posé aucune règle impérative à cet égard.

Les sociétés de secours, une fois formées, fixent, comme elles le jugent bon, les conditions dans lesquelles elles alloueront les secours. La loi s'est contentée de fixer les règles générales de leur organisation. Elle les laisse libres de fixer le taux des secours et leur allocation. Tantôt le secours est alloué dès le premier jour de maladie ; tantôt il est alloué seulement le troisième ou quatrième jour. Le conseil d'administration de la caisse fixe cela librement. La loi ne fixe pas non plus la durée pendant laquelle ce secours est délivré ; c'est encore le conseil d'administration de la caisse qui fixe cela. Aussi dans tous ces points d'organisation intérieure, nous remarquons une certaine diversité entre les caisses des différentes sociétés de secours. Dans certaines exploitations, les secours sont délivrés pendant trois mois ; dans d'autres cette limite est portée à six mois. Certaines caisses suspendent la distribution des secours le dimanche ou les jours de fête. D'autres ne donnent des secours qu'à leurs sociétaires ayant un certain temps de présence à la mine ; ce temps est fixé par les statuts.

La loi fixe les règles générales d'administration et de gestion des caisses. Elle laisse au conseil d'administration l'organisation particulière de chaque caisse. Cette organisation est du reste contrôlée puisque les statuts doivent, avant d'être mis en vigueur, être approuvés par le ministre.

Nous venons de voir les différences qui peuvent exister entre les caisses de secours des diverses exploitations du bassin houiller du Nord et du bassin houiller du Pas-de-Calais. Certaines exploitations n'ont qu'une seule caisse, d'autres en ont plusieurs. Le taux des secours n'est pas partout le même, les conditions pour l'obtenir différent, mais dans toutes les sociétés de secours la gestion est la même, tout au moins dans les grandes lignes. Nous étudierons cette gestion des caisses de secours. Nous examinerons leurs recettes, les dépenses auxquelles elles ont à faire face, leur administration. Nous examinerons en dernier lieu leur organisation.

Recettes des caisses de secours. — La loi du 29 juin 1894 a fixé elle-même les sources d'où doivent provenir les recettes des sociétés de secours.

Ces recettes proviennent de plusieurs sources :

1° De retenues sur les salaires des ouvriers et des employés. Le taux de ces retenues est fixé par le conseil d'administration. Il est, actuellement, de 2 0/0. La

somme totale des retenues sur le salaire de chaque ouvrier ou employé ne doit pas être supérieure à 48 francs par an ;

2° L'exploitant verse à la caisse de la société de secours une somme égale à la moitié de la somme versée par chaque ouvrier. Cette somme ne peut dépasser 24 francs par ouvrier ou employé ;

3° L'État fournit aux caisses de secours des allocations. Ces allocations sont prélevées sur les fonds que l'État consacre aux subventions aux sociétés de secours mutuels ;

4° Les amendes perçues, dans chaque exploitation, sur les ouvriers ou employés qui ont enfreint les règlements de l'exploitation, sont versées à la caisse de secours ;

5° Les caisses de secours possèdent des capitaux qu'elles placent et dont elles perçoivent les intérêts. Ces intérêts viennent s'ajouter aux recettes.

6° Les amendes infligées aux membres de la société de secours pour infraction aux règlements de cette société sont versées à la caisse de secours ;

7° Enfin les caisses de secours peuvent recevoir les dons et legs qui leur seraient attribués.

Telles sont les recettes des sociétés de secours. En outre de ces recettes établies par les dispositions de la loi, les sociétés de secours reçoivent encore dans beaucoup d'exploitations des subsides supplémentaires des

exploitants. C'est ainsi que la Compagnie des mines d'Anzin répartit tous les ans entre les 6 caisses de secours de sa concession une somme égale au revenu d'un demi-denier.

Nous venons d'examiner quelles sont les recettes des caisses de secours, nous allons voir maintenant quelles sont les dépenses auxquelles doivent subvenir ces caisses.

Dépenses des caisses de secours. — Les caisses de secours des ouvriers mineurs fournissent à leurs membres participants des secours en argent et en nature, et des soins :

1° Tout sociétaire de la caisse reçoit gratuitement les soins médicaux et les remèdes nécessaires lorsqu'il a été reconnu malade par le médecin de la caisse de secours ;

2° En outre de ces soins et de ces remèdes, le sociétaire de la caisse reçoit encore une indemnité journalière.

Le taux de cette indemnité n'est pas le même dans toutes les exploitations. Il est fixé par le conseil d'administration de chaque caisse. Il dépend en général du taux du salaire payé à l'ouvrier. Les ouvriers gagnant un salaire de 4 francs par jour ou un salaire supérieur touchent une allocation journalière de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 et 2 francs au maximum. Les ouvriers gagnant un salaire inférieur à 4 francs par jour touchent une allocation journalière égale au tiers de leur salaire environ.

Nous donnons ci-dessous quelques exemples des tarifs d'allocation journalière aux ouvriers blessés.

Aux mines de Liévin existe le tarif suivant :

Salaire journalier (prime comprise)	Allocation journalière
4 francs et au-dessus	1 fr. 75
3 fr. 25 à 4 francs exclusivement	1 fr. 40
2 fr. 50 à 3 fr. 25 exclusivement	1 fr. 15
1 fr. 50 à 2 fr. 50 exclusivement	0 fr. 80
Au-dessous de 1 fr. 50	0 fr. 50

Aux mines d'Anzin les allocations sont ainsi fixées :
1 fr. 65 pour les sociétaires mariés ou chefs de famille,
1 fr. 35 pour les sociétaires célibataires payant cotisation entière ;

0 fr. 70 pour les sociétaires célibataires payant demi-cotisation.

Aux mines d'Ostricourt les allocations sont plus faibles.

Salaire journalier (prime comprise)	Allocation journalière
4 fr. et au-dessus	1 fr. 50
3 fr. à 4 fr. exclusivement	1 fr. 25
2 fr. à 3 fr. exclusivement	1 fr. 10
1 fr. 50 à 2 fr. exclusivement	0 fr. 60
Trieuse de pierres	0 fr. 40

3° Tant que dure la maladie entraînant la suppression du salaire, la Caisse de secours verse, au nom de l'ouvrier, à la Caisse nationale des retraites, une somme égale à 50/0 de l'allocation de maladie qui est payée à cet ouvrier ;

4° Les soins médicaux et pharmaceutiques ne sont pas fournis aux ouvriers seulement. Les caisses de secours les fournissent aussi gratuitement aux femmes, aux enfants et aux ascendants des membres participants. La seule condition pour qu'ils bénéficient de ces soins, c'est qu'ils soient à la charge du sociétaire et habitent avec lui ;

5° Les ouvriers pensionnés ainsi que leurs femmes et leurs enfants, quand ces derniers sont à leur charge, les veuves des sociétaires ainsi que leurs enfants ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques. Mais ces soins ne sont pas gratuits. Les intéressés n'y ont droit qu'à la condition de verser, à la caisse de secours, une cotisation mensuelle dont le conseil d'administration fixe le taux. Cette cotisation est au moins de 0 fr. 50 par famille ;

6° Des secours supplémentaires peuvent être accordés par le conseil d'administration de la caisse de secours aux sociétaires dont la situation est particulièrement malheureuse, par suite de maladies survenues dans leur famille ;

7° Lorsqu'un sociétaire doit être hospitalisé, la caisse de secours prend à sa charge le traitement de ce sociétaire. Dans ce cas l'indemnité de maladie n'est plus payée. Si le conseil d'administration le décide, une partie de l'indemnité de maladie est versée à la famille du sociétaire hospitalisé ;

8° La caisse de secours vient en aide aux veuves des sociétaires décédés, à leurs enfants de moins de treize ans, à leurs ascendants. Elle leur attribue des secours renouvelables mensuellement. Ces secours sont ordinairement de 10 francs pour les veuves et les ascendants, de 4 ou 5 francs pour les enfants. Le secours total ne peut dépasser un maximum variant entre 30 ou 40 fr. suivant les compagnies ;

9° Les femmes et les enfants des sociétaires, qui accomplissent une période dans la réserve ou dans l'armée territoriale, bénéficient d'un secours. Ce secours est de 1 franc pour les femmes et de 0 fr.50 pour les enfants. Le total des allocations ainsi fournies ne peut dépasser 2 fr.50 par jour ;

10° Les caisses de secours participent aux frais funéraires. Elles fournissent une somme de 30 francs, au maximum, pour les grandes personnes. Pour les enfants de moins de douze ans, elles fournissent une somme variant entre 10 et 12 francs suivant la société de secours. La fourniture du cercueil est à la charge de la caisse.

Telles sont les charges incombant aux caisses des sociétés de secours. Elles sont multiples. Nous avons vu d'autre part quelles recettes permettaient aux caisses de faire face à ces dépenses. Nous allons examiner maintenant comment sont administrées les caisses de secours.

Administration des caisses de secours

L'administration des sociétés des secours est confiée à un conseil d'administration élu suivant les formes prescrites par le titre III de la loi du 29 juin 1894.

Le nombre des membres du conseil n'est pas le même partout. Dans la plupart des sociétés de secours, le conseil d'administration comprend 9 membres. Dans quelques sociétés le nombre des administrateurs est plus élevé. Aux mines de Liévin le conseil d'administration de la société de secours comprend 18 membres. Il en est de même aux mines de Dourges. A Bully-Grenay le conseil est composé de 12 membres.

A la Compagnie des mines d'Anzin, sur 6 sociétés de secours, 5 sont d'anciennes sociétés ayant existé avant la loi et qui ont été autorisées à subsister au terme de l'article 18 du titre III de la loi du 29 juin 1894. Les sociétés sont administrées par des bureaux composés : d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de 4 administrateurs. La sixième société de secours s'est transformée et s'est constituée conformément aux prescriptions de la loi.

Sauf à Anzin, où nous venons de voir un mode d'administration particulier, l'administration des sociétés de secours est à peu près la même dans toutes les exploitations du Nord et du Pas-de-Calais.

Le conseil d'administration nomme un président, un secrétaire et un trésorier.

Le président est chargé de la police des séances. Conjointement avec le trésorier, il représente la société auprès de toutes les autorités publiques, administratives, judiciaires. Il représente la société dans tous ses rapports avec les tiers.

Il est chargé de retirer de la poste ou des caisses publiques ou privées toutes les lettres chargées, tous les titres ou valeurs appartenant à la caisse de secours.

Il reçoit et paye toutes les sommes, il débat et arrête les comptes, il donne les quittances au nom de la caisse.

Il est chargé de l'administration courante et journalière. Il signe les marchés approuvés par le conseil.

Conjointement avec le secrétaire, le président des caisses de secours certifie les extraits des procès-verbaux à produire. Il expédie les avis des réunions du conseil.

Le président réunit le conseil d'administration tous les quinze jours ou plus souvent si l'intérêt de la caisse l'exige.

A la société de secours des mines de Courrières et dans quelques autres sociétés de secours, si le tiers des membres du conseil en fait la demande par écrit, le président doit réunir le conseil en séance extraordinaire. Dans d'autres sociétés de secours, il suffit, pour qu'il y ait séance extraordinaire, que le président ait jugé bon de convoquer le conseil.

Quelles sont les fonctions des membres du conseil

d'administration? Les membres du conseil organisent le service médical et pharmaceutique. Ils examinent les demandes de secours et statuent sur ces demandes. Ils assurent le service des allocations en argent et en nature. Le conseil établit les règlements de la caisse de secours. Il décide la date des élections. Il fixe les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Il convoque les électeurs quinze jours à l'avance.

Les membres du conseil touchent une indemnité de 3 francs par séance. Aux mines d'Anzin, les membres des bureaux des caisses n'ont droit à aucune rémunération.

« Les administrateurs sont responsables de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Ils ne contractent aucune obligation personnelle ou solidaire à raison de leur gestion, relativement aux obligations de la caisse, mais ils sont responsables individuellement ou solidairement, suivant les cas, soit des infractions à la loi et aux statuts, soit des fautes commises dans leur gestion (1).

Telles sont les formes suivant lesquelles sont administrées les caisses de secours. Nous allons maintenant étudier l'organisation de ces caisses en ce qui concerne le service médical, le service pharmaceutique et le contrôle des malades.

1. Statuts de la caisse de secours des mines de l'Escarpelle.

Organisation des caisses de secours. — Nous avons dit quelles étaient les charges auxquelles ont à faire face les caisses de secours, quels secours elles distribuent. Il nous reste à voir à quelles formalités est subordonnée la délivrance des secours.

a) *Contrôle des malades.* — L'ouvrier ou l'employé malade doit se faire délivrer une carte de maladie par son chef de service. Cette carte doit être visée, le jour même, ou au plus tard le lendemain, par le médecin de la caisse de secours. La maladie ne prend date que du jour où cette dernière formalité a été accomplie. La carte ne reste valable que tant qu'elle est visée deux fois par semaine par le médecin.

Les membres du conseil d'administration de la caisse de secours contrôlent les malades et les sociétaires qui bénéficient des secours.

Les malades ne peuvent se livrer à aucun travail, tant que le médecin ne les y a pas autorisés, par écrit, sur leur carte de maladie.

Les secours cessent le jour indiqué par le médecin sur la carte de maladie, jour où le médecin considère le malade comme rétabli.

Les membres du conseil d'administration de la caisse de secours qui sont chargés du contrôle des malades, font leur rapport sur leurs tournées d'inspection, à chaque réunion du conseil.

b) *Service médical.* — Le service est organisé par le conseil d'administration des caisses de secours. C'est lui qui désigne les médecins chargés du service. Dans certaines exploitations où il n'y a qu'une seule caisse de secours pour toute la concession, le territoire de cette concession est divisé en plusieurs circonscriptions, et chaque circonscription est divisée en plusieurs districts. A la tête de chaque circonscription est un médecin principal ; dans chaque district il y a un médecin de district. Le médecin principal contrôle les médecins de district de sa circonscription.

Sur la demande des médecins du district de sa circonscription, il donne des consultations et participe aux opérations chirurgicales. Il visite, une fois par mois, les malades qui chôment depuis plus d'un mois, et timbre leur carte de maladie. Il donne son avis lorsqu'il s'agit de faire hospitaliser un malade ou de le faire soigner à l'Institut ophtalmologique ; il vise les mémoires des pharmaciens.

Le médecin de district visite, au moins deux fois par quinzaine, les malades de son district et timbre leur carte de maladie. Il délivre aux ouvriers ou employés malades des yeux des bons pour l'oculiste. Il signale au médecin principal les malades chômant depuis plus d'un mois. Il lui demande des consultations et prend son avis quand un malade doit être hospitalisé ou traité dans un institut ophtalmologique.

Le médecin de district donne son avis au conseil d'administration au sujet des secours extraordinaires à accorder.

En un mot, il soigne les malades affiliés à la caisse de secours, tout en veillant à éviter les chômages excessifs et à empêcher les dépenses abusives en produits pharmaceutiques.

Telles sont les fonctions des médecins des caisses de secours.

A la Compagnie des mines de Lens, la concession est divisée, comme nous venons de l'indiquer, en plusieurs circonscriptions subdivisées en districts.

A la Compagnie des mines d'Anzin, la concession est divisée en 22 circonscriptions. Un docteur est à la tête de chacune de ces circonscriptions.

Dans les exploitations où il y a plusieurs caisses de secours, chaque caisse a ses médecins.

Dans presque toutes les exploitations du Nord et du Pas-de-Calais, il y a un médecin oculiste chargé de donner ses soins aux ouvriers atteints de maladie d'yeux, maladies assez fréquentes chez les mineurs à cause des poussières et de l'obscurité dans laquelle ils travaillent.

Il existe aussi, dans toutes les exploitations des deux bassins houillers, un service spécial pour les accouchements, service organisé par les caisses de secours.

c) *Service pharmaceutique.* — Le conseil d'adminis-

tration de la caisse de secours organise ce service. Il fait afficher un tableau où sont inscrits les pharmaciens choisis, auxquels les intéressés peuvent s'adresser.

Les mémoires des pharmaciens sont remis tous les mois à la caisse de secours.

Certaines caisses de secours ont organisé ce service pharmaceutique d'une façon autre que celle exposée ci-dessus.

La caisse de secours de la Compagnie des mines de l'Escarpelle a organisé une pharmacie spéciale qu'elle exploite elle-même. Cette façon de faire n'a pas beaucoup d'avantages, car les économies réalisées, de ce fait, sont peu importantes.

A la Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux, il existe un dispensaire qui délivre les produits pharmaceutiques courants. On ne s'adresse aux pharmaciens désignés par le conseil d'administration de la caisse de secours que pour certaines spécialités et pour les appareils. Ce mode d'organisation ne fait pas faire d'économies sensibles, pas plus que le précédent.

A la Compagnie des mines d'Anzin, il existe une pharmacie centrale dirigée par un docteur en pharmacie. Cette pharmacie répartit, entre des dépôts établis sur toute la concession, les médicaments qui sont délivrés gratuitement.

Les dépenses résultant du service médical et du service pharmaceutique sont fort importantes et grèvent

lourdement le budget des caisses de secours. Aussi certaines exploitations houillères du Nord et du Pas-de-Calais, dans le but de diminuer ces charges des caisses de secours, ont pris à leur charge, moyennant certaines conditions, les frais occasionnés par le service médical et le service pharmaceutique.

C'est ainsi qu'à agi la Compagnie des mines d'Anzin. La compagnie a pris à sa charge les frais médicaux et pharmaceutiques. En retour les sociétés de secours assurent, aux ouvriers blessés, une indemnité de 1 franc par jour pendant les quatre-vingt-dix premiers jours de chômage. La charge résultant du paiement de ces indemnités est beaucoup plus faible que celle résultant du service médical et pharmaceutique. Elle représente le $\frac{1}{5}$ de la dépense résultant du service médical et du service pharmaceutique.

En 1899, ces services ont coûté, à la Compagnie d'Anzin, la somme de 143.917 fr. 03. Ces frais se répartissent ainsi :

Appointements des médecins, allocation de chevaux et voitures et service des chambres de consultation.	73.333 fr. 31
Appointements du personnel de la pharmacie et frais généraux.	27.218 fr. 19
Médicaments.	43.363 fr. 33
Total.	143.917 fr. 03

En 1904, les dépenses occasionnées par ces services s'élevaient à 194.268 fr. 27.

Nous voyons par ces chiffres qui ne représentent seulement que les frais du service médical et du service pharmaceutique, l'importance des charges incombant aux caisses de secours, dans les compagnies où ces services sont à la charge de ces caisses, en plus du service des allocations pécuniaires.

Il résulte de ces charges, pour les caisses de secours, l'obligation d'avoir une comptabilité régulièrement tenue.

Comptabilité des caisses de secours. — Cette comptabilité est tenue par le trésorier et le secrétaire élus par le conseil d'administration. Elle est soumise au contrôle du service des mines.

Le trésorier et le secrétaire s'occupent aussi de la composition des états statistiques qui doivent être remis, tous les ans, au préfet du département où se trouve la concession, et au service des mines.

A la fin de chaque année le Conseil d'administration examine les comptes qui lui sont présentés par le trésorier. Sur les excédents disponibles, il fixe les sommes à laisser dans la caisse pour en assurer le service. Le reste des excédents est déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

Le total de la réserve ainsi constituée ne peut dépasser le double des recettes de l'année.

Nous venons d'étudier la constitution des caisses de

secours organisées en application de la loi du 29 juin 1894. Nous avons vu quelles sont leurs recettes, leurs dépenses, leur organisation et leur administration. Ces caisses rendent de grands services aux ouvriers mineurs qui se trouvent, grâce à elles, à l'abri du besoin, eux et leur famille, quand ils tombent malades, et qui peuvent recevoir tous les soins que leur état nécessite. La loi du 29 juin 1894 a donné à ces caisses une grande sécurité que les caisses antérieures n'avaient pas, puisqu'elles n'étaient soumises à aucun contrôle. Aujourd'hui ce contrôle est exercé par les ingénieurs des mines.

La loi du 29 juin 1894 n'a pas créé les caisses de secours mais son mérite a été de réorganiser les caisses existantes sur un type uniforme fixant les grandes lignes de la gestion de ces caisses et en facilitant le contrôle par les pouvoirs publics.

Les sociétés de secours actuelles sont en somme des sociétés de secours mutuels. Elles ne diffèrent de ces dernières que par le caractère obligatoire de l'affiliation des sociétaires et du versement de l'exploitant.

CHAPITRE III

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LES CAISSES DE SECOURS

Nous avons étudié dans les chapitres précédents l'organisation des caisses de secours telle que l'a faite la loi du 29 juin 1894 et telle qu'elle existe, dans la pratique, dans les compagnies houillères du bassin du Nord et du bassin du Pas-de-Calais. Nous avons vu quels secours sont accordés et dans quelles conditions ces secours sont accordés. Nous allons examiner maintenant, à l'aide des renseignements statistiques, le fonctionnement des caisses de secours. Nous verrons quel a été, en ces dernières années, le nombre des ouvriers et employés participant aux caisses de secours, quel a été le nombre des cas de maladie, quel a été le nombre des journées de maladie pendant lesquelles ont été distribués des secours.

Il existe dans le bassin houiller du Nord 15 sociétés de secours. Le nombre moyen des ouvriers et employés membres de ces sociétés de secours s'élevait en 1908 à 33.357 (1). Pour ces 33.357 participants, il y a eu

1. Rapport des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

26.128 cas de maladie. Le nombre des journées de maladie, pendant lesquelles il a été délivré des secours, s'est élevé à 398.154. Les ouvriers du fond ont compté en moyenne en 1908 4,23 jours de maladie de plus que les ouvriers du jour, mais d'autre part les maladies des ouvriers du fond ont duré 2,9 jours de moins par an.

Il n'y a donc pas de différence sensible entre les ouvriers du fond et les ouvriers du jour au point de vue des secours distribués en cas de maladie. Les cas de maladie sont plus fréquents pour les ouvriers du fond, mais ils durent moins longtemps que pour les ouvriers du jour.

Pour les femmes le nombre des cas de maladie est plus grand que pour les hommes. Les jours de maladie sont eux aussi en plus grand nombre.

Nous donnons ci-dessous un tableau indiquant quel a été pour l'année 1910 le fonctionnement des caisses de secours existant dans le bassin houiller du Nord (1). Ce tableau expose quels ont été pour l'année 1910 le nombre des participants, le nombre des cas de maladie, le nombre des journées de maladie pendant lesquelles il a été attribué des secours ; il indiquera aussi quel a été le taux des retenus sur les salaires.

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et par le service des mines.

Nombre moyen des participants.....	35.122
Nombre des cas de maladie.....	27.132
Nombre de journées de maladie secourues..	404.461
Taux des retenues sur les salaires.....	4,203 0/0

Ce tableau donne les résultats d'ensemble du fonctionnement de toutes les caisses de secours du bassin houiller du Nord.

Le tableau suivant donnera les résultats du fonctionnement des caisses de secours, par participant.

Taux des retenues.....	2,66 0/0
Cas de maladie.....	1,47 0/0
Journées de maladies secourues.....	22,17 0/0

Nous allons examiner maintenant une caisse de secours d'une compagnie houillère du Nord; nous examinerons quel a été pour 1910 son nombre de participants, le nombre de cas de maladie, le nombre de journées de maladie secourues et le taux des retenues sur les salaires. Les chiffres suivants concernent la caisse de secours de la Compagnie des mines d'Aniche.

Nombre moyen des participants.....	9.500
Nombre des cas de maladie.....	7.581
Nombre de journées de maladie secourues..	119.531
Taux des retenues sur les salaires.....	2 0/0

Il reste à examiner le fonctionnement des caisses de secours qui ont été organisées dans les mines du Pas-de-Calais, en application de la loi du 29 juin 1894.

Il existe, dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, 26 sociétés de secours. Dans chaque concession existe

une seule caisse de secours pour tous les ouvriers et employés. Seules 3 compagnies houillères font exception et ont plus d'une caisse de secours. Ce sont les Compagnies de Courrières, de Dourges et de Nœux. A Courrières la concession est divisée en 6 circonscriptions de secours possédant chacune une caisse. A Dourges il existe 2 caisses de secours, l'une est réservée aux ouvriers du jour, l'autre aux ouvriers du fond. A Nœux la concession comprend six caisses de secours.

Le tableau ci-dessous indique quels ont été pour l'année 1909 les résultats du fonctionnement des caisses de secours existant dans le bassin du Pas-de-Calais.

Nombre de participants.....	93.109
Nombre de cas de maladie.....	95.138
Nombre de journées de maladies secourues.	1.271.163
Taux des retenues sur les salaires.....	4,26 0/0

Le tableau suivant indique quels ont été par participant le résultat du fonctionnement des caisses pour 1909.

Taux des retenues.....	3,29 0/0
Cas de maladie.....	1,02 0/0
Journées de maladies secourues.....	13,65 0/0

Les deux tableaux précédents ont trait au fonctionnement de l'ensemble des caisses de secours du bassin houiller du Pas-de-Calais (1).

« 1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et par le service des mines. »

Nous examinerons maintenant le fonctionnement des caisses de secours existant dans une des compagnies houillères du Pas-de-Calais, la Compagnie des mines de Nœux. Le tableau ci-dessus donne le résultat du fonctionnement des 6 caisses organisées dans chacune des circonscriptions de secours de l'exploitation pendant l'année 1909 (1).

Nombre de participants.....	9.449
Nombre des cas de maladies.....	7.236
Nombre de journées de maladies secourues.	123.318
Taux des retenues sur les salaires.....	2 0/0

Nous n'avons pas pu avoir communication des renseignements statistiques sur le fonctionnement des caisses de secours pendant l'année 1910, en ce qui concerne l'ensemble des exploitations houillères du bassin du Pas-de-Calais. Nous ne possédons ces renseignements que pour quelques compagnies.

Le tableau ci-dessous donne le résultat du fonctionnement des 6 caisses de secours existant aux mines de Nœux, pendant l'année 1910.

Nombre de participants.....	9.332
Nombre de cas de maladie.....	6.918
Nombre de journées de maladie secourues..	120.447
Taux des retenues sur les salaires.....	2 0/0

1. Renseignements fournis par la Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS FINANCIERS DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, les statistiques concernant le fonctionnement des caisses de secours dans le bassin houiller du Nord et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Nous avons vu le nombre d'ouvriers et employés qui participent à ces caisses, le nombre des cas de maladie qui se produisent et le nombre de journées de maladie secourues.

Il reste à examiner la situation financière des caisses de secours, à donner un aperçu de leurs recettes et de leurs dépenses et à voir si la situation financière est satisfaisante.

Voici quelles ont été les recettes et les dépenses des caisses de secours, dans le bassin houiller du Nord, pendant les années 1909 et 1910 (1).

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et les services des mines.

<i>Recettes</i>	Année 1908	Année 1910
Cotisations des ouvriers	729.368 fr.	765.898 fr.
Versements des exploitants.	364.684	382.951
Recettes diverses : amendes, intérêts, dons.	225.450	156.454
Total des recettes. . .	1.319.502 fr.	1.305.303 fr.
<i>Dépenses</i>	Année 1908	Année 1910
Frais médicaux.	126.672 fr.	103.925 fr.
Frais pharmaceutiques.	358.485	259.228
Indemnités aux malades.	620.719	627.263
Secours extraordinaires : secours aux infirmes, veuves, etc., frais funé- raires et frais d'hospitalisation. . .	195.978	207.525
Versements à la caisse de retraites. .	32.604	25.254
Dépenses d'administration.	28.066	23.849
Total des dépenses. . . .	1.362.544 fr.	1.247.044 fr.

Pour l'année 1908, les dépenses ont dépassé les recettes. Pour l'année 1910, les dépenses sont inférieures, sensiblement, aux recettes. La cause est que nous n'avons pas joint aux frais médicaux et pharmaceutiques des sociétés de secours du bassin houiller du Nord les frais médicaux et pharmaceutiques faits dans toute la concession de la Compagnie des Mines d'Anzin. Nous avons dit, dans un chapitre précédent, que la Compagnie d'Anzin prenait à sa charge les frais médicaux et les frais pharmaceutiques. Ces frais peuvent être évalués à 200.000 francs au moins. Si nous ajoutons cette évaluation au total des dépenses, nous obtenons un chiffre de dépenses pour l'année 1910, de 1.447.044 francs, chiffre bien supérieur au chiffre des recettes.

Mais ces 200.000 francs de dépenses en frais pharmaceutiques ne doivent pas être ajoutés aux dépenses des caisses de secours, puisqu'ils sont à la charge des Mines d'Anzin.

En tout cas, c'est grâce à cela que l'exercice de 1910 se traduit finalement par une plus-value des recettes sur les dépenses. La situation des caisses de secours dans le bassin du Nord, est donc bonne. Sur toutes les caisses de ce bassin, sont en déficit : les caisses des sociétés de secours de Vicoigne, Crespin, Flines-les-Raches. Toutes les autres caisses ont un chiffre de recettes supérieur au chiffre des dépenses.

A la Compagnie des Mines d'Anzin, sur les six sociétés de secours existant sur la concession, cinq sont d'anciennes sociétés qui ont continué à fonctionner dans les conditions prévues par l'article 18 de la loi du 29 juin 1894. Sur ces cinq sociétés, une seule est en déficit, c'est la société de secours de Denain. La sixième des sociétés de secours de la Compagnie d'Anzin s'est réorganisée conformément à la loi. Elle est en déficit. Et cependant les cotisations payées par les ouvriers à la caisse de cette dernière société sont bien supérieures aux cotisations payées aux caisses des cinq autres sociétés de secours. Dans ces cinq caisses les cotisations des ouvriers ne dépassent pas 14 fr. 60 par ouvrier et les sommes distribuées sont, par sociétaires, de 23, 24 ou 25 francs. Dans la sixième, les cotisations sont de 22 fr. 12 par sociétaire et les sommes distribués sont de

22 fr. 32. Les résultats de cette caisse de secours, qui s'est réorganisée conformément à la loi, ne sont donc pas satisfaisants.

Pour l'année 1908, les dépenses des caisses de secours, dans le bassin houiller du Nord, ont été de 40 fr. 85 par tête du participant. En 1910 elles ont été de 44 fr. 04.

La réserve totale de ces caisses de secours s'élève pour 1910 à 306.618 fr. 84. Elle était de 374.368 francs à la fin de 1908. La partie de la réserve déposée à la Caisse des dépôts et consignations s'élève en 1910 à 190.424 fr. 40.

Nous donnons ci-dessous le compte des recettes et dépenses, pour 1910, d'une société de secours existant à la Compagnie des mines d'Aniche (1). Cette caisse est l'une des plus prospères du bassin houiller du Nord.

Dépenses

Frais médicaux.....	45.689 20
Frais pharmaceutiques.....	109.420 10
Frais d'hôpitaux.....	4.733 45
Secours statutaires aux malades.....	201.615 40
Secours divers.....	65.904 95
Versements à la Caisse de retraites.....	9.435 30
Dépenses d'administration.....	3.271 80
Total des dépenses.....	440.072 20

1. Renseignements fournis par la Compagnie des mines d'Aniche.

Recettes

Cotisations des ouvriers.....	279.735 15
Cotisation de la compagnie	139.867 70
Amendes des ouvriers.....	12.897 45
Recettes diverses, dons.....	10.194 26
Total des recettes.....	<u>442.694 56</u>
Résultats de l'exercice 1910.....	2.622 36
Réserve en fin 1910.....	62.690 49
Partie de la réserve à la Caisse des dépôts..	20.000

Nous avons vu quelle était la situation financière des caisses de secours dans le bassin houiller du Nord, nous allons examiner, maintenant, la situation des caisses de secours existant dans les exploitations du bassin houiller du Pas-de-Calais.

Voici quelles ont été, pour les années 1908 et 1909, les recettes et les dépenses des sociétés de secours du Pas-de-Calais (1) :

Recettes

	Année 1908	Année 1909
Cotisations des ouvriers.....	2.614 000	2.716 000
Cotisation de la compagnie.....	1.307 000	1.358 000
Recettes diverses, amendes, dons.	<u>471 000</u>	<u>513 000</u>
Total des recettes.	4.392 000	4.587 000

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et le service des mines.

Les dépenses se répartissent comme suit .

	Année 1908	Année 1909
Secours aux malades.....	43,67 %	46,02 %
Pensions.....	1,66 »	1,61 »
Service médical		
} médecins.....	40,46 »	40,09 »
} pharmacie....	30,77 »	29, »
Diverses.....	13,74 »	13,28 »
Total des dépenses...	4.187 000	4.756 000

Pour l'année 1908, l'exercice se traduit par une plus-value de recettes sur les dépenses. Mais cette plus-value ne dure pas en 1909 et on constate pour 1909 un déficit assez sensible.

Sa situation financière des caisses de secours du Pas-de-Calais est donc moins bonne que celle des caisses de secours du Nord.

Les fonds de réserve qui étaient de 968.000 francs en 1908 ne sont plus que de 912.000 francs en 1909. Les dépenses dépassant les recettes, les caisses de secours ne peuvent équilibrer leur budget qu'en puisant dans leurs fonds de réserve.

Nous donnons ci-dessous les recettes et les dépenses, pour l'année 1909, de la caisse de secours existant aux mines de Nœux (1).

1. Renseignements fournis par la Compagnie des mines de Vicogne-Nœux.

Recettes

Cotisations des ouvriers.....	244.302 80
Cotisation de la compagnie.....	122.151 30
Recettes diverses, amendes, dons, etc.....	36.117 51
Total des recettes.....	402.571 61
Fonds de réserve en fin 1909.....	40.808 91

Dépenses

Dépenses totales.....	423.863
Se répartissant comme suit :	
Secours aux malades.....	38,47 %.
Pensions.....	»
Service médical { médecine.....	10,04 »
{ pharmacie.....	32,98 »
Diverses.....	18,51 »

L'année 1909 se traduit donc par un déficit.

La situation financière des caisses de secours diffère donc dans les deux bassins houillers voisins du Nord et du Pas-de-Calais. Nous avons pu constater qu'en 1908 les dépenses dépassaient les recettes dans les caisses des sociétés de secours du bassin du Nord, mais ce déficit est disparu et en 1910 il y a une plus-value des recettes sur les dépenses.

Jusqu'en 1908 les caisses de secours existant dans le Pas-de-Calais ont vu leur budget se régler par des excédents de recettes sur les dépenses. En 1909, pour la première fois, l'exercice se traduit par un déficit.

Il est à remarquer que les fonds de réserve baissent

d'année en année, Dans le Pas-de-Calais ces fonds, qui s'élevaient en 1903 à 1.276.204 francs, ne sont plus en 1909 que de 912.000 francs. Il en est de même dans le bassin houiller du Nord.

Cette baisse constante des fonds de réserve est inquiétante, car elle prouve que les sociétés de secours sont forcées d'y puiser souvent pour équilibrer leur budget.

Or, on peut déjà prévoir le jour où ces fonds de réserve seront épuisés, étant donné leur baisse rapide, et, alors, que feront les sociétés de secours qui ne peuvent faire face à leurs dépenses sans avoir recours à ces fonds?

La loi du 29 juin 1904 n'a peut-être pas atteint, à ce sujet, le but qu'elle se proposait : donner aux caisses de secours une plus grande sécurité qu'antérieurement.

CHAPITRE V

OBSERVATIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DES CAISSES

Nous venons d'examiner quels étaient les résultats financiers, pour ces dernières années, des caisses de secours telles qu'elles ont été réorganisées par la loi du 29 juin 1894.

Nous allons examiner, dans ce chapitre, ce que pensent les ouvriers et les exploitants des caisses de secours actuelles:

Observations des ouvriers. — Les ouvriers sont, en général, mécontents de l'organisation actuelle des caisses de secours. Aussi bien dans le bassin houiller du Nord que dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, cette organisation donne lieu à des plaintes. C'est ainsi qu'un délégué des ouvriers a pu dire, lors de l'enquête faite par la commission parlementaire en 1903 : « Le législateur de 1894, qui avait pensé donner aux travailleurs de la mine un instrument d'amélioration et d'émancipation, n'a fait au contraire qu'augmenter ses charges, sans lui apporter une plus grande somme de bien-être. »

Les nouvelles caisses de secours, dans beaucoup de compagnies, et notamment à la Compagnie des mines de Courrières, donnent des indemnités pécuniaires inférieures aux indemnités payées par l'ancienne caisse; les secours en nature sont, eux aussi, donnés avec beaucoup plus de parcimonie qu'autrefois, et, malgré cela, les caisses actuelles sont dans une situation financière peu favorable, et beaucoup sont en déficit. Les réserves baissent sans interruption, alors qu'avant la loi, beaucoup de caisses, ayant atteint le chiffre maximum fixé, remboursaient de l'argent à leurs sociétaires.

Les ouvriers se plaignent de l'application de l'article 9 de la loi du 29 juin 1894. Le deuxième alinéa de cet article dit : « Une même exploitation pourra être divisée en plusieurs circonscriptions de secours. » Ils reprochent aux caisses ainsi constituées de n'avoir aucune liaison entre elles et de ne pas donner les mêmes indemnités et les mêmes secours. Certaines caisses sont dans une situation financière très bonne, d'autres sont en déficit. Il résulte de cela que, dans une même exploitation, le taux des secours est fort différent suivant les différentes circonscriptions. Les inégalités disparaîtraient s'il ne pouvait y avoir qu'une seule caisse de secours par exploitation.

Cette division d'une exploitation en plusieurs circonscriptions ayant chacune une société de secours attire encore les critiques des ouvriers, parce qu'ils voient là

un moyen, pour les compagnies, de mettre la main sur l'administration de ces sociétés. En effet, lorsqu'un ouvrier, membre du conseil d'administration de l'une de ces sociétés, paraît vouloir s'affranchir de la tutelle de l'exploitant, il n'est déplacé et envoyé dans une fosse dépendant d'une circonscription de secours autre que celle dont il faisait partie auparavant. Comme tous les statuts des sociétés de secours, se conformant en cela à la loi, exigent pour l'éligibilité au conseil d'administration un certain temps de présence dans la circonscription de secours, l'ouvrier indiscipliné n'est plus éligible pendant un laps de temps que la loi du 29 juin 1894 a fixé à cinq ans.

Dans les conseils d'administration, les ouvriers se plaignent de n'avoir jamais la majorité que la loi semble avoir voulu leur donner. En fait tout le conseil d'administration est aux ordres de l'exploitant. La majorité des ouvriers n'est qu'apparente. Les exploitants interviennent dans les élections, ils font pression sur les ouvriers et les forcent à voter pour les candidats qui sont à la dévotion des compagnies. Lors de l'enquête parlementaire de 1903, un délégué mineur dénonça des faits de cette sorte qui s'étaient passés aux mines de Marles.

A la séance de la Chambre des députés du 13 janvier 1910, lors de la discussion du budget du ministère du Travail, M. Basly fit observer qu'il serait utile de

revenir sur l'organisation des caisses de secours à ce sujet. La loi donne, dans les comités des caisses de secours, la place prépondérante aux ouvriers. Il importe que ceux-ci gouvernent eux-mêmes leurs caisses. Or certaines compagnies, M. Basly cite la Compagnie des mines de Courrières, ont inséré dans les statuts de leurs caisses de secours, qu'aucune modification aux statuts ne peut être faite sans avoir été adoptée par les trois quarts des membres du conseil d'administration. Or ce conseil d'administration se compose d'un tiers nommé par le patron et de deux tiers nommés par les ouvriers. Il en résulte que jamais les membres ouvriers seuls ne représentent la majorité. Il faudrait qu'il n'en soit pas ainsi ; les ouvriers versant à la caisse de secours une cotisation plus forte que celle des patrons ont droit à avoir la direction de leur caisse de secours.

Il y a aussi dans les conseils d'administration une certaine tension entre les ouvriers et les employés qui les composent. Les ouvriers reprochent aux employés d'être toujours du côté de l'exploitant, de sorte que la majorité des trois quarts des membres, majorité exigée en certaines circonstances, par exemple lorsqu'il s'agit de modifier les statuts de la caisse de secours, ne peut jamais être atteinte.

Les ouvriers critiquent aussi la disposition de l'article 10 de la loi, qui laisse indéterminé le nombre des membres du conseil d'administration d'une société de secours. Certains exploitants ont profité de cela pour

organiser des sociétés de secours dont le conseil d'administration a un grand nombre de membres. Les ouvriers voient encore là, pour les exploitants, un moyen de mettre la main sur l'administration de la caisse de secours. En effet, ces dispositions leur permettent de faire entrer dans le conseil un plus grand nombre de personnes qui seront entièrement à leur dévotion et qui entraîneront les indécis.

Tant que les conseils d'administration seront ainsi composés, il n'y aura, au dire des ouvriers, aucun contrôle possible, car, dès qu'un membre du conseil veut exercer ce droit de contrôle, on lui crée toutes les difficultés possibles, on trouve un prétexte pour le forcer à abandonner le conseil d'administration, et les syndicats ouvriers disent même que certains exploitants vont jusqu'à renvoyer les ouvriers dont la présence au conseil d'administration d'une caisse de secours les gêne.

Il y a encore un grand grief des ouvriers contre l'organisation actuelle des caisses de secours : c'est au sujet du choix du médecin de la caisse.

Dans beaucoup d'exploitations du Nord et du Pas-de-Calais notamment à Anzin, à Courrières, à Lens, les ouvriers reprochent aux médecins d'être sous la dépendance des compagnies houillères. Il résulte de cela que le médecin cherche à être agréable aux compagnies, en accordant le moins de jours de chômage possible, et le moins de médicaments possible, de façon à ne pas augmenter les frais.

Au sujet des versements faits par les caisses de secours à la caisse de retraites, les ouvriers ont aussi à se plaindre de la loi. Les versements sont faits en vertu de l'article 8 : « En cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours, avec suppression de salaire, la caisse de la société de secours versera, à la fin de chaque semestre, au compte individuel du sociétaire participant à une caisse de retraites, une somme au moins égale à 5 0/0 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts. » Lorsqu'un ouvrier a été malade, la caisse fait pour lui le versement voulu, mais le règlement de la Caisse des dépôts et consignations veut que les sommes déposées soient des sommes rondes ; or il est bien rare que les sommes versées par les caisses de secours, au nom de leurs participants malades, ne contiennent pas de centimes. La caisse les refuse, et les caisses de secours ne savent que faire de ces sommes qu'elles ne peuvent pas garder, puisque la loi les force à faire les versements à la fin de chaque semestre.

A la séance du 12 janvier 1910, à la Chambre des députés, M. Goniaux appela l'attention de la Chambre sur cette question. Il fournit, à l'appui de ses dires, un état des versements faits à la caisse de retraites par la caisse de secours de la Compagnie des Mines de Douchy, au profit de ses sociétaires malades, pour le premier semestre 1909.

Pendant les six premiers mois de cette année, 851 so-

ciétaires eurent droit aux versements faits en leur nom, à la caisse de retraites, par la caisse de secours. Sur ces 851 sociétaires, les versements ne purent être faits que pour 152. Les sommes prélevées sur la caisse de secours s'élevèrent à 964 fr. 65. Sur cette somme 352 francs furent versés à la caisse de retraites.

Pour 699 sociétaires, les versements ne purent pas être faits, et une somme de 612 fr. 65 resta en souffrance sans pouvoir être versée à la caisse de retraites.

Or, comme le disait M. Goniaux, il existe quatre catégories de sociétaires, à la caisse de secours, pour lesquels les versements ne pourront jamais être faits ; ces quatre catégories comprennent :

- 1° Les sociétaires qui quitteraient la compagnie ;
- 2° Ceux qui décèderaient ;
- 3° Ceux qui atteindraient l'âge de la retraite ;
- 4° Ceux qui ne seraient plus jamais malades.

A cette même séance du 12 janvier, M. Goniaux donna lecture à la Chambre des députés d'une délibération du conseil d'administration de la caisse de secours des Mines de Douchy, soumettant à l'approbation du ministre la pétition suivante : « Les caisses de secours des ouvriers mineurs seront autorisées à verser pour la retraite de leurs sociétaires, à la Caisse des dépôts et consignations, les sommes intégrales prélevées sur les caisses de secours, au profit de leurs sociétaires qui auront été malades. Au cas de non-acceptation de cette proposition, nous vous demandons, mon-

sieur le Ministre, que tous les ans on puisse faire rentrer dans les caisses de secours le reliquat des sommes restées en souffrance, à seule fin que ces sommes puissent être utilisées au profit des sociétaires. »

La situation signalée par tous les présidents des conseils d'administration des caisses de secours est regrettable et il serait à souhaiter qu'une modification soit apportée au règlement de la Caisse des dépôts et consignations en ce qui concerne les versements des caisses de secours.

A la séance de la Chambre des députés, le 13 janvier 1910, M. Jaurès signala encore un fait dont se plaignent les ouvriers : les feuilles de paie ne sont jamais communiquées au Conseil d'administration des caisses de secours. Cette communication serait pourtant nécessaire, car elle permettrait aux membres des conseils d'administration de vérifier les prélèvements faits sur les salaires.

Tels sont les griefs des ouvriers contre l'organisation des caisses de secours actuelles. Ils voudraient que la loi fixe plusieurs points sur lesquels elle a laissé toute latitude aux intéressés. Ils voudraient qu'il ne puisse y avoir dans chaque exploitation qu'une seule société de secours, ayant un conseil d'administration composé d'un nombre de membres fixé par la loi, et le même partout.

Les ouvriers voudraient que l'administration des caisses de secours leur soit confiée, exclusivement, et

que les exploitants n'aient pas à intervenir dans le conseil d'administration.

Enfin ils voudraient aussi que le libre choix du médecin fût un droit reconnu ; ils voudraient pouvoir s'adresser au médecin qui leur plaît, et ne pas être forcés de prendre tel ou tel médecin, parce que ce médecin est le seul admis par la caisse de secours.

Leur grief contre la loi du 29 juin 1894, au sujet des versements faits par les caisses de secours à la caisse des retraites, au nom de leurs sociétaires malades, est bien justifié. C'est une question qu'il est à souhaiter de voir prendre en considération le plus tôt possible, car les dispositions du règlement de la caisse des retraites à ce sujet peuvent être causes de graves préjudices.

Observations des exploitants. — Les patrons ne font pas beaucoup d'observations au sujet du fonctionnement des caisses de secours. Ils ont appliqué la loi du 29 juin 1894, soit en transformant les caisses existant avant la loi, dans leurs concessions, soit en organisant de nouvelles caisses. Mais ils font remarquer que dans toutes les exploitations où il y avait des caisses de secours organisées avant la loi du 29 juin 1894, ces caisses distribuaient des secours beaucoup plus importants qu'elles n'en distribuent actuellement, depuis la loi.

Au sujet de la mainmise des patrons sur l'administration des caisses de secours, mainmise dont se

plaignent les ouvriers, les exploitants contredisent ces assertions. Ils reconnaissent que la majorité, dans les conseils d'administration, doit appartenir aux ouvriers ; mais ils font remarquer que bien rarement les représentants des ouvriers ont les capacités nécessaires pour gérer les fonds des caisses de secours d'une façon satisfaisante ; aussi il faut, à la majorité ouvrière des caisses, un contrepoids : celui d'un président ayant la fermeté nécessaire et les capacités pour défendre les intérêts des caisses de secours.

On remarque fréquemment que les caisses de secours en déficit sont celles dont la gestion est abandonnée à des représentants ouvriers. Le déficit est beaucoup moins fréquent dans les caisses où les ingénieurs peuvent prendre part à l'administration.

Les exploitants sont opposés au libre choix du médecin par les ouvriers ; ils craignent, si ce libre choix existait, la concurrence que ne manqueraient pas de se faire les médecins entre eux pour obtenir la clientèle des ouvriers. Pour plaire à leurs malades, les médecins pourraient être amenés à prescrire des médicaments inutiles ou des spécialités trop coûteuses que l'on remplace actuellement par des remèdes tout aussi efficaces, mais plus simples et moins coûteux. Il résulterait, du libre choix du médecin, des charges nouvelles et très lourdes pour les caisses de secours qui supportent, du fait des frais pharmaceutiques, des charges déjà fort lourdes.

Telles sont les observations, faites par les exploitants, au sujet du fonctionnement de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours. Nous avons vu d'autre part, au début de ce chapitre, les observations faites par les ouvriers. Toutes ces observations n'ont pas la même importance. Certaines d'entre-elles ont déjà fait l'objet de propositions de loi au Parlement, propositions qui n'ont pas encore été discutées et dont nous parlerons au chapitre suivant.

Une réforme qui s'impose et qu'il serait désirable de voir réaliser le plus tôt possible, c'est celle tendant à examiner les règlements de la caisse des retraites relativement aux versements, faits par les caisses de secours, au nom de leurs sociétaires malades. Les ouvriers, comme les exploitants, comme les ingénieurs du contrôle des mines, sont d'accord pour signaler cette lacune.

Une autre réforme demandée par les ouvriers paraît aussi assez juste ; elle vise à n'autoriser, par exploitation, qu'une caisse de secours unique, un projet de loi a déjà été déposé en ce sens. Cependant on peut se demander si cette réforme n'aurait pas de graves inconvénients dans les concessions très étendues comme celle de la Compagnie des Mines d'Anzin, par exemple.

Quant à la limitation du nombre des membres des conseils d'administration, il nous paraît que cette mesure n'aurait pas d'inconvénients, mais aurait au contraire

l'avantage de réduire les frais de caisses de secours où les administrateurs ont droit à un jeton de présence.

Quant aux autres observations faites, par les ouvriers, au sujet du fonctionnement et de l'application de la loi, elles se ressentent peut-être un peu des dissentiments et de la défiance qui existent assez fréquemment, dans le bassin houiller du Nord et le bassin houiller du Pas-de-Calais, vis-à-vis des compagnies. Le libre choix des médecins entraînerait, comme le font justement remarquer les exploitants, de graves inconvénients, et risquerait d'obérer lourdement les caisses de secours.

Tous les changements à apporter à la loi méritent d'être étudiés avec soin. Cette loi a le mérite de laisser aux intéressés une certaine latitude pour l'organisation de leurs sociétés de secours. Tout en sauvegardant les droits des ouvriers, il serait à souhaiter que cette souplesse de la loi ne lui soit pas enlevée par des dispositions trop strictes et trop impératives.

CHAPITRE VI

MODIFICATIONS ET PROJETS DE MODIFICATIONS

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, les observations que les intéressés font sur l'application de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours. Nous avons indiqué plusieurs modifications que les intéressés voudraient voir apporter à la loi.

Nombreuses sont les modifications qui ont été proposées, sur plusieurs points de la loi du 29 juin 1894, en ce qui concerne les caisses de secours. La plupart des modifications proposées n'ont pas été acceptées ou n'ont jamais été discutées.

Une modification importante fut proposée par M. Basly, député du Pas-de-Calais. Il s'agissait de permettre aux délégués mineurs l'accès des caisses de secours et des caisses de retraites et, par là même, la possibilité d'être élus membres des conseils d'administration des caisses de secours.

La loi du 29 juin 1894 n'avait fait aucune mention relative aux délégués mineurs et il y avait doute pour savoir s'ils bénéficieraient des avantages de cette loi.

La question ne se posait pas pour les délégués mineurs qui, tout en exerçant leurs fonctions de délégués, continuaient à travailler pour le compte de la mine. Ces délégués mineurs participaient aux caisses de secours et aux caisses de retraites et pouvaient faire partie du conseil d'administration de la caisse de secours, au même titre que les autres ouvriers.

Mais la plupart des délégués mineurs, soit parce qu'ils étaient trop absorbés par leurs fonctions de surveillance, soit parce qu'ils avaient dû quitter le service de l'exploitation, ne travaillaient pas comme ouvriers au service des exploitants. La loi ne leur permettait pas de participer aux caisses de secours, ni aux caisses de retraites, ni de se présenter aux élections pour le conseil d'administration, puisqu'ils n'étaient pas ouvriers et qu'ils ne participaient, en aucune façon, aux sociétés de secours.

C'est pour permettre à ces délégués mineurs de bénéficier de la loi du 29 juin 1894 que M. Basly déposait son projet de loi le 27 février 1895. Le projet ne contenait qu'un article unique :

« La loi du 20 juin 1894 est applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. »

M. Lacombe, qui fut chargé de faire le rapport sur ce projet de loi, le justifie ainsi : « Il ressort suffisamment du caractère et du fonctionnement de l'institution, que les délégués mineurs, qu'ils appartiennent ou non à la mine par leur travail quotidien, partagent néanmoins les

conditions d'existence et les dangers des ouvriers mineurs. Il y aurait donc lieu de les assimiler à ces mêmes ouvriers, en les faisant profiter des dispositions de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers et employés des mines (1). »

Ce projet de loi fut remanié par le Sénat ; il fut développé et complété. Il donna naissance à la loi du 2 avril 1906.

Cette loi règle les conditions à remplir, par les délégués mineurs, pour participer aux caisses de secours et aux caisses de retraites.

Tout délégué mineur, qu'il soit ou ne soit pas ouvrier dans l'exploitation, participe aux retraites à condition de notifier au préfet et à l'exploitant qu'il possède un livret individuel délivré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'exploitant est alors tenu de faire pour lui les versements comme pour les ouvriers.

Lorsque le délégué mineur est en même temps ouvrier de l'exploitation, ses charges et les avantages auxquels il a le droit, dans la caisse de secours dont il fait partie, sont calculés d'après son salaire et d'après son indemnité de délégué.

Le délégué qui n'est pas ouvrier de l'exploitation doit, pour pouvoir faire partie d'une caisse de secours, faire une demande au conseil d'administration de la caisse et

1. Rapport de M. Lacombe à la Chambre des députés le 24 décembre 1895.

notifier cette demande à l'exploitant. S'il y a plusieurs sociétés de secours dans l'exploitation, le délégué a le droit de choisir celle dont il fera partie. Le taux de son versement à la caisse est fixé d'après le versement que devrait faire un sociétaire touchant le salaire moyen des ouvriers du fond.

L'exploitant verse à la caisse de secours une somme égale à la moitié du versement fait par le délégué.

Telles sont les dispositions de la loi du 2 avril 1906. Les délégués mineurs sont donc assimilés aux autres ouvriers mineurs, en ce qui concerne le bénéfice de la loi du 29 juin 1894.

La loi sur l'organisation des caisses de secours a encore été remaniée en ce qui concerne les élections au conseil d'administration.

Le texte primitif de la loi n'indiquait pas d'une façon impérative en quel endroit devait avoir lieu le vote. La coutume s'était établie de faire les élections sur le carreau de la fosse. En décembre 1893, M. Basly, dans un discours qu'il prononça à la Chambre, critiqua cette façon de faire qui, à son avis, mettait trop l'ouvrier sous l'influence des compagnies minières, propriétaires des fosses. Il demanda que la loi fût complétée à ce sujet et qu'une mairie fût imposée comme lieu de vote. Ce fut le sujet d'un projet de loi que M. Basly déposa sur le bureau de la Chambre le 21 décembre 1895. A ce projet furent joints deux autres projets de loi : l'un de M. de Ramel, l'autre de M. Boudenoot. Ces deux pro-

jets avaient tous les deux pour but d'autoriser la division des circonscriptions de secours en plusieurs sections, et à fixer le nombre des conseillers à élire dans chaque section.

Les avantages de ce sectionnement étaient d'éviter une perte de temps considérable, pour aller voter, aux ouvriers travaillant dans des fosses quelquefois fort éloignées les unes des autres, lorsque les concessions étaient étendues. De plus, ce sectionnement avait encore le grand avantage de rendre possible une meilleure représentation des ouvriers dans le conseil d'administration. En effet, M. de Ramel citait des caisses de secours dont le conseil d'administration était composé uniquement d'ouvriers appartenant tous à une même fosse. Avec le sectionnement, cet inconvénient ne pouvait plus se produire : le conseil d'administration comprendrait des représentants de chaque section.

Ces projets réunis ensemble donnèrent naissance à la loi du 16 juillet 1896.

Cette loi complète la loi du 29 juin 1894 en ce qui concerne le local où ont lieu les votes pour les élections au conseil d'administration des caisses de secours. Ce local ne peut être qu'une mairie.

Chaque circonscription, correspondant à une caisse de secours, peut être divisée en plusieurs sections. Chacune de ces sections a le droit d'élire un certain nombre de conseillers. Ce nombre ne peut être inférieur à deux.

Un troisième paragraphe a été ajouté à la loi du 16 juillet 1896 par la commission qui avait été chargée d'examiner les propositions de loi de MM. Basly, de Ramel et Boudenoot. Il s'agissait de régler quel serait le juge de paix compétent dans le cas où il y aurait contestation au sujet des élections. Le cas peut en effet se présenter où les diverses sections de vote ne sont pas dans le ressort de juridiction du même juge de paix.

La loi établit que le juge de paix compétent sera celui de la commune où ont été centralisés les votes et où ont été proclamés les résultats, dans le cas où il y aurait contestation au sujet de la formation des listes ou au sujet des opérations électorales.

C'est ainsi que la loi du 29 juin 1894 a été complétée par la loi du 17 juillet 1896, en ce qui concerne le lieu où doivent se faire les élections au conseil d'administration, et en ce qui concerne l'organisation des sections de vote dans les circonscriptions de secours.

En 1876, M. Basly, se faisant l'interprète des ouvriers mineurs, déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 en ce qui concerne les paragraphes 2 et 4 de l'article 10, et le paragraphe 1^{er} de l'article 11.

Ces paragraphes sont ainsi rédigés :

Art. 10 § 2. — Un tiers des membres est désigné par l'exploitant, les deux autres tiers sont élus par les ouvriers ou employés,

parmi les membres participants, dans les conditions indiquées aux articles suivants.

Art. 10 § 4. — Si l'exploitant renonce, au moment d'une élection, à faire usage, en tout ou en partie, de la faculté qui lui est réservée, par le précédent paragraphe, les membres du conseil, non désignés par l'exploitant, sont élus par les ouvriers et employés.

Art. 11 § 1. — Sont électeurs tous les ouvriers et employés du fond et du jour, Français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paie.

M. Basly, se faisant l'interprète des plaintes, formulées par les ouvriers mineurs, demandait que, dans les articles que nous venons de citer, on supprimât le mot « employés ». Il reprochait à ce mot, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, de permettre aux exploitants de tourner les prescriptions de la loi du 26 juin 1894, en ce qui concerne la majorité ouvrière du conseil d'administration des caisses de secours.

Cette désignation d'employés est très vague. Grâce à elle se font inscrire à la caisse de secours, et par conséquent sont éligibles, des agents généraux, des ingénieurs, des contrôleurs de travaux, dont les traitements sont bien suffisants pour les mettre à l'abri du besoin. Lors des élections, ces employés, tout dévoués à l'exploitant, se font élire parmi les ouvriers dont ils prennent ainsi les places et ils suppriment ainsi la majorité ouvrière que la loi a voulu organiser dans les conseils d'administration.

Pour remédier à cet inconvénient, M. Basly demandait la suppression pure et simple du mot « employés » aux paragraphes 2 et 4 de l'article 10 et au paragraphe 1^{er} de l'article 11 de la loi.

La proposition de loi se terminait par un article additionnel ainsi conçu :

Ceux qui, soit par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa famille, sa personne ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un emprisonnement de un mois à un an, et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

Les peines édictées au présent paragraphe sont applicables à ceux qui porteraient entrave au fonctionnement des caisses de secours en congédiant des ouvriers à cause de leur qualité d'administrateurs.

Cette proposition de loi n'a pas encore abouti et les employés continuent toujours à être éligibles au conseil d'administration des caisses de secours.

En 1908, M. Basly a déposé un nouveau projet de modification à la loi du 29 juin 1894. Le rapport sur ce projet de loi a été rédigé par M. Ledin et déposé sur le bureau de la Chambre le 21 décembre 1909.

Le projet de loi de M. Basly tendait à modifier les articles 9, 10, 11 et 12 de la loi.

En ce qui concerne les modifications à apporter à l'article 9, il s'agissait de supprimer la faculté, laissée

par la loi, de diviser une même concession en plusieurs circonscriptions de secours.

En ce qui concerne l'article 10, le projet de loi de M. Basly tendait à faire élire, par les ouvriers seulement, les conseils d'administration des caisses de secours.

Le projet de loi tendait à modifier l'article 11 en réduisant de cinq ans à un an le temps de présence exigé des ouvriers pour l'exigibilité aux conseils d'administration des caisses de secours.

Enfin l'article 12 était complété par une disposition établissant les garanties pour le secret du vote. Les bulletins devaient être mis sous enveloppe.

A la proposition de loi de M. Basly fut joint un amendement présenté par MM. Goniaux, Lamendin, Guislain, Selle, Durre et Mélin. Cet amendement tendait à modifier les articles 9 et 12 de la loi du 29 juin 1894, dans le même sens que le projet de loi de M. Basly, mais cet amendement précisait qu'une exploitation ne pourrait être divisée en plusieurs circonscriptions de secours, ni, par conséquent, en plusieurs circonscriptions électorales.

Le projet de loi et l'amendement furent renvoyés à la commission parlementaire des mines qui les a examinés.

En ce qui concerne les modifications à apporter à l'article 9 de la loi du 29 juin 1894, la commission s'est rangée à l'avis des auteurs du projet de loi et de l'amendement. Elle a pensé avec eux que la division d'une

exploitation en plusieurs circonscriptions de secours a plusieurs inconvénients. D'abord elle a pour conséquence l'augmentation du nombre des administrateurs et, par suite, pour la caisse de secours, l'augmentation des dépenses pour les jetons de présence.

Il n'y a aucune égalité entre les caisses ; certaines caisses sont dans une situation financière prospère, tandis que d'autres sont en déficit.

Enfin cette division en plusieurs circonscriptions est un moyen commode pour les compagnies de se débarrasser d'administrateurs gênants, en les changeant de fosse et en les envoyant dans une fosse dépendant d'une autre circonscription de secours, ce qui les rend inéligibles.

La modification proposée par M. Basly à l'article 10 de la loi n'a pas été admise par la commission. Celle-ci a pensé que les caisses de secours étant alimentées par les patrons et par les ouvriers, il n'y avait pas lieu de refuser aux exploitants une part dans l'administration des caisses de secours, part proportionnée à leurs versements.

La commission a adopté la proposition relative à la modification de l'article 11. Elle n'a vu aucun inconvénient à ce que les ouvriers n'ayant qu'un an de service à la mine puissent être nommés administrateurs des caisses de secours. Elle s'est basée, pour justifier cette décision, sur ce que le délai d'un an de service à la mine est suffisant pour que les ouvriers mineurs soient

éligibles aux fonctions de délégué mineur, fonctions pourtant plus délicates.

La commission a aussi admis la modification proposée par le projet de loi de M. Basly et l'amendement de ses collègues, relativement à l'article 12 de la loi du 29 juin 1894. Cette modification tendait à assurer le secret et la liberté des votes. La commission s'est basée sur ce que les mêmes mesures sont prises en ce qui concerne les élections des délégués mineurs.

A la suite de l'examen de la proposition de loi de M. Basly par la commission parlementaire des mines, un projet de loi a été élaboré. Ce projet modifierait les articles 9, 11 et 12 de la loi du 29 juin 1894 de la façon suivante :

Art. 9 § 2. — Une même concession ne pourra être divisée en plusieurs circonscriptions de secours ou électorales.

Art. 11 § 2. — Sont éligibles à la condition... les électeurs âgés de plus de vingt-cinq ans accomplis, occupés depuis plus d'un an dans la concession à laquelle se rattache la caisse de secours.

Toutefois, dans la première année de l'exploitation, la durée du temps de service exigé sera réduite à la durée de l'exploitation elle-même.

Art. 12 § 1. — Le vote a toujours lieu un dimanche, au scrutin de liste. Les bulletins, sous peine de nullité, sont placés sous enveloppes d'un type uniforme, déposé à la préfecture. Une cabine d'isolement sera mise à la disposition des électeurs.

Ce projet de loi n'a pas encore été discuté à la Chambre.

Telles sont les modifications et les projets de modifications qui ont été proposés depuis la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894. Ces modifications tendent à compléter certaines dispositions trop vagues de la loi, ou à réformer certains paragraphes. Elles ont été inspirées, pour la plupart, par les doléances des ouvriers. Les modifications proposées ne sont pas les seules que les ouvriers souhaiteraient voir réaliser. Nous avons pu voir, dans le chapitre précédent, en étudiant les observations faites sur le fonctionnement des caisses de secours, que les ouvriers désireraient encore d'autres modifications à la loi du 29 juin 1894.

CHAPITRE VII

JURISPRUDENCE

L'application de la loi du 29 juin 1894, en ce qui concerne l'organisation des caisses de secours, dans les mines, a donné lieu à d'assez nombreux procès.

Des litiges sont intervenus, relativement aux droits des ouvriers vis-à-vis des caisses de secours. Une autre source de procès a pris naissance au sujet de l'organisation des conseils d'administration des caisses et des élections à ces conseils. Enfin l'éligibilité des délégués mineurs aux conseils d'administration a causé aussi des difficultés qui ont dû être tranchées devant les tribunaux.

Au point de vue des droits des ouvriers, membres des caisses de secours, vis-à-vis de ces caisses, un jugement du tribunal civil de Béthune, en date du 25 novembre 1904, a établi que l'ouvrier employé au service d'une compagnie de mines, membre de la caisse de secours des ouvriers de la compagnie, cesse de droit de faire partie de la caisse le jour où il n'est plus ouvrier de la compagnie, soit par congédiement, soit autrement.

Il n'a plus droit aux allocations de cette caisse, à partir du jour où il n'en fait plus partie (1).

Les élections aux conseils d'administration ont été cause de plusieurs procès. Le 26 décembre 1901, le juge de paix de Bouchain eut à se prononcer au sujet d'une élection qui avait eu lieu aux mines de Douchy, élection dont le résultat avait été l'entrée au conseil d'administration de la caisse de secours, d'un membre qui n'était pas inscrit sur les feuilles de la dernière paie. Le juge de paix rendit le jugement suivant (2) :

Attendu qu'aux termes de l'article 11 de la loi du 29 juin 1894, sont électeurs tous les ouvriers ou employés du fond ou du jour, français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paie ; qu'il résulte de la déclaration même du sieur Bouillez que ce dernier n'est pas inscrit sur la feuille de la dernière paie ; que c'est donc à tort que Bouillez a été inscrit sur la liste électorale et qu'il a voté, n'ayant aucun droit à cette faveur ;

Attendu que, dans son paragraphe 2, la loi du 29 juin 1894 dit : sont éligibles les électeurs âgés de vingt-cinq ans accomplis, occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours ;

Attendu que Bouillez, n'étant pas inscrit sur la feuille de la paie, ne peut prétendre être attaché au service de la Compagnie des mines de Douchy, ne recevant de cette dernière aucun salaire ; que, par suite, il n'est pas électeur, et par conséquent non éligible ;

Par ces motifs et par jugement contradictoire et en dernier ressort,

1. Circulaires des jurisprudences du comité central des houillères de France. Circulaire 243, p. 1.

2. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 77, p. 1 et 2.

Déclarons recevable et bien fondée la protestation faite par les sieurs Portois et Mascart en date du 11 décembre courant, et déclarons nulle l'élection du 8 décembre courant, nommant Bouillez Augustin membre de la société de secours et de retraites de la Compagnie des mines de Douchy à Lourches.

Ce jugement fut déféré en cassation. La Cour rendit le 5 mars 1902 l'arrêt suivant, confirmant le jugement du juge de paix de Bouchain :

Attendu que la loi du 29 juin 1894, relativement aux élections des membres des conseils d'administration pour les sociétés de secours d'ouvriers mineurs, dispose, article 11 : sont électeurs tous les ouvriers du fond et du jour, français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paie ;

Attendu que de cette disposition claire et précise il résulte que, pour l'éligibilité des ouvriers mineurs, il faut qu'ils aient été inscrits sur la feuille de la dernière paie ;

Attendu que, d'après les constatations de la sentence attaquée, le demandeur en cassation n'est pas inscrit sur la feuille de la dernière paie, ne recevant aucun salaire de la Compagnie des mines de Douchy ; que c'est à bon droit que son élection a été annulée.

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Lès tribunaux ont eu à s'occuper des formalités à remplir au sujet des élections aux conseils d'administration. La Chambre des requêtes de la Cour de cassation a rendu un arrêt le 16 décembre 1907, établissant qu'un procès-verbal régulier, c'est-à-dire particulier pour chaque section de vote, signé du président de la section et de ses assesseurs, doit être dressé après les élections d'un conseil d'administration (1)

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 430, p. 1.

Un autre arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, du même jour, établit, en cas de litige, les conditions dans lesquelles doivent être introduits les pourvois formés contre les décisions rendues en matière d'élection de membres des conseils d'administration des caisses de secours des ouvriers mineurs. Les pourvois doivent être dénoncés au défendeur dans un délai de dix jours. Faute d'avoir rempli cette condition, ils sont nuls (1).

La question de l'éligibilité des délégués mineurs au conseil d'administration des caisses de secours a causé de nombreuses difficultés. La Chambre des requêtes de la Cour de cassation a été appelée à se prononcer à ce sujet à plusieurs reprises : le 31 décembre 1906, le 20 février 1907 et le 17 avril 1907. Il résulte de ces divers arrêts que, pour qu'un délégué mineur puisse être élu membre du conseil d'administration d'une caisse de secours, il faut qu'il ait rempli les conditions exigées par la loi du 2 avril 1906, article 4, qui dit que : « Pour être élu membre du conseil d'administration d'une caisse de secours, dans les conditions prévus par l'article 11 de la loi du 29 juin 1894, tout délégué qui n'est pas, actuellement, occupé dans la mine, doit adresser sa demande au conseil d'administration de la

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 430, p. 2.

caisse, la notifier ensuite à l'exploitant, et verser enfin la totalité de la somme due à la caisse de secours directement, en prenant pour base le salaire moyen des ouvriers du fond. »

Un délégué mineur qui n'aurait fait aucun versement tout en ayant rempli les autres formalités, ne peut être élu membre du conseil d'administration de la caisse (1).

Il n'est pas nécessaire que le délégué mineur ait un certain temps fixé de service à la mine pour qu'il soit éligible : un délégué mineur peut être élu membre du conseil d'administration de la caisse de secours, même s'il n'est pas occupé depuis cinq ans, sans interruption, dans l'exploitation à laquelle se rattache cette caisse.

Cette disposition a été établie par la Chambre des requêtes de la Cour de cassation le 10 février 1908 (2).

Ce dernier arrêt de la Cour de cassation ne semble pas satisfaisant, ainsi que le faisait remarquer le comité central des houillères de France, dans une note qu'il fit au sujet de cet arrêt.

La condition, exigée par la loi du 29 juin 1894, pour qu'un ouvrier soit éligible au conseil d'administration d'une caisse de secours, c'est qu'il travaille depuis plus de cinq ans dans l'exploitation.

La loi du 2 avril 1906 a étendu au délégué mineur,

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaires 308, 322 et 334, p. 1.

2. *Idem.* Circulaire 431, p. 1.

occupé ou non aux travaux de l'exploitation, les avantages des caisses de retraites et de secours, jusque-là réservées aux seuls ouvriers ou employés, à la double condition :

1° D'adresser une demande au conseil d'administration de la société de secours et de la notifier à l'exploitation ;

2° De verser directement à la caisse le montant de sa cotisation fixé d'après le salaire moyen des ouvriers du fond.

Moyennant l'accomplissement de ces formalités, le délégué mineur est assimilé à l'ouvrier mineur pour être sociétaire. Mais pour être éligible, tandis que l'ouvrier doit remplir une troisième condition : celle d'avoir travaillé cinq ans à l'exploitation, le délégué mineur en est dispensé.

La Cour de cassation n'oblige pas les délégués mineurs à remplir cette formalité, car elle pense que cela leur créerait une double charge, puisque, étant déjà absorbés par leurs fonctions de délégués, il faudrait encore qu'ils fussent occupés dans la mine. Mais cette décision de la Cour de cassation favorise trop les délégués mineurs. On aurait pu exiger d'eux, dans le cas où il n'auraient pas travaillé à l'exploitation, qu'ils eussent au moins rempli leurs fonctions de délégués pendant cinq ans.

Telles sont les difficultés qui ont dû être tranchées par les tribunaux. Elles résultent de ce que certains

points avaient été laissés un peu vagues par la loi du 2 avril 1906 au sujet des délégués mineurs. La jurisprudence est venue fixer ces points et compléter la loi.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION

Nous venons d'examiner, dans cette première partie, les caisses de secours. Nous avons vu comment fonctionnent et sont organisées les sociétés de secours dans le bassin houiller du Nord et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais en application de la loi du 29 juin 1894.

Cette loi est la première qui soit venue réglementer et organiser les caisses de secours. Dans presque toutes les exploitations du Nord et du Pas-du-Calais, des caisses existaient depuis longtemps, mais elles n'étaient régies par aucune règle fixe ; elles n'étaient soumises à aucun contrôle et étaient, pour la plupart, entre les mains des exploitants et par conséquent elles étaient exposées à tous les risques de l'entreprise. Ces risques, peu dangereux dans les grandes et puissantes exploitations, l'étaient beaucoup plus dans les petites et moyennes exploitations ayant à leur disposition des ressources beaucoup moindres.

La loi est venue réglementer toutes ces caisses et, si les caisses de secours existant dans les compagnies

houillères prospères ont peu gagné, au point de vue pécunier, à cette loi, en revanche les caisses existant dans les petites exploitations, dans les entreprises peu prospères, ont dû à cette loi, une plus grande sécurité.

Un grand avantage de la loi a été la distinction faite entre les secours et les retraites, qui sont deux organisations absolument distinctes, n'ayant aucun point commun et dont la charge, assumée par une caisse unique, ne pouvait que rendre plus difficile la gestion de cette caisse.

La loi du 29 juin 1894 a fixé l'organisation des caisses de secours, elle a établi d'une façon sûre quelles seraient les recettes que les caisses auraient à percevoir pour subvenir à leurs dépenses, dépenses qu'elle a aussi indiquées.

L'administration des sociétés de secours a été réorganisée et une grande place y a été donnée aux ouvriers.

Enfin, un contrôle a été établi et la gestion des sociétés de secours y a été soumise.

Sous ce contrôle de l'État, les exploitants ont réorganisé leurs anciennes caisses ou en ont organisé de nouvelles se conformant aux prescriptions de la loi.

Les caisses de secours viennent en aide, dans les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, à un grand nombre d'ouvriers qui sont assurés, en cas de maladie, d'être à l'abri du besoin, eux et leur famille.

De ce grand nombre de secours distribués, il résulte pour les caisses de fort lourdes charges. Aussi la situation financière des sociétés de secours, dans le Nord et le Pas-de-Calais, tout en n'étant pas mauvaise, ne laisse pas d'être inquiétante car, dans beaucoup de sociétés de secours, les recettes et les dépenses ne s'équilibrent pas, les dépenses sont supérieures aux recettes, et chaque année, les fonds de réserve baissent de plus en plus. Cette baisse des fonds de réserve, baisse qui est générale dans le bassin du Nord comme dans le bassin du Pas-de-Calais, inquiète les administrateurs des caisses de secours.

Malgré les avantages que la loi a procurés aux ouvriers, ceux-ci n'en sont pas tout à fait satisfaits. Nous avons vu les critiques faites par eux à certaines dispositions de la loi. Les représentants des ouvriers mineurs à la Chambre, et notamment MM. Basly et Lamendin, députés du Pas-de-Calais, MM. Goniaux, Selle, Durre, Mélin, députés du Nord, ont porté à la tribune de la Chambre leurs doléances ; la loi a été remaniée et les modifications demandées par les ouvriers y ont été apportées, d'autres modifications ont été proposées à la Chambre, mais les projets de loi n'ont pas encore été votés.

L'interprétation de la loi, en ce qui concerne les caisses de secours, a donné lieu à peu de difficultés entraînant des procès. Quelques litiges seulement ont

été tranchés devant les tribunaux, surtout en ce qui concerne les élections aux conseils d'administration, et l'éligibilité des délégués mineurs. La jurisprudence est venue compléter la loi.

Cette loi du 29 juin 1894 n'est certes pas parfaite. Sa mise en application et sa pratique depuis seize ans ont fait ressortir les points defectueux. Les ouvriers n'en sont que peu satisfaits. Il n'en reste pas moins que cette loi a eu le mérite de donner aux ouvriers et aux employés des mines une grande sécurité.

DEUXIÈME PARTIE

CAISSES DE RETRAITES

CHAPITRE PREMIER

PENSIONS DE RETRAITES ORGANISEES PAR LA LOI DU 29 JUIN 1894

Depuis la loi du 29 juin 1894, le service des retraites a été séparé du service des secours. Les deux services qui, autrefois, étaient assurés par la même caisse, sont devenus tout à fait distincts.

En ce qui concerne les retraites, la loi a établi une organisation tout à fait différente de l'organisation antérieure. Elle n'a pas innové en établissant les prescriptions qui composent le titre II sur les pensions de retraites. Elle a de nombreux points de ressemblance avec l'organisation des retraites qui existait à la Compagnie des mines d'Anzin depuis 1887, organisation qui ne différait que fort peu de l'organisation actuelle.

Chaque ouvrier travaillant à la mine, qu'il soit ouvrier du jour ou ouvrier du fond, est titulaire d'un livret

déposé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Il en est de même pour les employés de l'exploitation. Ce livret est leur propriété, il constitue pour eux, un titre établissant leur droit à la retraite.

Sur ce livret sont inscrits tous les versements que l'exploitant est tenu de faire, mensuellement, au nom de chaque ouvrier ou employé. Ce versement est de 4 0/0 du salaire ; 2 0/0 sont retenus sur le salaire de l'ouvrier pour représenter sa part contributive ; 2 0/0 sont versés directement par l'exploitant.

Les versements sont, sauf avis contraire de l'ouvrier ou de l'employé, faits à capital aliéné : mais si ces derniers le préfèrent, les versements provenant de la retenue sur les salaires sont faits à capital réservé. A la mort du bénéficiaire, le capital est versé aux héritiers.

Les intéressés ont droit à leur retraite à cinquante-cinq ans. Mais ils ne sont pas forcés d'entrer en jouissance de leur pension à cet âge. Sur leur demande, cette entrée en jouissance peut être différée. S'il en est ainsi, l'ouvrier ou l'employé peuvent continuer leurs versements, mais ils n'y sont plus obligés. A partir de cinquante-cinq ans, les versements sont facultatifs.

La loi permet à l'exploitant de prendre à sa charge le versement entier qu'il est tenu de faire au nom de chaque ouvrier ou employé, ou encore il peut prendre à sa charge plus de la moitié du versement.

Si l'ouvrier continue ses versements après cinquante-cinq ans, l'exploitant n'est plus tenu aux siens, qu'il peut suspendre, s'il le veut.

La loi a permis aux exploitants d'organiser des caisses de retraites syndicales ou patronales qui recevraient les versements des ouvriers et des employés. Elle a fixé comment devraient être employés les fonds, et elle a organisé le contrôle de ces caisses.

Dans son rapport sur le projet de loi qui est devenu la loi actuelle, M. Audiffred dit qu'il serait bien souhaitable que les exploitants profitent de cette disposition de la loi. Les caisses de l'État seraient ainsi débarrassées d'une fort lourde charge. Malheureusement les exploitants n'ont pas mis à profit cette disposition de la loi. Aucune caisse de cette sorte n'a été organisée et tous les versements se font dans les conditions prévues par la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Des conventions spéciales peuvent intervenir entre l'exploitant et ses ouvriers ou employés, lorsqu'il s'agit de leur assurer, à eux, à leurs veuves, ou à leurs enfants, une rente supplémentaire ou des indemnités déterminées. La loi oblige l'exploitant, dans ce cas, à verser à la Caisse des dépôts et consignations le capital correspondant à la rente supplémentaire ou à l'indemnité qu'il s'est engagé à servir.

L'exploitant doit faire, chaque année, un compte rendu, où sont indiquées les conventions de ce genre,

intervenues entre lui et ses ouvriers ou employés. Ce compte rendu est transmis au ministère. Il indique, dans une première partie, « toutes les pensions ou rentes en cours de jouissance et tous les engagements contractés soit pour rentes viagères ou temporaires à servir soit pour indemnités à payer, en capital, à une échéance donnée » (1). Les noms, prénoms, âge et domicile des bénéficiaires sont indiqués, ainsi que « le montant de la pension acquise ou en cours d'acquisition, sa durée si elle est ou doit être temporaire, ou bien le montant de l'indemnité à toucher avec indication de l'échéance ».

La valeur actuelle de l'engagement fait en faveur du bénéficiaire doit toujours être indiquée.

Dans une seconde partie du compte rendu, l'exploitant doit indiquer les capitaux disponibles ou les valeurs qui servent de garantie à ses engagements.

L'exploitant n'est pas tenu à fournir un compte rendu lorsqu'il n'y a pas de convention, et qu'il ne s'agit que d'une libéralité occasionnelle.

Telles sont les dispositions de la loi du 29 juin 1894, relatives à la constitution des pensions de retraites pour les ouvriers mineurs. Le patron est le mandataire légal de ses ouvriers, en ce qui concerne leur retraite, et il est responsable des versements à faire. Si ces versements ne sont pas faits au jour fixé, l'exploitant en

1. Circulaire du ministre des Travaux publics pour l'application de la loi du 29 juin 1894 (30 juin 1894).

doit compte à l'ouvrier. Il est responsable, mais sa responsabilité est purement civile, aucune sanction pénale ne peut-être prise contre lui.

Dans les compagnies houillères du bassin du Nord et du bassin du Pas-de-Calais, les retraites des ouvriers sont constituées conformément aux dispositions établies par la loi. Les versements sont faits à la Caisse nationale des retraites. Il n'y a pas en ce qui concerne les retraites, l'organisation complexe qui existe pour les caisses des sociétés de secours.

Comme pour les secours, la loi a unifié l'organisation des retraites. Elle a établi des dispositions qui doivent être suivies par tous les intéressés. Dans certaines compagnies, les ouvriers et les employés n'ont rien gagné à la mise en application de la loi, car le régime ancien des retraites leur aurait assuré des pensions plus fortes que celles qu'ils touchent d'après la loi ; ou bien, comme cela existait dans certaines exploitations, avant la loi, la compagnie aurait assumé à elle seule la charge des versements pour les pensions. Mais, si certains ouvriers ont subi de ce fait un préjudice, tous les ouvriers mineurs et les employés ont bénéficié de la sécurité que la loi leur a procurée en ce qui concerne les retraites, comme en ce qui concerne les secours.

CHAPITRE II

TRANSFORMATION DES ANCIENNES CAISSES DE RETRAITES

La loi du 29 juin 1894 a organisé des caisses de retraites bien distinctes des caisses de secours. Désormais le service des retraites a été complètement mis à part du service des secours. Les anciennes caisses assurant à la fois les secours et les retraites à leurs sociétaires ont été profondément modifiées.

Cependant il n'a pas été possible de transformer, d'un seul coup, toute l'organisation existante. Il y a eu à considérer la situation des ouvriers qui travaillaient au service des exploitations depuis une époque antérieure à la promulgation de la loi.

Ces ouvriers avaient fait des versements aux anciennes caisses, en vue de se constituer une retraite. Parmi eux certains avaient atteint l'âge fixé pour la retraite ; ils avaient un droit acquis à cette retraite. D'autres ouvriers, en plus grand nombre, n'avaient pas encore atteint l'âge de la retraite, mais, depuis leur entrée au service des exploitations, avant la promulgation de la loi, ils versaient des cotisations aux anciennes caisses ; ils

avaient des droits, en cours d'acquisition, à une retraite.

Ces droits acquis ou en cours d'acquisition devaient être respectés.

Une autre difficulté venait de ce que les anciennes caisses n'étaient pas toutes organisées de la même façon. Certaines avaient été organisées par les exploitants seuls, d'autres par les exploitants concurremment avec leurs ouvriers et leurs employés.

Il s'agissait d'assurer le service des pensions acquises ou en cours d'acquisition que ces anciennes caisses avaient à fournir. Comment ces pensions furent-elles assurées ?

Il y a une distinction à faire suivant l'organisation des anciennes caisses, suivant que ces caisses avaient été organisées par l'exploitant seul, ou par l'exploitant avec le concours de ses ouvriers et employés.

Nous allons examiner comment fut assuré le service des pensions acquises ou en cours d'acquisition, dont la charge incombait aux caisses organisées par les exploitants seuls.

Nous examinerons ensuite comment fut assuré le service des pensions acquises ou en cours d'acquisition dont la charge incombait aux caisses organisées par les exploitants et leurs ouvriers et employés.

I. — *Pensions devant être servies par
une caisse patronale*

Les pensions acquises sont restées à la charge de l'exploitant.

Pour les pensions en cours d'acquisition, il faut distinguer deux cas, suivant que l'ouvrier acceptait ou refusait le bénéfice de l'article 2 de la loi du 29 juin 1894.

Si l'ouvrier acceptait le bénéfice de la loi, la partie de la pension qu'il avait acquise par ses versements à la caisse patronale était liquidée, suivant les règles de cette caisse.

A partir de la mise en vigueur de la loi, l'ouvrier faisait ses versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en se conformant aux dispositions du titre II de la loi du 29 juin 1894.

Lorsque cet ouvrier a atteint l'âge de la retraite, on calcule sa pension en ajoutant à la pension qui lui est due par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, la partie de la pension provenant de l'ancienne caisse patronale. Si le montant de la pension ainsi obtenue est inférieur au montant de la pension que l'ouvrier aurait pu obtenir s'il avait continué ses versements à l'ancienne caisse patronale, l'exploitant complète cette pension de façon à en ramener le taux à

celui de la pension que l'ouvrier aurait dû recevoir de l'ancienne caisse.

L'ouvrier qui voulait continuer ses versements à l'ancienne caisse patronale pouvait le faire ; il pouvait renoncer au bénéfice de l'article 2 de la loi.

II. — *Pensions devant être servies par les caisses organisées par les exploitants concurremment avec leurs ouvriers et employés*

Les pensions acquises sont restées à la charge de ces caisses. Les participants ont dû s'entendre pour établir l'organisation de ces caisses au point de vue financier, fixer quelles seraient les ressources et prendre les mesures nécessaires pour constituer des réserves.

Les pensions en cours d'acquisition ont été liquidées pour leur partie correspondant aux versements faits pendant les années passées au service des exploitations, avant la mise en vigueur de la loi.

Comme pour le service des pensions acquises, les intéressés durent s'entendre en vue de constituer des réserves garantissant le service de ces pensions partielles.

A partir de la mise en vigueur de la loi, les ouvriers et employés ont eu à choisir entre deux façons de faire : ou bien continuer leurs versements à l'ancienne caisse, ou bien faire leurs versements à la Caisse nationale des

retraites pour la vieillesse, suivant les dispositions du titre II de la loi du 29 juin 1894.

En un mot la loi a laissé libres les ouvriers qui avaient, lors de sa mise en vigueur, des droits en cours d'acquisition, d'adopter ou de rejeter le nouvel état de choses.

A l'époque actuelle, les ouvriers mineurs et les employés des compagnies houillères peuvent donc être répartis entre trois catégories bien distinctes ;

1° Les ouvriers et employés participant aux caisses de liquidation et ne participant en aucune façon à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

2° Les ouvriers et employés participant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et ayant droit en même temps à un complément de pension des caisses de liquidations, parce qu'ils étaient au service d'une exploitation avant le 1^{er} juillet 1895 ;

3° Les ouvriers et employés ayant commencé à travailler dans les mines après le 1^{er} juillet 1885. Ces ouvriers sont soumis, obligatoirement, à la loi du 29 juin 1894.

Toutes les pensions déjà acquises, au moment de la promulgation de la loi, ont été assurées, comme par le passé par les anciennes caisses qui ont continué à exister, mais uniquement pour assurer l'exécution des engagements contractés par elles antérieurement à la loi du 29 juin 1894. Le montant de ces pensions est celui fixé

par les anciens règlements des caisses existant avant la loi.

Mais, si la loi a laissé aux anciennes caisses la charge de ces pensions, il a fallu trouver pour elles les moyens nécessaires pour subvenir à ces charges. Or les anciennes caisses, à la suite de la mise en vigueur de la loi, n'avaient plus que peu de recettes à faire, puisqu'elles ne pouvaient plus recevoir que les versements d'un nombre restreint d'ouvriers.

Dans un délai de six mois après la promulgation de la loi, les ouvriers et employés participant aux caisses et les exploitants ont dû prendre les dispositions pour assurer aux anciennes caisses les ressources nécessaires pour subvenir au paiement des pensions acquises.

Quand les intéressés n'ont pas pu arriver à une entente sur les moyens à prendre pour assurer le service des pensions, ils ont eu recours à la commission arbitrale instituée par le titre IV de la loi, article 26.

Cette commission arbitrale se composait de neuf membres, sept membres étaient permanents ; parmi ces membres permanents, deux étaient nommé par le conseil général des mines, deux par la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; la Cour d'appel de Paris désignait deux de ses conseillers comme membres de la commission, la Cour des comptes désignait aussi un de ses conseillers. Les deux derniers membres étaient nommés temporaire-

ment, pour la durée d'une affaire. L'un était désigné par l'exploitant, l'autre par les ouvriers et employés. En outre un ingénieur des mines remplissait les fonctions de secrétaire. Il avait voix consultative. Un chef de bureau du ministère des Travaux publics tenait les écritures et était chargé de conserver les archives.

Si le président de la commission le jugeait utile, il pouvait demander au ministre des Travaux publics d'adjoindre à la commission deux ingénieurs des mines et deux fonctionnaires de l'administration des finances. Ces membres auxiliaires avaient pour fonctions de faire les enquêtes jugées nécessaires, et de vérifier les comptes de gestion financière.

Lorsqu'il y avait recours à la commission arbitrale, le conseil d'administration de la caisse devait lui soumettre :

« Les statuts de la caisse existant avant la loi ;

» La situation de la caisse, indiquant quel était le passif, quel était l'actif de la caisse, au moment de la promulgation de la loi ;

» Le compte rendu des opérations de la caisse, en recettes et en dépenses pendant les dix derniers exercices ;

» Le texte des diverses propositions du règlement rejetées par les intéressés ;

» La notification adressée au conseil par l'exploitant,

à l'effet de désigner le membre appelé par celui-ci à siéger à la commission arbitrale ;

» L'original des procès-verbaux de toutes les opérations de vote auxquelles il a été procédé ; ensemble tous les documents relatifs à ces opérations (1). »

Telles ont été les dispositions prises par la loi du 29 juin 1894, dans son titre IV, pour assurer le service des retraites que les anciennes caisses avaient eu jusqu'alors à leur charge. Le décret du 25 juillet 1894 est venu compléter ces dispositions de la loi.

Les intéressés eurent donc plusieurs moyens à leur disposition pour transformer les anciennes caisses et les organiser suivant la loi.

Dans beaucoup d'exploitations, une entente amiable intervint, mais dans un plus grand nombre d'exploitations, cette entente amiable n'ayant pas été possible, il fallut avoir recours à la commission arbitrale ; c'est ce qui arriva aux mines de Nœux, de Courrières, de Liévin, de Carvin, de l'Escarpelle et dans plusieurs autres exploitations.

Dans quelques exploitations, l'entente ne put pas même se faire entre patrons et ouvriers, pour recourir à la commission arbitrale. Il fallut recourir au dernier

1. Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs, 25 juillet 1894, art. 13.

moyen fixé par la loi. Les anciennes caisses furent liquidées judiciairement.

Une entente amicale a pu intervenir facilement dans beaucoup de compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

De nouvelles caisses ont été organisées. Les dispositions des règlements de ces caisses sont équitables et rationnelles. Elles donnent aux ouvriers les garanties qui pouvaient manquer. Les caisses pour lesquelles sont intervenues ces ententes sont celles où existait avant la loi un état de choses solidement constitué. Les caisses assurent tous les engagements pris antérieurement à la loi, comme le dispose l'article 23 du titre IV de la loi.

Mais cependant les compagnies chez lesquelles de semblables ententes ont pu se faire sont moins nombreuses que celles qui ont dû recourir à la commission arbitrale. Nombreuses sont les sentences rendues par cette commission, surtout pour les exploitations du Pas-de-Calais. Ces sentences arbitrales, ont organisé les caisses chargées de la liquidation des retraites acquises ou en cours d'acquisition avant la loi du 29 juin 1894.

Ces caisses ont commencé à fonctionner à partir du 1^{er} juillet 1895, date de la mise en vigueur de la loi.

Nous allons examiner les dispositions de ces sentences arbitrales. Nous verrons comment elles ont constitué les caisses de liquidation. Nous étudierons

l'administration et l'organisation de ces caisses, leurs recettes et leurs dépenses.

*Caisses de liquidation organisées par les sentences
de la commission arbitrale*

Administration des caisses. — L'administration des caisses de liquidation est confiée à un conseil composé, en général, de dix membres. L'exploitant désigne cinq de ces dix membres, les ouvriers élisent les cinq autres membres. Un président et un trésorier-comptable sont élus par le conseil.

Les membres du conseil sont élus pour cinq ans.

Le président n'a pas voix prépondérante dans les délibérations ; aussi peut-il arriver qu'une majorité ne puisse se constituer. Dans ce cas le conseil désigne un tiers départiteur, mais seulement pour l'affaire soumise au vote. Si l'entente ne peut se faire, le président du tribunal civil de l'arrondissement où est situé l'exploitation désigne un délégué qui prend part aux délibérations, tant que les pouvoirs des membres élus ne sont pas expirés.

Les comptes de la caisse de liquidation sont vérifiés par le receveur des finances de l'arrondissement, et, au besoin, par un inspecteur des finances.

Recettes de caisses de liquidation. — Les ressources

dont peuvent disposer les caisses de liquidation sont les suivantes :

1^o Les sommes disponibles provenant des anciennes caisses, sommes qui étaient en excédent dans ces caisses au 1^{er} juillet 1895, ont été versées aux caisses de liquidation ;

2^o Tous les ouvriers de l'exploitation où il y a une caisse de liquidation, quelle que soit la date de leur entrée au service de cette exploitation, sont tenus à un versement obligatoire de 1 0/0 du salaire. L'exploitant fait un versement égal.

Les ouvriers qui avaient déjà commencé à faire des versements à la caisse existant avant la promulgation de la loi et qui, ayant renoncé au bénéfice de l'article 2, veulent continuer leurs versements à la caisse de liquidation, versent 3 0/0 de leur salaire ;

3^o Les fonds disponibles sont placés et la caisse perçoit les intérêts ;

4^o Enfin la caisse de liquidation peut recevoir les dons et legs.

Le prélèvement sur les salaires n'est pas le même dans toutes les exploitations. A la Compagnie de Nœux, l'exploitant assure à lui seul le versement.

A la Compagnie des mines d'Ostricourt, le prélèvement sur les salaires n'est que de 1/2 pour cent.

Les sommes provenant des versements ne sont pas toujours versées à la caisse de liquidation. Ainsi, à la Compagnie des mines de Dourges, elles sont attribuées à

l'exploitant qui, en revanche, prend à sa charge la liquidation des anciennes pensions. Il en est de même aux mines de Nœux, aux mines de Béthune, etc.

Gestion des caisses de liquidation. — Depuis 1905, tous les dix ans, le conseil d'administration doit examiner la situation de la caisse et prendre toutes les mesures jugées nécessaires pour en assurer le fonctionnement. Ces mesures sont soumises à l'approbation ministérielle.

L'emploi des fonds disponibles doit être réalisé par l'achat de rentes sur l'État, de valeurs du Trésor ou garanties par lui, d'obligations communales ou départementales.

Les fonds disponibles doivent toujours être placés en titres nominatifs.

Dépenses des caisses de liquidation. — Les caisses assurent le service des pensions acquises avant la mise en vigueur de la loi. Elles ont aussi à leur charge le service de pensions en cours d'acquisition au profit des ouvriers qui étaient au service d'une exploitation avant le 1^{er} juillet 1895.

Il y a distinguer, parmi ces ouvriers, ceux qui ont usé du bénéfice de l'article 2 de la loi du 29 juin 1894, et ceux qui ont renoncé au bénéfice de cet article.

Dans le premier cas, les sentences arbitrales font une distinction entre les ouvriers âgés de moins de vingt

cinq ans au 1^{er} juillet 1895, et ceux âgés de plus de vingt-cinq ans à cette date.

Pour les premiers, les caisses de liquidation versent à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au compte de chaque ouvrier, pour chaque année de travail antérieure à vingt-cinq ans, une somme qui est d'une quinzaine de francs par an. Ces ouvriers ne jouissent que d'avantages assez restreints, car les membres de la commission arbitrale ont pensé que, vu leur âge, ils avaient le temps de s'assurer une retraite convenable en faisant les versements fixés par la loi.

Pour les ouvriers qui ont usé du bénéfice de l'article 2 de la loi et qui avaient plus de vingt-cinq ans le 1^{er} juillet 1895, les caisses de liquidation doivent leur verser, lorsqu'ils ont atteint l'âge de la retraite, une rente annuelle par chaque année de travail. Cette rente est, en général, de 10 à 12 francs par année de travail avant vingt-cinq ans, et de 18 à 22 francs par année de travail après vingt-cinq ans.

Il reste à examiner la situation faite aux ouvriers qui ont renoncé au bénéfice de l'article 2 de la loi.

La pension qui leur est due est à la charge des caisses de liquidation. L'ouvrier y a droit au bout de quinze ans de services. A la Compagnie des mines de Courrières, il suffit même de dix ans de services. Si l'ouvrier continue à travailler plus de quinze ans, chaque année supplémentaire lui donne droit à une augmentation de pen-

sion dont le taux varie suivant les sentences arbitrales. Les pensions ainsi attribuées sont donc très différentes suivant les compagnies.

Leurs taux ont été fixés par les sentences arbitrales. A la compagnie des mines de l'Escarpelle, les pensions sont de 360 francs après quinze ans de services, il en est de même à la Compagnie des mines de Carvin et à la Compagnie des mines d'Ostricourt. Si l'ouvrier continue à travailler après quinze ans de services, sa pension est majorée; mais elle ne peut dépasser un certain chiffre fixé par les sentences arbitrales et qui varie aussi suivant les compagnies. A Courrières le maximum de la rente est de 730 francs ; à Liévin il est de 630 francs.

La commission arbitrale a adopté, en ce qui concerne les caisses de liquidation fonctionnant aux mines de Vicoigne-Nœux, de Dourges et dans quelques autres compagnies du Pas-de-Calais, une solution particulière. Elle a donné à la loi du 29 juin 1894 un effet rétroactif. Elle a décidé que ces compagnies, à partir du 1^{er} juillet 1895, verseraient à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au nom de chacun de leurs ouvriers, âgés de moins de vingt-cinq ans, ayant commencé à travailler dans leurs exploitations avant la promulgation de la loi, des sommes égales à l'ensemble des versements qui auraient dû être faits par elles à la caisse de retraites, si la loi du 29 juin 1894 avait existé au moment de l'arrivée des ouvriers au service de la com-

pagnie. La somme versée est fixée à 1,50 0/0 de la moyenne des salaires payés aux ouvriers depuis leur entrée au service de ces exploitations.

Les sentences arbitrales ont fixé le nombre de journées de travail que l'ouvrier doit fournir, pendant chaque année, pour que cette année compte pour une année entière, pour le calcul de la pension. Il faut que l'ouvrier ait travaillé deux cent soixante-cinq jours.

L'ouvrier qui quitte le service d'une compagnie où il était employé, avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, conserve ses droits à une pension qui lui est servie par les caisses de liquidation. Mais cette pension n'est que de la moitié de celle qu'il aurait dû toucher, s'il était resté au service de la compagnie jusqu'à l'âge de la retraite.

Si l'ouvrier, participant à une caisse de liquidation, devient incapable de travailler avant l'âge fixé pour la retraite par suite d'invalidité prématurée, la caisse de secours, instituée dans chaque exploitation en vertu de la loi, lui vient en aide jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de la retraite fixé par les sentences arbitrales; à partir de ce moment la caisse de liquidation lui sert sa pension.

Les veuves d'ouvriers décédés ont droit à un tiers de la pension qui serait payée à leur mari s'il avait vécu. Si la veuve se remarie, elle perd ses droits à cette pension; mais les caisses de liquidation lui versent une somme égale à trois années de la pension qui aurait dû être servie à son mari décédé.

Enfin les caisses de liquidation ont encore à leur charge la fourniture du charbon à tous les ouvriers auxquels elles assurent une pension.

Elles supportent, en outre, pour les ouvriers qui avaient une pension acquise au 1^{er} juillet 1895, les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que les frais funéraires.

Telles sont les conditions générales suivant lesquelles les sentences arbitrales ont organisé les caisses de liquidation dans les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, où les intéressés n'ont pas pu s'entendre pour organiser ces caisses amiablement.

L'œuvre ainsi accomplie par la commission arbitrale a été très délicate, car il s'agissait, avec des moyens souvent bien limités, d'organiser le paiement des pensions et de constituer des réserves. Il était à craindre que beaucoup de caisses de liquidation ne puissent subvenir à leurs charges. C'est pour parer à cela, dans la mesure du possible, que la commission arbitrale a inséré, dans toutes ses sentences, un article invitant les conseils d'administration des caisses de liquidation à faire le bilan de ces caisses, tous les dix ans, et à soumettre au ministre, en cas de besoin, les mesures complémentaires qu'il jugerait bon de prendre pour assurer le fonctionnement des caisses.

Nous allons examiner quelle est la situation des caisses de liquidation existant dans les compagnies du bassin houiller du Nord et du bassin houiller du Pas-de-Calais. Nous donnons ci-dessous un tableau indiquant

quels ont été, pour l'année 1910, les résultats du fonctionnement des caisses de liquidation existant dans les concessions des mines d'Aniche, de l'Escarpelle et d'Azincourt (1).

Versements des ouvriers.	232.772
Versements des compagnies.	232.772
Recettes diverses.	25.695
Total des recettes.	491.239
Dépenses des caisses de liquidation.	386.295
Réserves en fin 1910.	868.565

Pour ces trois compagnies, les recettes des caisses de liquidation sont donc bien supérieures aux dépenses. Les réserves s'élèvent à un chiffre important. Les caisses de liquidation sont donc bien en mesure de faire face à leurs engagements.

Le tableau ci-dessous donne les résultats du fonctionnement des caisses de liquidation existant dans les compagnies houillères du département du Nord, pendant l'année 1908.

Des caisses de liquidation ont été organisées à la Compagnie des mines de l'Escarpelle, à la Compagnie des mines d'Aniche, à Denain et à Anzin. Dans les autres exploitations, des institutions patronales assurent le service des pensions acquises et en cours d'acquisition lors de la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894.

Voici quels ont été les résultats du fonctionnement

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et le service des mines.

de ces différentes caisses pendant l'année 1908 (1) :

Cotisations des ouvriers.	222.958
Versements des exploitants.	1.244.860
Recettes diverses (amendes, intérêts, dons, etc.).	18.382
Total des recettes.	1.486.200
0/0 des salaires.	2, 96
Dépenses.	1.406.458
Fonds de réserve en fin d'exercice.	657.496

Pour les compagnies du département du Nord, la situation des caisses est donc satisfaisante. Les recettes sont supérieures aux dépenses et les caisses ne doivent pas recourir à leurs fonds de réserve pour faire face à leurs engagements.

La situation est-elle aussi bonne pour les caisses de liquidation du bassin houiller du Pas-de-Calais ?

Le tableau ci-dessous donne, pour l'année 1908, le résultat du fonctionnement des caisses de liquidation aux compagnies des mines de Meurchin, d'Ostricourt, de Carvin, de Drocourt, de Courrières, de Liévin, de Ferfay, de Dourges, de Lens, de Béthune, de Nœux, de Bruay et de Marles (2).

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et par le service des mines. Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

2. Renseignements fournis par les compagnies houillères et par le service des mines. — Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

Versements des ouvriers.	450.000
Versements des compagnies.	1.409.000
Recettes diverses (amendes, dons, etc.).	65.000
Total des recettes.	1.924.000
0/0 des salaires.	1, 45
Fonds de réserve en fin d'exercice.	1.883.000
Dépenses totales.	2.736.000

Le chiffre des fonds en réserve à la fin de l'année 1908 n'intéresse pas toutes les compagnies que nous avons mentionnées ci-dessus. Les sentences de la commission arbitrale ont établi, pour certaines d'entre elles, une organisation spéciale. Elles ont mis à la charge de ces compagnies le paiement des pensions attribuées en vertu du titre IV de la loi du 29 juin 1894. Il résulte de cela que les compagnies houillères qui sont dans ce cas n'ont pas de réserves spéciales en vue d'assurer le service des pensions acquises ou en cours d'acquisition lors de la mise en vigueur de la loi. Ont été ainsi organisées les caisses de liquidation fonctionnant aux mines de Dourges, de Lens, de Béthune, de Nœux, de Bruay et de Marles.

Le chiffre des fonds de réserve que donne le tableau est le total des fonds de réserves existant dans les caisses de liquidation des mines de Meurchin, d'Ostriaucourt, de Carvin, de Drocourt, de Courrières, de Liévin et de Ferfay. Dans ces compagnies, les caisses de liquidation fonctionnent, comme nous l'avons dit plus haut, lorsque nous avons indiqué l'organisation générale des caisses créées par les sentences arbitrales. La

commission arbitrale n'a pris à leur égard aucune mesure exceptionnelle.

Quoi qu'il en soit, la situation des caisses de liquidation existant dans le bassin houiller du Pas-de-Calais n'est pas satisfaisante. Les recettes sont bien en dessous des dépenses.

La transition entre le régime ancien des retraites et le régime nouveau établi par la loi du 29 juin 1894 est donc assuré par les caisses de liquidation.

Les caisses de liquidation ont été, les unes organisées à la suite d'une entente amiable entre les exploitants et leurs ouvriers et employés ; les autres, les plus nombreuses, ont été organisées par les sentences de la commission arbitrale. Toutes ces caisses de liquidation fonctionneront jusqu'à extinction complète des pensions qui ont été mises à leur charge. Elles seront ensuite dissoutes et toutes les pensions seront alors à la charge de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, aucune caisse syndicale ou patronale n'ayant été organisée, comme le permet l'article 4 de la loi du 29 juin 1894 et comme l'avait souhaité M. Audiffred, dans son rapport sur la loi.

CHAPITRE III

APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894 EN CE QUI CONCERNE LES RETRAITES

Versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — La loi du 29 juin 1894 a établi que les sommes provenant des versements faits, par les exploitants, en vue de constituer une retraite pour leurs ouvriers et employés seraient déposées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou dans toute caisse patronale ou syndicale dont la loi autorisait l'organisation.

Il ne fut pas fait usage de cette disposition de la loi dans le bassin houiller du Nord, ni dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Dans ces deux bassins tous les versements sont faits à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Nous allons examiner comment sont faits les versements à cette caisse et suivant quelles conditions sont servies les rentes acquises par les versements.

Le nouveau régime établi par les dispositions de la loi a apporté une grande sécurité aux intéressés en ce

qui concerne leurs droits à une pension. Ils reçoivent, lors de leur premier versement, un livret qui est leur propriété et qui constitue, pour eux, un titre leur donnant droit, lorsque l'âge de la retraite sera venu, à une pension. Ce livret reste toujours leur propriété et, s'ils quittent le service de la mine avant d'avoir droit à une pension, leur livret leur donne droit, lorsqu'ils ont atteint l'âge fixé, à une partie de la pension, correspondant à leurs versements faits à la Caisse nationale des retraites, tant qu'ils travaillaient au service de la mine.

Dans quelles conditions sont faits les versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse? Quelles sont les règles qui les régissent? Ces règles sont indiquées par l'instruction de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en date du 23 octobre 1894.

Rôle de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Quelles sont les obligations incombant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse du fait de ces versements?

La Caisse nationale des retraites a pour fonctions d'encaisser les versements faits au nom des ouvriers et employés par les exploitants. Elle tient à jour les livrets, elle conserve et fait fructifier les capitaux résultant des versements encaissés.

Lorsque les ouvriers ou employés titulaires d'un livret ont atteint l'âge de la retraite, la caisse leur verse leur pension acquise.

Elle rembourse aux héritiers de l'ouvrier décédé les capitaux versés avec clause de réserve.

La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est gérée par la Caisse des dépôts et consignations.

Livrets de la Caisse des retraites pour la vieillesse. —

Chaque ouvrier ou employé des mines est propriétaire d'un livret qui est délivré gratuitement par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Au moment de chaque versement fait à cette caisse, le livret doit être remis à l'administration pour qu'elle puisse le tenir à jour.

Chaque ouvrier ou employé ne possède qu'un seul livret. S'il est marié, ce livret sert pour lui et son conjoint.

Quand un ouvrier quitte l'exploitation au service de laquelle il était, son livret le suit ; on ne délivre pas un autre livret à l'ouvrier ou à l'employé qui change d'exploitation.

Le livret porte un numéro d'ordre. S'il est perdu, un autre livret est donné au titulaire, il porte le même numéro d'ordre que le précédent.

Les livrets de retraite portent, en outre de ce numéro d'ordre, l'indication du département où ils sont inscrits et le numéro de la série des comptes dans laquelle sont classés les comptes des versements pour les retraites faits par la mine où travaille le titulaire du livret. Une

lettre initiale indique la compagnie houillère au service de laquelle travaille le titulaire du livret.

Dans ce livret sont inscrits tous les versements, et, en regard de ces versements, les rentes correspondantes.

La Caisse des dépôts et consignations est chargée de tenir ces livrets à jour. Ce sont ses employés seuls qui mentionnent les versements et les rentes y correspondant, ou encore les receveurs des finances dans les départements.

Chaque trimestre, lors des versements, les livrets sont déposés à la caisse où se font ces versements, pour être mis à jour.

Versements. — Conditions de ces versements. — Les versements faits au nom des ouvriers et employés des mines sont trimestriels. Ils sont reçus à la Caisse des dépôts et consignations ou encore par les receveurs des finances ou des trésoriers payeurs généraux.

Une autorisation ministérielle peut permettre de faire les versements entre les mains d'un percepteur ou d'un receveur des postes.

Cette dernière disposition est fort utile à beaucoup de compagnies houillères dont les centres d'exploitation sont souvent assez éloignés d'une localité où réside un receveur des finances.

Les versements fait par l'exploitant et résultant de retenues sur les salaires de l'ouvrier ou de l'employé et

de la part contributive de l'exploitant profitent aux deux conjoints, lorsque l'ouvrier ou l'employé est marié.

Les versements faits avant le mariage restent au compte propre de l'intéressé.

Chacun des conjoints peut effectuer des versements à son propre compte. Les sommes ainsi versées restent propres à celui qui les a versées.

Les versements de l'ouvrier ou de l'employé séparé de sa femme par contrat ou judiciairement, ou dont la femme a été déclarée absente, profitent à lui seul.

La loi du 29 juin 1894 a établi que la partie des versements provenant des retenues sur les salaires des ouvriers pouvait être faite par l'intéressé avec clause de réserve. Les deux conjoints peuvent invoquer cette clause, lorsque l'ouvrier ou employé est marié ; de même l'un des conjoints peut faire ses versements à capital réservé et l'autre à capital aliéné.

Les versements ne peuvent comporter de centimes ; l'article 15 du règlement de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est ainsi conçu :

Les sommes à porter à un compte ne peuvent être reçues et liquidées qu'à partir de 1 franc et sans fraction de franc. Le minimum des versements pour deux conjoints est donc de 2 francs.

Il ne peut être versé au compte d'un ouvrier ou employé une somme supérieure à 500 francs par

an s'il est célibataire, à 1.000 francs par an s'il est marié.

Lors du premier versement fait à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une déclaration est fournie par l'exploitant. Cette déclaration donne tous les renseignements nécessaires sur le bénéficiaire des versements. Elle indique :

- 1° L'exploitation où travaille le bénéficiaire ;
- 2° Le noms, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité, profession et demeure du bénéficiaire ;
- 3° La situation : s'il est marié, célibataire, veuf ou divorcé.

Si le bénéficiaire est marié, il y a lieu d'indiquer les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et demeure de sa femme. Il y a lieu d'indiquer aussi si les versements sont faits à capital aliéné ou réservé pour les deux époux, ou si ces versements sont faits à capital réservé pour l'un, à capital aliéné pour l'autre. Enfin la déclaration doit encore signaler, si le bénéficiaire est marié, s'il existe, à son avantage, la faculté d'effectuer des versements à son profit. Dans ce cas, il y a lieu d'indiquer les causes : séparation contractuelle ou judiciaire, autorisation du juge de paix en cas d'absence du conjoint, maximum des versements atteints par le conjoint.

4° La déclaration indique encore à quel âge est fixée l'entrée en jouissance de la pension ;

5° L'exploitant doit mentionner si l'ouvrier ou l'employé, au sujet de qui il est fait une déclaration, possède déjà un livret.

Chaque fois que les renseignements donnés sur le titulaire d'un livret subissent des modifications, une nouvelle déclaration doit être faite.

Des pièces justificatives, acte de naissance, déclaration de résidence, contrat de mariage, acte de mariage, de décès, jugement prononçant le divorce ou la séparation de corps, etc., etc., doivent être fournies à l'appui de chaque renseignement donné par la déclaration.

Les titulaires, qui ont demandé que leurs versements fussent faits à capital réservé, peuvent toujours renoncer à cette clause. Une déclaration doit être fournie dans ce cas. En cas de mariage, l'un des conjoints ou tous les deux peuvent renoncer à la clause de réserve; dans ce dernier cas il faut une déclaration par chaque conjoint. Cette déclaration est signée par le titulaire et par l'exploitant ou son représentant. La femme mariée, de même qu'elle peut faire des versements à la Caisse nationale des retraites sans l'autorisation de son mari, peut renoncer à la clause de réserve du capital.

Une déclaration est encore nécessaire lorsque les ouvriers ou employés veulent retarder l'entrée en jouissance de leur pension. Dans ce cas l'exploitant fait une déclaration où sont signalés tous les intéressés qui vont atteindre l'âge fixé par la loi pour la retraite, et qui

demandent à retarder l'entrée en jouissance de leur pension.

L'ouvrier ne travaillant plus au service d'une exploitation peut retarder l'entrée en jouissance de sa pension. Il lui suffit pour cela de faire une déclaration individuelle. Les déclarations doivent être adressées à la Caisse des dépôts et consignations.

Dans quelles conditions l'exploitant effectue-t-il les versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ?

Il fournit des bordereaux où sont inscrits tous les renseignements exigés par la caisse. Dans des bordereaux dits de versements et d'imputation, l'exploitant inscrit tous les versements faits par lui. Un bordereau récapitulatif, fait à la fin du trimestre, mentionne toutes les opérations faites pendant le trimestre.

Rentes constituées par les versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Les versements faits au nom de l'ouvrier ou de l'employé donnent droit à une rente fournie par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Cette rente est de 1.200 francs au maximum. Dans le cas où le titulaire aurait fait de lui-même des versements à la Caisse des retraites, la rente provenant de ces versements vient s'ajouter à la rente provenant des versements faits par l'exploitant au nom du titulaire; la totalité de la rente ainsi obtenue ne doit pas dépasser le maximum de 1.200 francs.

Les rentes servies par la Caisse nationale des retraites sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs. Au delà les rentes provenant des versements faits en application du titre II de la loi du 29 juin 1894 sont cessibles et saisissables et l'exploitant ne peut pas insérer une clause contraire dans ses déclarations. En cas de versements provenant d'une libéralité, les rentes ainsi obtenues sont incessibles et insaisissables (1).

Les ouvriers et employés titulaires de livrets émis par la Caisse nationale des retraites ont droit à leur retraite à cinquante-cinq ans. Toutefois ils peuvent entrer en jouissance de leur rente avant cet âge s'ils sont blessés ou incapables de travailler. La pension qui est attribuée dans ce cas dépend de l'âge et des versements qui ont été faits. Tous les ans un crédit permet de bonifier les pensions ainsi attribuées, mais cette bonification ne peut porter la rente à un taux supérieur à 360 francs. Une demande doit être faite au directeur de la Caisse des dépôts et consignations.

Chaque trimestre en regard des versements effectués, la rente correspondant à ces versements est inscrite sur les livrets.

Les rentes sont calculées suivant des tarifs. L'article 28 de l'instruction de la Caisse nationale dit comment sont établis ces tarifs :

1. Code civil, art. 1984.

1° D'après l'intérêt composé du capital ;

2° D'après les chances de mortalité en raison de l'âge du titulaire au moment de l'opération et de son âge à l'époque où doit commencer la retraite. Toutefois, pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, la rente est calculée d'après les tarifs déterminés pour l'âge de soixante-cinq ans.

3° Les tarifs sur lesquels sont calculés les rentes tiennent compte, lorsque le titulaire a déclaré réserver le capital, de cette clause de réserve. Dans ce cas la rente est moins forte.

Les rentes acquises sont payées par trimestre à la Caisse des dépôts et consignations, aux caisses de receveurs des finances ou des trésoriers payeurs généraux, ou par l'entremise des percepteurs.

Pour entrer en jouissance de sa pension, le titulaire d'un livret doit, lorsqu'il a atteint l'âge de la retraite, produire son livret et un certificat de vie. Il désigne en même temps l'arrondissement où il veut toucher sa pension.

A la mort du bénéficiaire d'une rente constituée par un capital pour lequel il a été fait une clause de réserve, les héritiers touchent ce capital.

Ils fournissent :

1° Une demande adressée au directeur de la Caisse des dépôts et consignations ;

2° Le livret de retraite ;

3° Un certificat de propriété délivré par un notaire, s'il en est intervenu un pour inventaire, testament ou donation. Sinon le certificat est délivré par le juge de

paix du canton où était domicilié le titulaire du livret ou par un greffier si la propriété a été établie par un arrêt ou un jugement ;

4° Le certificat de réserve ;

5° L'acte de décès.

La Caisse nationale des retraites rembourse toutes les sommes qui lui ont été irrégulièrement versées ou qui lui ont été versées après la mort du titulaire d'un livret de retraite.

Telles sont les règles suivant lesquelles doivent être effectués les versements faits, par les exploitants, au profit de leurs ouvriers et de leurs employés et suivant lesquelles sont établies et payées les pensions acquises. Ces règles sont suivies par toutes les compagnies houillères du bassin du Nord et du bassin du Pas-de-Calais. Il pourrait exister des règles différentes pour effectuer les versements et constituer les pensions, si la faculté, laissée par loi du 29 juin 1894, d'organiser des caisses patronales ou syndicales avait été utilisée. Mais aucune de ces caisses n'ayant été constituée, les exploitants ayant préféré laisser à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse la charge fort lourde du service des rentes et de la gestion des fonds provenant des versements, l'instruction de la Caisse nationale des retraites du 28 octobre 1894 seule a établi dans quelles conditions seraient faits les versements et seraient payées les rentes acquises en vertu du titre II de la loi du 29 juin 1894.

CHAPITRE

RÉSULTATS DE LA LOI DU 29 JUIN 1894

Nous avons vu comment ont été constituées, par la loi du 29 juin 1894, les retraites des ouvriers mineurs. Nous avons vu quels versements sont mis à la charge des exploitants, quels versements sont prélevés sur les salaires des ouvriers et des employés pour constituer ces retraites. Nous avons vu aussi comment sont effectués ces versements et à quelles pensions ils donnent droit.

Nous allons examiner maintenant les résultats du fonctionnement de la loi, en ce qui concerne les retraites et nous verrons les observations qui sont faites au sujet de l'organisation actuelle.

Fonctionnement de la loi. — Les ingénieurs des mines, dans leurs rapports aux conseils généraux, rendent compte des résultats du fonctionnement de la loi, en ce qui concerne les retraites.

Dans le bassin houiller du Nord, le nombre des ouvriers et employés jouissant d'une pension était en 1908 de 4.547.

Le tableau suivant indique quels ont été, pendant cette

année 1908, les sommes versées en vue de constituer, au profit des ouvriers et des employés, des pensions de retraites :

Cotisation des ouvriers.	972.427
Versements des exploitants	991.924
Recettes diverses (amendes, intérêts, dons, etc.)	29.832
Total des recettes.	1.994.183
0/0 des salaires.	3,94

Pour la même année 1908, dans les compagnies houillères du Pas-de-Calais, les versements faits à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse se sont élevés au chiffre de 5.281.000. francs. (1)

Cotisations des ouvriers.	2.595.000
Versements des exploitants.	2.594.000
Recettes diverses (amendes, intérêts, dons, etc.).	92.000
Total des recettes.	5.281.000
0/0 des salaires.	3,96

Observations faites au sujet de l'organisation actuelle des retraites. — Lorsque la loi du 29 juin 1894 entra en vigueur, elle se heurta à la résistance de beaucoup d'ouvriers. Dans un grand nombre d'anciennes caisses organisées avant la loi, le taux des pensions était beaucoup plus élevé que le taux des pensions instituées par la loi. Aussi les ouvriers voyaient d'un mauvais œil le changement apporté. Ils ne voyaient que la faiblesse du taux des pensions nouvelles, à côté des anciennes ;

1. Renseignements fournis par les compagnies houillères et par le service des mines. Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

ils ne réfléchissaient pas que la loi leur apportait une sécurité qui n'avait jamais existé auparavant ; ils ne voyaient pas que, si les nouvelles pensions étaient plus faibles, elles étaient en revanche assurées ; tandis que le service des anciennes était toujours subordonné à l'état des finances des exploitations. Cette sécurité apportée par la loi aux pensions est un grand avantage.

Un autre avantage de la loi du 29 juin 1894, c'est de permettre à l'ouvrier ou à l'employé, quittant le service de l'exploitation où il était jusqu'alors employé, de conserver ses droits à la pension pour laquelle il a commencé à faire des versements.

Quant au chiffre de la retraite que peut acquérir le titulaire d'un livret de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, il n'est jamais inférieur à 500 francs.

A la Compagnie d'Anzin, la pension d'un ouvrier entré à treize ans au service de l'exploitation et y étant resté jusqu'à cinquante cinq-ans atteint 600 francs. A sa mort sa veuve bénéficie d'une pension de 200 francs.

Les ouvriers n'ont pas bien accueilli la loi, parce qu'ils n'ont vu que les premiers résultats, et ne se sont pas rendu compte que la loi n'atteindrait son plein effet que peu à peu. Ils ont vu, dans les premières années, leurs compagnons, affiliés aux anciennes caisses et aux caisses de liquidation, toucher des pensions supérieures à celles qu'ils auront à toucher après un temps de service quelquefois plus long. La loi du 29 juin 1894 en est encore, même à l'époque actuelle, à sa première période de

fonctionnement. Ce n'est que dans une dizaine d'années qu'elle aura atteint, dans ses effets, toute sa plénitude.

Lors de l'enquête parlementaire de 1903, la Compagnie des mines de l'Escarpelle, répondant au questionnaire de la commission parlementaire des mines disait : « Il est aisé de concevoir que la loi du 29 juin 1894 ne portera ses pleins effets que dans un temps fort éloigné, et que, pendant les premières années de la période transitoire, les pensions de la caisse de retraites seront très faibles. »

C'est ce que les ouvriers ne comprennent pas, et c'est ce qui les mécontente. Ceux qui vivent dans la période de transition se plaignent.

Une observation qui peut être faite, en ce qui concerne l'application de la loi, c'est qu'aucune facilité n'existe pour permettre aux titulaires des livrets de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, de prendre, de temps en temps, connaissance de leurs livrets. Les livrets sont, ou bien entre les mains de l'exploitant, ou bien ils sont déposés entre les mains de l'administration. Le titulaire n'ose pas demander à les voir, même s'il le désire, car il craint d'éveiller les susceptibilités de l'exploitant. Il résulte de cela que jamais les ouvriers n'ont connaissance de leurs livrets. Il serait à souhaiter qu'une période soit fixée, pendant laquelle les titulaires des livrets pourraient en prendre connaissance. Les exploitants y sont du reste tout disposés. Par ce moyen

on intéresserait les ouvriers à leur retraite, en leur permettant de se rendre compte de la progression de cette retraite, et de contrôler les versements effectués.

La loi du 29 juin 1894 s'est heurtée, dans son application, à la négligence de beaucoup d'ouvriers, en ce qui concerne les formalités à remplir pour obtenir la délivrance d'un livret de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Dans le bassin houiller du Nord, « les ouvriers négligent assez souvent de produire les pièces nécessaires à l'établissement de leur livret par la Caisse nationale des retraites. Aussi l'application du titre II de la loi de 1894 laisse-t-elle à désirer : c'est ainsi que, sur 34.139 employés et ouvriers actuellement en service, qui devraient avoir un livret, y compris ceux des usines annexes et du chemin de fer de la Compagnie d'Anzin, 32.579 seulement en sont munis » (1).

Cette négligence des ouvriers, en ce qui concerne leurs livrets de retraite, paraît diminuer un peu. Le nombre des ouvriers non munis de livrets devient de plus en plus restreint, mais, en revanche, il y a d'année en année un nombre toujours plus grand de livrets de retraite qui restent en souffrance, abandonnés par leurs titulaires. Dès 1898, on s'est aperçu de l'impor-

1. Rapport des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

tance du nombre des livrets abandonnés. Une enquête faite en 1898 signale que 16.000 livrets sont restés entre les mains des compagnies ou de l'administration, leurs titulaires ne les ayant pas réclamés. Le chiffre de 16.000 s'entend pour toutes les exploitations houillères de France.

En 1902 une enquête faite par le comité central des houillères de France permit d'évaluer à 43.562 le nombre de livrets en souffrance. Sur ces 43.562 livrets, 35.963 étaient entre les mains des compagnies ; 7.599 étaient entre les mains de l'administration. L'enquête de 1902 n'avait pas porté sur toutes les exploitations houillères ; aussi à cette époque on pouvait déjà évaluer à une cinquantaine de mille le nombre des livrets abandonnés pour toutes les compagnies françaises.

Depuis 1902, le mal n'a fait que croître d'année en année. Les ingénieurs du contrôle des mines, dans leurs rapports aux conseils généraux le signalent fréquemment. En 1908, dans le bassin houiller du Nord, « le nombre des livrets qui restent en souffrance, parce que leurs titulaires sont partis sans les réclamer et sans faire connaître leur nouveau domicile, s'élève à 8.223 et les versements correspondants atteignent 825.164 fr. » (1).

En 1907 le comité central des houillères de France fit une nouvelle enquête. Sur 68 exploitations existant en

1. Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

France, 62 répondirent au questionnaire qui leur avait été envoyé. Le nombre de livrets en souffrance a été évalué à 75.095 pour ces 62 exploitations. Le nombre des livrets abandonnés varie, du reste, suivant les exploitations. A la Compagnie des mines d'Anzin, au 31 décembre 1909, il n'y avait que 352 livrets de retraite en souffrance. Le chiffre est infime, si l'on tient compte de l'étendue de la concession de la compagnie et du nombre des ouvriers employés à son service. A quoi tient cette différence existant entre les compagnies, en ce qui concerne les livrets en souffrance ? Il semble que cela soit dû, en partie, à la plus ou moins grande rapidité avec laquelle certaines compagnies effectuent leur dernier versement sur le livret de l'ouvrier qui quitte leur service. Quoi qu'il en soit, des mines ayant un personnel ouvrier ne changeant pas beaucoup ont pu constater que, sur 100 livrets émis, 30 restent en souffrance. Dans le bassin houiller du Nord, la proportion est moins forte, elle est de 20 0/0. Elle est déjà beaucoup plus forte dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, où elle est de 41 0/0, et pourtant le bassin houiller du Nord et le bassin du Pas-de-Calais sont ceux où le nombre de livrets abandonnés est le moindre.

Il est vrai que, dans le nombre des livrets abandonnés, on compte des livrets qui seront réclamés. Il en est ainsi des livrets appartenant à des ouvriers mineurs accomplissant leur service militaire, de ceux apparte-

nant à des femmes employées au triage du charbon qui se marient avec un ouvrier. De plus certains livrets considérés comme abandonnés sont conservés par leurs titulaires qui ont quitté le service des mines et qui réclameront la pension à laquelle ils ont droit, lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite. Enfin certains livrets, qu'on croyait abandonnés, sont souvent réclamés par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pour être réunis à des livrets déjà existants, le titulaire possédant plusieurs livrets.

Il n'en reste pas moins que, si des livrets qu'on croyait en souffrance ne le sont pas, beaucoup de livrets retirés par les ouvriers ayant quitté, avant l'âge de la retraite, le service des exploitations, sont perdus, et le nombre des livrets qui sont dans ce cas n'est pas connu. Les livrets qui sont abandonnés sont surtout ceux sur lesquels peu de versements ont été faits et qui, par conséquent, ne donnent droit à leurs titulaires qu'à une pension minime. Dans le bassin houiller du Nord la proportion des livrets qui ne donnent droit qu'à une faible pension et qui ont été abandonnés atteint 81 0/0.

Du fait de cet abandon des livrets, des sommes fort importantes se trouvent sans emploi. Le comité central des houillères de France évalue ces sommes à 9 millions de francs pour toutes les exploitations minières de France en 1909.

Outre ces sommes provenant de livrets abandonnés,

il existe entre d'autres sommes qui sont elles aussi en souffrance. Lorsqu'un ouvrier ne possède pas de livret de retraite, soit qu'il commence seulement à travailler à la mine, soit qu'il vienne d'une autre exploitation et que son livret ne lui ait pas encore été remis, les versements pour les retraites sont portés à son nom sur les feuilles de paie. Si, sur ces entrefaites, l'ouvrier vient à quitter le service de la mine, avant que son livret n'ait été établi, ou ne lui ait été remis par la compagnie où il travaillait, avant de changer, les sommes versées, à son nom, sur les feuilles de paie, ne peuvent être employées. De ce fait il résulte que des sommes importantes ne sont pas inscriptibles sur les livrets. Dans son enquête de 1907, le comité central des houillères a pu évaluer les sommes ainsi en souffrance à 972.686 francs pour toute la France.

A quelles causes faut-il attribuer l'abandon des livrets par leurs titulaires. Le comité central des houillères, dans une note qu'il fit paraître après son enquête de 1907, l'attribue à plusieurs causes.

Lorsqu'un ouvrier, n'ayant jamais travaillé dans les mines, s'embauche au service d'une exploitation, la compagnie, au service de laquelle il entre, se charge des formalités à remplir pour lui faire délivrer un livret de retraite. L'ouvrier doit fournir les pièces nécessaires à la confection du livret : actes de naissance, de mariage, etc. La délivrance de ces pièces exige déjà un certain laps

de temps. Si l'ouvrier est étranger, le laps de temps nécessaire est encore plus long. De plus, certains ouvriers ne tiennent pas à donner des renseignements sur eux et mettent de la mauvaise volonté à se procurer les pièces nécessaires, d'autant plus qu'ils ne voient qu'une chose, c'est que la possession d'un livret leur coûtera une retenue sur leurs salaires.

Si, malgré tout, la compagnie arrive à réunir les pièces, elle les envoie à la Caisse des dépôts et consignations, où le livret doit être fait. Cette formalité demande encore du temps. Si bien que l'ouvrier a, quelquefois, déjà quitté le service de la compagnie, lorsque le livret revient. Quand l'ouvrier a laissé son adresse, on peut faire suivre ce livret, mais bien souvent l'adresse n'est pas connue, soit que l'ouvrier ait oublié de la donner, soit qu'il ait intentionnellement omis de la donner, soit qu'il n'ait pas su, lors de son départ, où il se rendait. Dans ce cas, le livret de retraite reste en souffrance.

Les ouvriers qui ont déjà été au service d'une exploitation et qui s'engagent au service d'une autre, n'ont pas toujours leurs livrets. Certains ouvriers ne fournissent pas leur ancien livret, ne voulant pas faire savoir qu'ils ont déjà travaillé dans une autre exploitation. On leur fait délivrer un nouveau titre, d'où cumul de livrets entre les mains d'un même ouvrier. Plus souvent les ouvriers ont perdu leurs livrets, purement et

simplement. En admettant même que l'ouvrier ne l'ait pas perdu, il ne peut le remettre en arrivant au service d'une compagnie, son livret est resté entre les mains du précédent employeur pour être régularisé. Souvent même, si l'ouvrier n'est resté que peu de temps au service de différentes exploitations, son livret ne l'a pas suivi ; il faut de nombreuses démarches et beaucoup de temps pour le retrouver. Si l'ouvrier quitte le service de la mine avant que le livret n'ait été retrouvé, ce livret est définitivement perdu.

Les formalités à remplir par l'administration sont fort longues. Bien souvent les livrets déposés en même temps que les versements au début d'un trimestre, ne sont pas revenus aux bureaux des compagnies au début du trimestre suivant. Ils ne peuvent donc être déposés en même temps que les versements. De plus, les livrets étant sans cesse en circulation se détériorent ; certains documents se perdent.

En outre, les titulaires de ces livrets ne peuvent jamais en prendre connaissance, puisqu'ils ne sont presque jamais entre les mains des compagnies. Du reste, le pourraient-ils, ils ne sauraient pas se rendre compte des versements et des rentes correspondantes, les indications inscrites sur les livrets n'étant pas claires. De tout cela, il résulte que les ouvriers se désintéressent de leurs livrets. Lorsqu'ils quittent le service d'une exploitation, leur livret est souvent entre les mains de

l'administration. Ils ne le réclament pas et ils ne donnent souvent même pas leur nouvelle adresse. Du reste même s'ils la donnent, les formalités à accomplir pour mettre en règle les livrets demandent souvent plusieurs mois, les titulaires ont déjà changé plusieurs fois de résidence avant que leur livret ne soit en état de les suivre.

Telles sont les causes de la perte des livrets. Elles sont dues aux changements de résidence fréquents des ouvriers, à la complication des formalités imposées par l'administration, et enfin à l'insouciance et même au mauvais vouloir de certains ouvriers.

Quelles mesures pourrait-on prendre pour éviter ces pertes de livrets ? Le comité central des houillères avait proposé en 1902, à la suite de sa première enquête, de créer des cartes d'identité, contenant les renseignements nécessaires pour retrouver le livret des porteurs de ces cartes. Chaque ouvrier, en même temps qu'il recevrait son livret, recevrait une carte d'identité.

En outre, le comité proposait que, au lieu de déposer les livrets, tous ensemble, à la même date, les compagnies fussent obligées de déposer leurs livrets chacune à une date spéciale, fixée d'avance. Cette mesure devait éviter l'encombrement qui se produit au début du trimestre et faciliter le travail de l'administration.

Le comité des houillères proposait encore de mettre à

la charge des compagnies la tenue des livrets, ou encore de changer complètement l'organisation actuelle et de la remplacer par une organisation semblable à celle existant en Allemagne, où les versements sont figurés par des timbres que les patrons doivent coller sur la carte de chaque ouvrier.

Les exploitants sont d'avis assez différents au sujet des réformes à apporter au régime des livrets.

Les uns voudraient que les livrets ne soient pas toujours en circulation entre les compagnies et l'administration. Ils seraient conservés par l'administration. Aux ouvriers on délivrerait une fiche indiquant le numéro du livret qui leur serait assigné. On les tiendrait au courant, chaque trimestre, de leurs versements et de la rente y correspondant.

D'autres exploitants, plus nombreux, proposent de mettre la mise à jour des livrets à la charge des compagnies. Les bordereaux indiquant les versements seraient communiqués à l'administration, comme cela se fait actuellement, mais les livrets seraient tenus par les compagnies. Une fois par an ils seraient communiqués à l'administration qui les vérifierait.

L'avantage de cette mesure serait de permettre aux ouvriers d'avoir facilement communication de leurs livrets, et, dans le cas où ils quitteraient le service de la mine, de pouvoir facilement rentrer en possession de leurs livrets, puisque ces livrets seraient toujours entre les mains de la compagnie.

Certains exploitants proposent même de représenter les versements par des timbres qui leur seraient vendus par la Trésorerie. Ces timbres seraient apposés sur les livrets. Ils pourraient avoir des valeurs divisionnaires, ce qui permettrait aux exploitants de verser intégralement les retenues ; avec le régime actuel, cela leur est impossible, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ne recevant en versements que des sommes rondes.

Les exploitants ont encore proposé d'autres mesures en vue d'éviter les pertes de livrets.

L'ouvrier quittant le service d'une exploitation et ne pouvant obtenir son livret, à ce moment déposé entre les mains de l'Administration, pourrait recevoir un récépissé donnant toutes les indications nécessaires pour que les versements puissent être faits en leur temps. Le récépissé serait délivré par la Caisse des dépôts et consignations en même temps que chaque livret.

Les livrets abandonnés pourraient être centralisés à la caisse des dépôts et consignations, ou encore l'Administration des mines pourrait publier de temps à autre une brochure signalant tous les livrets abandonnés. L'exploitant embauchant un nouvel ouvrier pourrait se rendre compte, par cette brochure, si cet ouvrier n'est pas déjà titulaire d'un livret de retraite.

Tels sont les moyens proposés par le comité

central des houillères et par les exploitants pour remédier à l'abandon des livrets de retraites par leurs titulaires. En somme ces mesures portent sur trois points : accélérer et simplifier les formalités imposées pour les versements et les inscriptions ; éviter la perte du livret en donnant à l'ouvrier un titre lui permettant de le retrouver ; intéresser l'ouvrier à sa pension en lui permettant de prendre connaissance, assez fréquemment, de ses versements et de la rente y correspondant.

Nous venons de voir dans ce chapitre quels ont été les résultats de la loi du 29 juin 1894. Nous avons vu, rien que pour les deux bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, l'importance des versements faits, annuellement, en application de cette loi. Les ouvriers n'ont pas accueilli les nouvelles pensions avec grande faveur. Ils trouvent ces pensions bien minimes. Aussi n'ont-ils pas mis, dans les premiers temps de la loi, grand empressement à remplir les formalités qui leur étaient imposées pour obtenir la délivrance d'un livret de retraite.

Aujourd'hui cette répugnance des ouvriers à se plier aux dispositions de la loi semble s'atténuer ; le nombre des ouvriers qui n'ont pas de livrets diminue de plus en plus. Mais, en revanche, un mal presque aussi grand est apparu. Depuis plusieurs années on constate l'augmentation incessante du nombre des livrets en souffrance. L'indifférence des ouvriers en est un peu cause, mais la

complication et la longueur des formalités imposées par l'Administration y est aussi pour une grande part.

Le comité central des houillères de France et les exploitants ont proposé des réformes qui pourraient remédier au mal. Il est à souhaiter que ces réformes soient prises en considération dans le plus court délai possible.

CHAPITRE V

AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX PENSIONS DE RETRAITE

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, quels étaient les résultats produits par l'application des dispositions de la loi du 29 juin 1894, en ce qui concerne les retraites des ouvriers mineurs. Nous avons indiqué certaines imperfections que la pratique de la loi, pendant ces dernières années, avait révélées.

Déjà des améliorations ont été apportées à la loi. Les unes émanent de l'initiative des pouvoirs publics, les autres émanent de l'initiative des compagnies houillères.

Nous examinerons, dans ce chapitre, les améliorations apportées à la loi du 29 juin 1894 par l'État et par les compagnies.

Améliorations apportées par l'État

Presque aussitôt après le vote de la loi, des propositions de réformes furent déposées sur le bureau de la Chambre des députés.

Le 10 juillet 1894, MM. de Ramel et Le Gavrian proposèrent à la Chambre de modifier les articles 1, 2 et 3 de la loi. Leur projet de loi visait à ce que le bénéfice de la loi du 29 juin 1894 fût assuré seulement aux ouvriers et aux employés *français*. A l'avenir, l'exploitant ne devait plus faire de versements qu'en faveur des ouvriers et employés français. Il n'était donc plus tenu à faire des versements pour ses ouvriers et employés étrangers. Mais il était, dès lors, à craindre que l'exploitant, n'étant tenu à aucun versement envers les étrangers, ne les employât de préférence aux ouvriers français. C'est pour éviter cela que les auteurs du projet de loi proposaient, comme deuxième modification de la loi, de forner l'exploitant qui emploierait des ouvriers étrangers, à verser à la caisse de retraites une somme égale à 4 0/0 du salaire de ces ouvriers étrangers. Ces versements devaient profiter à l'amélioration des retraites des ouvriers français. De cette façon était rétablie l'égalité de condition entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers.

MM. de Ramel et Le Gavrian demandaient encore que, pendant toute la durée du service militaire, l'État verse, au livret de retraite des ouvriers mineurs, la somme de 10 centimes par jour.

Enfin, la dernière modification proposée était la fixation de la limite d'âge, pour l'entrée en jouissance de la retraite, à cinquante ans au lieu de cinquante-cinq ans,

âge que les auteurs du projet de loi jugeaient trop avancé, eu égard à la difficulté du travail des mineurs.

Il ne fut pas donné suite à ce projet de loi qui aurait pu causer de graves préjudices aux exploitants. Les compagnies sont forcées d'employer des ouvriers étrangers à leur service parce qu'elles manquent d'ouvriers.

Quant aux versements à la caisse de retraites, en faveur des ouvriers mineurs sous les drapeaux, le vote de cette proposition aurait imposé à l'État une charge assez lourde.

La fixation de l'entrée en jouissance de la pension à cinquante ans n'a pas semblé s'imposer. Les ouvriers mineurs, qui n'ont pas été victimes d'accidents, sont encore fort aptes au travail de la mine à cet âge, et beaucoup continuent à travailler, de leur plein gré, après cinquante-cinq ans.

En 1897, à la séance de la Chambre des députés du 15 décembre, M. Charpentier présenta quelques observations au sujet de l'organisation des retraites.

Il critiqua la façon de faire des compagnies en ce qui concerne les versements à la Caisse nationale des retraites. Jamais les ouvriers ne voient leurs livrets. Cela tient à ce que les compagnies sont forcées de les garder et de les remettre, à chaque versement, au trésorier qui les met en règle. Si l'ouvrier ne peut avoir son livret, les compagnies pourraient lui remettre, tous

les mois, une feuille lui indiquant les versements faits, pour lui, à la caisse des retraites et leur date. De cette façon, l'ouvrier pourrait vérifier si les versements ont bien été faits à la date voulue ; il pourrait aussi se rendre compte de la retraite à laquelle il aura droit. Il pourrait voir si les versements qu'il fait sont suffisants pour lui assurer une retraite convenable, et, dans le cas où ces versements ne seraient pas suffisants, il serait prévenu et pourrait prendre ses dispositions pour augmenter ses versements. La loi le lui permet.

M. Basly succéda à la tribune à M. Charpentier. Il donna comme exemple certaines compagnies du Pas-de-Calais qui donnent aux ouvriers, à chaque quinzaine, une feuille de paie leur indiquant leur salaire, les sommes dépensées en frais de poudre pour leur travail dans la mine, les sommes retenues pour les versements aux caisses de secours et aux caisses de retraites.

Il proposa de généraliser cette façon de faire à toutes les compagnies.

A ces observations le ministre répondit que ce que MM. Basly et Charpentier demandaient, était, en réalité, une transformation de la loi du 29 juin 1894, et que, comme telle, elle serait soumise à la commission du travail. Aucune décision ne pouvait être prise immédiatement, mais la question devait être examinée (1).

1. *Journ. off.*, du 16 décembre 1897.

Nous voyons apparaître pour la première fois, dans les observations présentées par MM. Charpentier et Basly, la question relative à la communication des livrets aux ouvriers. Depuis 1897, la question n'a pas été résolue. Quant aux exploitants, nous avons vu, dans le chapitre précédent, qu'ils étaient disposés à communiquer les livrets à leurs titulaires, mais cela leur est rendu impossible à cause des formalités à remplir pour la tenue des livrets. Il serait à souhaiter que la façon de faire, proposée par M. Basly, pour tenir les ouvriers au courant de leur pension, façon de faire déjà appliquée par certaines compagnies du Pas-de-Calais, fût généralisée.

A la séance de la Chambre des députés du 19 janvier 1910, M. Bouveri présenta ses observations sur le même sujet. Il demanda que des dispositions fussent prises pour que, une fois par mois, à date fixe, les ouvriers pussent prendre connaissance de leurs livrets. En même temps, M. Bouveri signala le nombre toujours grandissant de livrets abandonnés.

A la même séance de la Chambre, un député, M. Laurent, déposa la notion suivante : « La Chambre invite M. le ministre du travail à déposer un projet de loi complétant la loi du 29 juin 1894 sur les retraites des ouvriers mineurs, et à rechercher les sanctions qui pourraient être prises contre les exploitants qui ne se conforment pas à la loi. »

Le but de cette motion était de faire établir, par une loi, les moyens qui pourraient être employés à l'égard des exploitants qui ne feraient pas, au nom de leurs ouvriers, les versements fixés par la loi du 29 juin 1894 pour les retraites. Cette loi n'a pas prévu le cas où les versements ne seraient pas faits. Il n'existe aucun moyen d'y forcer l'exploitant qui s'y refuserait.

Les intéressés n'ont qu'une action civile contre lui, s'ils ont été lésés. La motion de M. Laurent visait à combler cette lacune en proposant de faire une loi qui donnerait à l'État les pouvoirs nécessaires pour forcer les exploitants à faire les versements imposés par la loi du 29 juin 1894, dans le cas où ils s'y refuseraient.

A la même séance de la Chambre des députés, lors de la discussion du budget du ministère du Travail, M. de Ramel intervint pour signaler l'inégalité existant, en ce qui concerne les pensions, entre les femmes des mineurs devenues veuves avant ou après 1906. La loi du 17 avril de cette année, qui avait apporté certains avantages aux mineurs, en ce qui concernait leur retraite, avait établi entre autres dispositions, qu'à l'avenir les veuves bénéficieraient de la réversibilité de la moitié de la pension ou allocation de leur mari. M. de Ramel demandât que cet avantage profitât non seulement aux femmes devenues veuves après 1906, mais aussi à celles qui étaient devenues veuves avant cette année.

A l'occasion de la discussion du budget du ministère du Travail, M. Jaurès prit la parole pour demander que les compagnies consentissent à communiquer, aux ouvriers, les feuilles de paie, ainsi que les prélèvements faits sur les salaires pour les versements à la caisse de retraites.

S'il en était ainsi, les ouvriers pourraient contrôler leurs versements et s'intéresser à leur pension. M. Jaurès demandait qu'au cas de refus des compagnies de communiquer ces renseignements aux intéressés, une loi fut faite pour les y forcer.

Telles sont les propositions qui ont été faites devant la Chambre pour compléter la loi, et en améliorer les dispositions en ce qui concerne les retraites. Ces propositions n'ont pas encore abouti.

Nous allons examiner maintenant, après avoir vu les améliorations qui sont proposées, les améliorations apportées par l'État, améliorations qui existent actuellement.

C'est la loi du 31 mars 1903, loi dite « du million des mineurs », qui est venue régler les améliorations apportées au régime des retraites établies par la loi du 29 juin 1894.

Nous avons vu que, depuis la mise en vigueur et pour un certain temps encore, les pensions des ouvriers mineurs ne sont pas et ne seront pas très fortes. Les intéressés s'en plaignent. C'est pour remédier, autant

que possible, à cela, que fut votée la loi du 31 mars 1903. Son but fut de bonifier les retraites des ouvriers mineurs lorsqu'elles seraient par trop insuffisantes. Depuis la loi du 31 mars 1903, d'autres lois sont intervenues, toujours dans le même but : lois du 22 avril 1905, du 17 avril 1906, du 31 décembre 1907, et du 14 avril 1908.

Quelles améliorations ces lois ont-elles apportées aux pensions des ouvriers mineurs ?

La loi du 31 mars 1903 établit que, tous les ans, une somme de un million de francs serait employée à bonifier les pensions des ouvriers mineurs.

Un tiers de cette somme devait être « employé à la majoration de la pension d'âge ou d'invalidité de plus de 50 francs, acquise ou en instance de liquidation au 1^{er} janvier 1903, par application du titre IV de la loi du 29 juin 1894, en faveur de tout ouvrier ou employé des mines, de nationalité française » (1).

« Le reste de cette somme de un million était employé à des allocations en faveur de tous autres employés ou ouvriers des mines, Français, âgés de cinquante-cinq ans au moins au 1^{er} janvier 1903, et justifiant, à cette date, de trente ans de services salariés dans les mines françaises. »

Les pensions majorées, comme il a été dit ci-dessus,

1. Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie, 1909.

ne pouvaient former, au bénéfice de l'intéressé et de son conjoint, un revenu de plus de 360 francs.

Quant aux allocations, elles ne pouvaient assurer aux intéressés et à leurs femmes un revenu de plus de 240 francs. Toutefois elles pouvaient « se cumuler avec une pension acquise par application du titre IV de la loi du 29 juin 1894 n'excédant pas 50 francs » (1).

Pour bénéficier de ces avantages, il n'était pas nécessaire que les ouvriers mineurs aient cessé de travailler, tous les ouvriers y avaient droit, pourvu que leur salaire ne dépassât pas 50 francs par mois.

La loi du 17 avril 1906 vint compléter les dispositions de la loi du 31 mars 1903. L'article 66 décide qu'en cas de mort d'un titulaire, sa veuve aurait droit à la moitié de la bonification qui leur était précédemment accordée.

La loi du 31 décembre 1907 a augmenté le nombre des bénéficiaires des allocations. Elle a décidé que tous les ouvriers pourraient bénéficier des allocations établies par la loi du 31 mars 1903. En conséquence, elle a augmenté la somme à prélever chaque année pour assurer l'exécution de ces nouvelles charges. Elle l'a portée à 1.500.000 francs.

Cette loi n'est pas applicable aux ouvriers travaillant encore et touchant un salaire régulier dépassant 50 fr. par mois.

1. Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie, 1909.

Telles sont les améliorations apportées par l'État aux pensions de retraites des ouvriers mineurs. Grâce à ces améliorations, les retraites trop faibles pour assurer l'existence de leurs bénéficiaires, ont pu être ramenées à un taux convenable. Beaucoup d'ouvriers ont profité des avantages que leur ont apportés les diverses lois faites dans ce but. Pour le bassin houiller du Nord, les ingénieurs des mines, dans leurs rapports aux conseils généraux, sur la situation des mines, en 1908, pouvaient dire :

« L'application des lois du 31 mars 1903, 22 avril 1905, 17 avril 1906, 31 décembre 1907 et 14 avril 1908, relatives à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs, s'est poursuivie d'une façon satisfaisante en 1908.

» Il a été examiné six demandes d'allocation, trente-deux demandes de majoration, dix-huit affaires de révision d'allocations et vingt et une affaires de révision de majoration. Le nombre des allocataires, domiciliés dans le département, s'élevait à la fin de l'année, à 203 et celui des majorataires à 1.148. »

Améliorations apportées par les Compagnies

Les améliorations apportées, par l'État, aux pensions de retraites des ouvriers mineurs n'ont pas été les seules. De leur côté les Compagnies se sont aperçues,

dès la mise en vigueur de la loi du 29 juin 1894, que le taux des pensions nouvelles serait bien insuffisant ; aussi ont-elles cherché à l'améliorer. Ces améliorations ont été apportées à la suite de la grève qui troubla le bassin houiller en 1902. Pendant cette grève les ouvriers présentèrent leurs revendications qui portaient, entre autres choses, sur le salaire et les retraites. En ce qui concerne les retraites, les ouvriers demandaient, qu'après vingt-cinq ans de services et sans condition d'âge, il leur fût alloué une pension de 2 francs par jour. Les compagnies ne purent accorder aux ouvriers tous les avantages qu'ils demandaient.

La question d'augmentation des salaires fut soumise à un arbitrage. Les arbitres décidèrent qu'il n'y avait pas lieu de donner suite aux réclamations des ouvriers. Dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, la sentence arbitrale fut rendue le 3 novembre 1902. M. Lavaurs, représentant des compagnies, demanda qu'il fût annexé, à la sentence, une déclaration des compagnies. Celles-ci s'engageaient à améliorer, à leurs frais, les pensions de retraite de leurs ouvriers, dans les conditions suivantes :

« Les compagnies majoreront, à partir du 1^{er} janvier 1903, et ce, pendant une durée de cinq ans ou jusqu'au jour où une loi nouvelle interviendrait à ce sujet avant l'expiration de ce délai, les pensions de retraites acquises par les ouvriers mineurs du Pas-de-Calais, réunissant la double condition de cinquante-

cinq ans d'âge et de trente ans de services dans les mines du Pas-de-Calais, ayant cessé de travailler et dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier 1903.

» Les ressources, destinées au service de cette majoration, seront assurées par une contribution volontaire des compagnies qui ne pourra excéder 3 0/0 des salaires.

» La majoration sera réglée chaque année d'après le montant des ressources disponibles et ne pourra, en aucun cas, excéder les sommes nécessaires pour porter le total de la retraite à 600 francs, pour les anciens mineurs proprement dits, ayant trente ans de services dans la même compagnie, et de 550 francs pour lesdits ouvriers mineurs ayant trente ans de services dans les compagnies du Pas-de-Calais.

» Pour les ouvriers des autres catégories, les maxima ci-dessus seront, dans chaque compagnie, établis proportionnellement à ceux résultant des usages, règlements, conventions et sentences arbitrales actuellement en vigueur.

» Pour les ouvriers qui, ayant atteint l'âge de cinquante-cinq ans sans avoir trente ans de services, seront dans l'impossibilité de continuer à travailler, le maximum de pension sera calculé, pour les ouvriers mineurs proprement dits, à raison de un trentième par année de service. »

Dans le bassin houiller du Nord, la sentence arbitrale

fut rendue, au sujet des salaires, le 7 novembre 1902. Les revendications des ouvriers étaient repoussées, comme cela s'était passé dans le bassin houiller du Pas-de-Calais. Mais le représentant des compagnies du Nord, M. François, lut en leur nom la déclaration suivante :

« Les compagnies houillères, savoir : Aniche, Anzin, Azincourt, Douchy, Escarpelle, Flines-les-Raches, s'engagent à majorer, à partir du 1^{er} janvier 1903, et ce, pendant une durée de cinq ans ou jusqu'au jour où une loi nouvelle interviendrait, à ce sujet, avant l'expiration de ce délai, les pensions de retraites acquises en vertu de la loi de 1894 ou de conventions particulières, par les ouvriers mineurs français desdites compagnies, réunissant la double condition de cinquante-cinq ans d'âge et trente ans de service dans ces compagnies, ayant cessé de travailler et dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier 1903.

» La majoration s'élèvera à la somme nécessaire pour porter le total de la retraite à 600 francs pour les ouvriers mineurs proprement dits, ayant trente ans de service dans la même compagnie, et 550 francs pour lesdits ouvriers mineurs ayant trente ans de service dans les compagnies précitées.

» Pour les ouvriers des autres catégories, les maxima ci-dessus seront, dans chaque compagnie, établis en conformité des principes fixés par les sentences arbitrales de 1895 et 1896, ou, à défaut, suivant les règlements ou usages de chaque compagnie.

» Pour les ouvriers ayant atteint l'âge de cinquante-cinq ans sans avoir trente ans de service, ces maxima seront réduits proportionnellement à la durée des services. Toutes ces dispositions sont applicables aux seuls ouvriers français.

» La Compagnie de Vicoigne et de Nœux, dont le siège principal est à Nœux, s'engage à appliquer à Vicoigne, en vue de l'uniformité du mode de règlement avec ses ouvriers, les conditions définies dans l'annexe à la sentence arbitrale du 3 novembre 1902, relative au Pas-de-Calais.

» Toutes les compagnies du Nord, ci-dessus dénommées, sont disposées à étudier un accord avec les compagnies du Pas-de-Calais, à l'effet d'établir des mesures de réciprocité pour les ouvriers qui, à partir du 1^{er} janvier 1903, passeraient d'un des deux départements dans l'autre. »

Tels sont les avantages forts importants que les compagnies accordèrent aux ouvriers. Les revendications de ces derniers avaient été repoussées par les arbitres ; mais les avantages que les compagnies leur accordèrent bénévolement, compensaient bien ceux qu'ils n'avaient pu obtenir.

En 1903, le 24 octobre, la Fédération des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais demanda une entrevue aux exploitants. Elle voulait leur présenter certaines demandes, notamment en ce qui concernait la majo-

ration des pensions de retraites en cas d'invalidité prématurée.

Mais cette question ne fut pas examinée, les compagnies n'ayant pas accepté l'entrevue demandée.

La situation resta telle qu'elle avait été fixée par les conventions de 1902. A la suite des grèves de 1906, ces conventions furent prorogées pour une nouvelle période de cinq ans. En 1908, lors des conventions d'Arras du 27 juin, le *statu quo* fut maintenu.

Jusqu'au 31 décembre 1911, les majorations établies par les conventions de 1902 seront donc maintenues, et il est fort probable que les compagnies décideront de les proroger encore.

Tels sont les avantages accordés par les compagnies à leurs ouvriers, au sujet des retraites. Grâce aux conventions de 1902, les pensions ont atteint un chiffre convenable permettant aux ouvriers et aux employés d'être à l'abri du besoin pendant leurs vieux jours.

Outre ces avantages qui sont accordés aux ouvriers mineurs de toutes les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, certaines compagnies font à leurs ouvriers des avantages spéciaux.

Dans le bassin houiller du Nord, la compagnie des mines d'Anzin accorde à ses ouvriers des suppléments de pensions lorsqu'ils ont passé un certain nombre d'années à son service. Les majorations sont accordées aux conditions suivantes :

« Lorsque l'ouvrier remplira la double condition d'avoir trente-cinq ans d'âge au moins et dix années de services non interrompus à la compagnie, il sera tenu un compte spécial de ses nouvelles années de travail ; ce compte sera clos dès que l'ouvrier aura atteint l'âge de cinquante-cinq ans ou lorsqu'il sera admis à la retraite par application de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 (1). Le total ne pourra, en aucun cas, dépasser le maximum de quinze ans.

» A chacune des années comprises dans le compte spécial, correspondra un supplément de 3 francs au maximum pour les ouvriers du fond et de 1 fr. 50 au maximum pour les ouvriers du jour.

» Quand un ouvrier aura passé du service du fond dans le service du jour ou inversement, on comptera, pour chaque année, la majoration correspondant à sa situation.

» La majoration éventuelle ne sera attribuée à l'ouvrier qu'à l'époque où il prendra sa retraite, soit à raison de son âge, soit par application de l'article 11 précité de la loi de 1886.

« Pour les ouvriers exerçant une surveillance, la base de la majoration sera élevée de 3 à 4 francs pour le fonde et de 1 fr. 50 à 2 francs pour le jour.

1. Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées et entraînant l'incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée, même avant cinquante ans, et en proportion des versements faits à cette époque. Loi du 20 juillet 1886, art. 11.

» Pour les ouvriers mariés et vivant avec leur femme, la majoration sera doublée pendant les années de mariage. »

Telles sont les dispositions du « règlement sur les pensions » de la Compagnie des mines d'Anzin. Déjà avant la loi du 29 juin 1894, depuis 1887, les avantages que nous avons indiqués plus haut étaient accordés aux ouvriers de la compagnie, en outre de leur pension. Lorsque des ouvriers ont été blessés pendant leur travail, un supplément de pension pouvant aller jusqu'à 180 francs par an leur est assuré, en plus de la pension payée par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et de leur majoration pour longs services.

Les majorations de pension, que nous venons de voir, ne sont donc pas les seuls avantages que les compagnies ont procurés aux ouvriers en ce qui concerne leurs pensions. Elles ont consacré des sommes importantes à ces majorations de pension qu'elles se sont engagées à assurer par les conventions de 1902 et 1906. Rien que dans le bassin houiller du Nord, les sommes consacrées à ces majorations se sont élevées pour l'année 1908 à 335.355 francs. (1) Mais, en outre, les compagnies accordent encore des gratifications à leurs ouvriers pour cause d'ancienneté ou pour toute autre cause. Elles

1. Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

accordent aussi des secours aux anciens ouvriers et aux familles d'ouvriers qui sont dans le besoin. Dans le bassin houiller du Nord, les compagnies ont dépensé, du fait de ces gratifications et secours, pendant l'année 1908, une somme de 129.985 francs (1).

Grâce à l'intervention de l'État et à l'initiative des compagnies, les pensions établies par le titre II de la loi du 29 juin 1894 ont donc été beaucoup améliorées. Les avantages spéciaux consentis aux ouvriers ont relevé sensiblement le taux des pensions. Grâce à ces mesures, on peut espérer que la période actuelle, période de transition, pendant laquelle la loi ne peut encore donner ses pleins effets, se passera sans que les intéressés aient trop à en souffrir.

1. Rapports des ingénieurs des mines aux conseils généraux sur la situation des mines en 1908.

CHAPITRE VI

JURISPRUDENCE

L'application des dispositions de la loi du 29 juin 1894 relatives aux pensions de retraites, a entraîné de nombreux litiges devant les différentes juridictions. La Cour de cassation, le Conseil d'État, les Cours d'appel et les tribunaux de première instance ont eu à trancher ces différents litiges.

Les difficultés tranchées ont trait à certains points de l'organisation des majorations accordées par l'État en vertu de la loi du 30 mars 1903.

Des difficultés ont encore surgi au sujet des conditions à remplir par les ouvriers des mines pour avoir droit à une pension.

La situation des ouvriers, qui ont droit à la fois à une rente d'accident et à une pension, a dû être fixée par les tribunaux.

Enfin, il y a encore eu litige au sujet des conditions que doivent remplir les ouvriers, pour avoir droit aux majorations de pension, instituées par les compagnies.

Le Conseil d'État a eu à se prononcer sur des difficultés qui ont surgi au sujet des lois votées en vue des crédits destinés à améliorer les pensions des mineurs.

La loi du 31 mars 1903 a organisé, dans chaque département, une commission chargée d'examiner les demandes de majoration de pension. Cette commission doit vérifier les déclarations des ouvriers et fixer le taux de la majoration à accorder sur le crédit affecté par l'État à cet emploi. Le Conseil d'État, par arrêt du 3 août 1904, a établi que les décisions de commissions spéciales siégeant pour l'application de la loi du 31 mars 1903 sont souveraines en ce qui concerne les appréciations de fait. Ces décisions déterminent définitivement les droits des intéressés pour l'année à laquelle elles s'appliquent.

La loi ouvre un recours en revision des décisions de ces commissions devant ces commissions elles-mêmes.

Pour saisir le Conseil d'État comme juge de cassation, il faut qu'un recours en revision ait été rejeté : sans cela les décisions des commissions ne sont pas définitives.

Le recours au Conseil d'État n'existe que dans les questions d'incompétence, d'excès de pouvoir ou de violation de la loi. Seules les erreurs de droit peuvent être déférées au Conseil d'État (1).

Ainsi ont été réglées la compétence des commissions

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France-Circulaire 203, p. 1.

spéciales et les conditions suivant lesquelles il y a lieu à un recours au Conseil d'État.

Cette juridiction a encore eu à se prononcer au sujet des centimes additionnels à la redevance des mines imposés aux exploitants pour les faire contribuer aux majorations prévues par les lois du 31 mars 1903 et du 13 juillet 1903. La question était de savoir si les exploitants auxquels des mines avaient été concédées, mais qui n'avaient pas encore commencé l'exploitation de ces mines, étaient soumis au paiement de ces centimes additionnels.

Un arrêt du 29 mai 1907 établit que les centimes additionnels à la redevance des mines établis par les lois du 31 mars 1903 article 87, du 13 juillet 1903 article 5, ayant pour objet de représenter la part contributive des exploitants aux allocations prévues en faveur des anciens employés et ouvriers mineurs, ne sont pas dus lorsque les mines concédées aux exploitants ne sont pas exploitées (1).

Le Conseil d'État a encore eu à se prononcer au sujet des conditions que les ouvriers doivent remplir pour pouvoir bénéficier des dispositions de la loi du 29 juin 1894 en ce qui concerne les pensions de retraites.

Il s'agissait de savoir quels ouvriers pouvaient bénéficier de la loi.

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 347, p. 4.

Un arrêt du 16 novembre 1906 a établi que l'employé, dont les fonctions ou les occupations se rattachent à l'exploitation proprement dite de la mine ou aux opérations accessoires qui en découlent, doit être assimilé, au point de vue des retraites, aux ouvriers mineurs proprement dit (ex. maréchal-ferrant) (1).

Le tribunal civil de Béthune a eu aussi à se prononcer au sujet des conditions à remplir par les bénéficiaires de la loi. Il s'agissait de savoir à quelles conditions les employés d'une exploitation avaient droit aux bénéfices de la loi. Il a rendu à ce sujet, le 27 novembre 1907, un jugement qui fut confirmé, par adoption des motifs, par un arrêt de la Cour d'appel de Douai, en date du 20 mai 1908. Ce jugement a décidé que lorsque le règlement concernant les retraites donne droit à une pension aux seuls employés qui, ayant atteint un âge déterminé, auront été autorisés par la compagnie, pour raison d'âge ou d'invalidité, à quitter le service, l'employé congédié avant l'âge fixé pour la retraite ne peut pas y prétendre, alors même qu'il soutiendrait que son renvoi est dû à des motifs étrangers à ses fonctions (2).

Le même tribunal eut encore à se prononcer au sujet des conditions à remplir, par les ouvriers, pour bénéficier des dispositions de la loi du 29 juin 1894. Il s'agissait

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 302, p. 1.

2. *Id.* Circulaire 421, p. 1.

de savoir si un ouvrier qui, lors de la liquidation des anciennes caisses existant avant la loi, avait demandé à rentrer en possession de ses versements et qui avait renoncé à toute pension ultérieure, pouvait bénéficier des avantages consentis, par les compagnies, par les conventions d'Arras.

La tribunal civil de Béthune, par jugement du 21 février 1905, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Douai en date du 3 août de la même année, a tranché la question. Il a décidé que lorsqu'un ouvrier, lors de la liquidation des anciennes caisses de secours existant avant la loi du 29 juin 1894, a demandé le remboursement des versements faits par lui à ces caisses antérieurement, et lorsqu'il a signé un reçu à la compagnie, reconnaissant formellement qu'il renonce à toute pension ultérieure de la part de la compagnie et de sa caisse de retraites, cet ouvrier n'a plus droit à aucune pension de retraite et ne peut profiter des avantages promis par la Convention d'Arras de novembre 1902, en ce qui concerne les majorations. (1)

Telles sont les difficultés qui ont été soumises aux tribunaux en ce qui concerne les conditions auxquelles doivent satisfaire les ouvriers pour avoir droit au bénéfice du titre II de la loi de 29 juin 1894.

Une jurisprudence très importante existe au sujet des

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 236, p. 1 et 2.

ouvriers mineurs ayant droit, en même temps, à une pension de retraite et à une rente, s'ils ont été victimes d'un accident.

Mais, d'abord, il faut examiner le cas d'un ouvrier blessé au service d'une compagnie, alors qu'il n'est à son service que depuis peu de temps et qu'il n'a pas encore l'âge de la retraite.

Quelle sera la situation de cet ouvrier ?

Le tribunal civil de Douai a rendu, le 29 mars 1904, un jugement à ce sujet. Ce jugement décide que l'ouvrier, blessé au service d'une compagnie houillère, n'a droit à l'allocation de la société de secours que pendant le traitement de sa blessure. Le traitement fini, s'il lui reste une infirmité le rendant incapable de tout travail, il lui est dû une pension, pourvu qu'il soit depuis dix ans au moins au service de la compagnie, sinon il ne lui est dû que le remboursement de la somme qu'il a déjà versée à la caisse pour se constituer une retraite (1).

Il reste maintenant à examiner la situation d'un ouvrier qui a droit à sa retraite et qui touche déjà une rente, ayant été victime d'un accident au cours de son travail.

Le tribunal civil de Béthune a eu à se prononcer à ce sujet. Par un jugement du 19 avril 1904, il a établi que la pension de retraite, à laquelle un ouvrier mineur

1: Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 180, p. 1.

a droit, doit se cumuler avec l'indemnité qui lui est due en cas d'accident. L'ouvrier a droit à l'une et l'autre, ces deux rentes étant dues d'après des règlements différents.

La Cour d'appel de Douai se prononça dans le même sens et confirma le jugement du tribunal de Béthune par un arrêt du 25 juillet de la même année (1).

Quelques jours avant, le 21 juillet 1904, la Chambre civile de la Cour de cassation avait eu à se prononcer sur le même sujet. Elle avait rendu un arrêt établissant que les pensions de retraites auxquelles l'ouvrier a droit, en vertu du contrat de travail, ne sauraient venir en déduction des rentes que le chef d'industrie est tenu de servir à raison d'accidents (2).

Le comité consultatif des assurances était d'un avis différent. Il avait émis le vœu que, lorsque les retraites seraient constituées exclusivement par l'employeur, les indemnités dues, en cas d'accidents, viendraient en déduction de ces retraites.

Cette façon de voir n'a pas été admise par la Cour de cassation. Pour celle-ci, il ne faut considérer qu'un point : la rente était-elle déjà due à l'ouvrier au moment de l'accident ? Faisait-elle partie intégrante des obligations que le chef d'industrie avait contractées par le

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 197, p. 1.

2. *Id.* Circulaire 190 p. 1.

contrat de travail ? S'il en est ainsi, il ne saurait, à raison de l'accident, être délié de ses obligations antérieures. Les deux pensions restent distinctes et se cumulent.

La commission du contentieux du comité central des houillères de France, dans sa réunion du 16 novembre 1904, se rangea à l'avis de la Cour de cassation et décida qu'« il n'y a pas lieu de refuser à l'ouvrier le cumul de la pension de retraite majorée et d'une pension d'accident qui résulterait de l'application normale de la loi du 9 avril 1898 ».

Une autre difficulté surgit, au sujet des ouvriers bénéficiant à la fois d'une pension de retraite et d'une rente d'accident. Comment doit être fixé le taux de la pension de retraite.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation a rendu un arrêt, fixant ce point, le 4 février 1908.

Cet arrêt a établi que, dans le cas où certains ouvriers ont droit à la fois à une rente viagère à l'occasion d'un accident du travail, et à une pension de retraite à raison de leur âge et de l'ancienneté de leurs services, la détermination du chiffre de cette retraite dépend des conventions en vertu desquelles elle a été établie et dont l'interprétation appartient souverainement aux juges du fait (1).

1. Circulaires de jurisprudence du comité central des houillères de France Circulaire 408, p. 1.

Tels sont les jugements et arrêts qui ont réglé la condition des ouvriers mineurs, jouissant d'une rente et ayant droit à leur pension de retraite. Ces ouvriers ont droit à la fois et à leur pension, et à la rente qui leur a été accordée du fait de l'invalidité consécutive à l'accident dont ils ont été victimes.

La pension et la rente résultent, toutes deux, d'engagements bien distincts. Il n'y a aucune raison pour que l'ouvrier n'ait pas droit à la rente comme à la pension.

Il existe une dernière question au sujet de laquelle des difficultés se sont encore produites. Il s'agit de savoir dans quelles conditions les ouvriers mineurs pouvaient avoir droit à la majoration de pension accordée par les compagnies houillères du bassin du Nord et du bassin du Pas-de-Calais.

Le tribunal civil de Béthune, le 3 mai 1904, a rendu un jugement réglant ces conditions pour les ouvriers employés dans les mines du Pas-de-Calais. Pour avoir droit à la majoration de pension accordée par la convention d'Arras de novembre 1902, convention intervenue entre les compagnies et les ouvriers mineurs du Pas-de-Calais, les ouvriers doivent remplir les conditions suivantes ;

Ils doivent avoir eu cinquante-cinq ans d'âge et trente ans de services ininterrompus à partir du 1^{er} janvier 1903. Ils doivent avoir droit à une pension devant être liquidée à partir du 1^{er} janvier 1903.

L'ouvrier qui a cessé de travailler avant cette date ou qui a atteint la limite d'âge avant cette date n'a pas droit à la majoration (1).

Pour les ouvriers du Nord, les conditions à remplir pour avoir droit à une majoration furent fixées par un jugement du tribunal civil de Valenciennes, en date du 1^{er} mars 1907. D'après ce jugement, l'ouvrier a droit à la majoration de pension accordée par les conventions d'Arras de 1902 aux quatre conditions suivantes : 1° être Français ; 2° avoir travaillé comme mineur pendant trente ans ; 3° être âgé de cinquante-cinq ans ; 4° avoir cessé le travail. Il n'est pas nécessaire que l'ouvrier ait travaillé jusqu'à cinquante-cinq ans.

Ce jugement fut confirmé par un arrêt de la Cour de Douai du 9 juillet 1907 (2).

Ainsi donc, il n'est pas nécessaire qu'un ouvrier ait travaillé jusqu'à cinquante-cinq ans pour qu'il ait droit à sa retraite.

Cette disposition n'est peut-être pas très équitable, comme le fit remarquer le comité central des houillères de France, dans une note qu'il rédigea sur ce jugement.

L'ouvrier au sujet duquel s'était engagée cette affaire avait atteint trente ans de services, quelques années

1. Circulaire de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 194, p. 1.

2. *Id.* Circulaire 450, p. 1.

avant ses cinquante-cinq ans d'âge. Il avait cessé le travail et attendu d'avoir cinquante-cinq ans pour demander la majoration de sa pension. Ce cas n'étant pas prévu dans la Convention d'Arras, la Cour de Douai, en confirmant le jugement du tribunal de Valenciennes, s'est basée sur ce que le doute doit profiter à l'ouvrier.

On pourrait discuter, au point de vue juridique, cette assertion, car l'article 1162 du Code civil dit qu'en cas de doute dans une convention, le doute profite à celui qui s'est engagé. Or ici le contractant, c'est la compagnie minière.

De plus les compagnies, en accordant la majoration de pension, ont fait cela dans le but de s'attacher leurs ouvriers, d'assurer des avantages à ceux qui resteraient longtemps à leur service. Elles n'ont pas eu en vue les ouvriers qui quitteraient le travail, alors qu'ils peuvent encore y rester, et qui iraient s'occuper à une autre profession.

Il semble qu'on eût dû suivre, dans ce cas où il y avait doute, les règles existant pour les retraites des fonctionnaires. Ont seuls droits à leur retraite, les fonctionnaires qui sont encore en service au moment où ils atteignent la limite d'âge. Un fonctionnaire destitué, ou révoqué, ou démissionnaire, ou simplement remplacé sans s'être vu attribuer une autre fonction, n'a plus droit à sa retraite. Il eût été plus équitable d'appliquer ces règles aux retraites des ouvriers mineurs.

L'une des conditions imposées aux ouvriers est qu'ils aient travaillé pendant trente ans au service des mines. Est-il nécessaire que ces années de services aient toutes été accomplies dans le même bassin houiller ?

Cette question se posa devant le tribunal civil de Béthune.

Il s'agissait d'un ouvrier ayant bien trente ans de services, mais n'en comptant que vingt-sept dans les mines du Pas-de-Calais. Cet ouvrier avait abandonné le métier de mineur pendant deux ans, et précisément en 1894 et en 1895, au moment où se liquidaient les anciennes caisses de retraite. Il n'avait donc plus de droits que contre la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

En outre, cet ouvrier avait quitté le service des mines avant cinquante-cinq ans. Il était devenu garde-champêtre et cabaretier. On pouvait soutenir qu'il n'avait pas cessé de travailler.

Le tribunal, dans son jugement en date du 25 mars 1908, ne retint que le premier motif et décida que l'ouvrier n'ayant pas trente ans de services dans les mines du Pas-de-Calais n'avait pas droit à la majoration de pension accordée par les conventions d'Arras.

La Cour d'appel de Douai n'a pas partagé cette façon de voir. Elle s'est prononcée en sens contraire dans son arrêt du 25 janvier 1909 (1).

1. Circulaire de jurisprudence du comité central des houillères de France. Circulaire 430, p. 1, 7 et 8.

Cet arrêt établit que l'ouvrier n'est pas tenu de travailler jusqu'à cinquante-cinq ans au service des mines du Pas-de-Calais exclusivement, ou au service des mines du Nord exclusivement, pour avoir droit à la majoration.

Cet arrêt déclare en outre que, pour avoir droit à la majoration, il n'est pas nécessaire que l'ouvrier soit incapable de travailler.

La Cour d'appel de Douai a réglé, en même temps, plusieurs points, par ce même arrêt du 25 janvier 1909. Elle a décidé que le temps passé au service d'une compagnie de mines disparue compte dans les trente ans de services exigés pour qu'un ouvrier ait droit à la majoration de pension.

Toutes les compagnies houillères du Pas-de-Calais sont obligées de se conformer aux conventions d'Arras, même les compagnies qui n'y ont pas participé directement.

Les majorations s'appliquent aux retraites acquises à partir du 1^{er} janvier 1903, sans qu'il y ait à distinguer si ces retraites ont été acquises en vertu des règlements particuliers des compagnies ou en vertu de la loi de 1894.

Les tribunaux ont donc eu souvent à intervenir pour trancher les difficultés engendrées par l'application de la loi du 29 juin 1894, des conventions qui sont venues améliorer les pensions établies par cette loi, et des lois votées pour instituer les crédits nécessaires à la majoration des pensions des ouvriers mineurs.

La jurisprudence est venue compléter certaines dispositions trop vagues de ces lois ou conventions. Elle a fixé les conditions que doivent remplir les intéressés pour avoir droit à leur pension ainsi qu'à la majoration de ces pensions. Elle a fixé définitivement quelle serait la situation des ouvriers ayant droit à la fois à une pension et à une rente obtenue à la suite d'accidents dont ils ont été victimes pendant leur service.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

Nous venons de voir, dans cette deuxième partie, l'organisation des caisses de retraites telle que l'a instituée la loi du 29 juin 1894 dans ses dispositions du titre II.

Les caisses de retraites ainsi instituées ont commencé à fonctionner à partir du 1^{er} juillet 1895. Il y a donc seize ans que le nouveau régime est en pratique et on peut dire que la loi est encore dans sa période transitoire, et n'a pas encore donné ses pleins effets.

La loi n'a pas pu être appliquée d'un seul coup à tous les ouvriers et employés des mines. Elle s'est trouvée, lors de sa mise en vigueur, devant un état de choses établi. Il a fallu respecter cet état de choses, sous peine de porter préjudice aux anciens ouvriers qui étaient déjà au service des exploitations avant la mise en vigueur de la loi. Ces ouvriers avaient fait des versements aux anciennes caisses, en vue d'une retraite. Il fallait que leurs droits fussent préservés. C'est dans

ce but que fut voté le titre IV de la loi du 29 juin 1894, c'est aussi dans ce but que fut rendu le décret du 29 juin 1894. Par eux furent réglées les conditions suivant lesquelles seraient transformées les anciennes caisses, pour qu'elles puissent continuer à assurer leurs engagements. Les intéressés et les exploitants s'entendirent ensemble pour organiser ces caisses. Lorsque l'entente ne put pas se faire, ce fut la commission arbitrale qui organisa ces caisses dites caisses de liquidation. Dans peu de cas, les anciennes caisses durent être liquidées, les intéressés n'ayant pas voulu avoir recours à la commission arbitrale.

La loi du 29 juin 1894, en ce qui concerne les caisses de retraites, s'applique donc uniquement aux ouvriers et employés qui sont entrés au service des exploitations houillères depuis le 1^{er} juillet 1895. Pour ceux-là elle est obligatoire. Quant aux autres ouvriers et employés, elle les a laissés libres d'opter entre l'ancienne et la nouvelle organisation.

Lorsque les caisses de liquidation auront disparu, après avoir rempli leurs engagements, la nouvelle organisation des retraites, instituée par la loi du 29 juin 1894 dans son titre II, continuera seule à subsister. Les retraites seront toutes organisées de la même façon. Aucune caisse syndicale ou patronale n'ayant été constituée, comme le permettait la loi, toutes les pensions, non seulement dans le bassin houiller du Nord et le

bassin houiller du Pas-de-Calais, mais dans toute la France, seront fournies par une seule caisse qui centralisera tous les versements : la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Depuis la mise en vigueur de la loi, cette caisse reçoit les versements des ouvriers et des employés soumis au nouveau régime. Nous avons vu comment sont faits les versements, comment sont fixées les rentes qui en proviennent.

Les sommes ainsi versées sont en sécurité et l'ouvrier est désormais sûr de sa pension, qui lui est garantie par un titre. Qu'il quitte l'exploitation où il travaillait, il n'en a pas moins droit à la rente provenant de ses versements. C'est le grand mérite de la loi du 29 juin 1894 d'avoir désigné pour recevoir les versements une caisse indépendante des exploitations et d'avoir donné à l'ouvrier un titre qui le suit partout.

L'organisation actuelle a donc de grands avantages, mais en revanche la pratique de la loi a permis de se rendre compte des imperfections qui existent et particulièrement d'un mal qui va sans cesse grandissant : la perte de nombreux livrets de retraites. Nous avons vu les causes auxquelles il faut imputer ce mal. Il est à souhaiter qu'il y soit remédié le plus tôt possible.

L'État et les compagnies houillères se sont rendu compte aussi d'un autre inconvénient de la loi : c'est que, tout au moins pendant la période actuelle qui est

une période de transition, les pensions n'ont qu'un taux peu élevé. Depuis 1903 des améliorations ont été apportées. L'État a établi dans ce but un crédit de 1 million de francs, bientôt porté à 1.500.000 francs. De leur côté, dans le bassin houiller du Nord et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, les compagnies, par les conventions d'Arras, se sont engagées à majorer les pensions de leurs ouvriers et employés.

Depuis sa mise en vigueur, la loi du 29 juin 1894 a donné naissance, en ce qui concerne les retraites, à des litiges nombreux. Les tribunaux qui ont tranché ces litiges ont formé une jurisprudence déjà fort importante, qui est venue éclaircir les points douteux de l'organisation actuelle.

Le régime des retraites, tel qu'il est aujourd'hui, n'est peut-être pas tout à fait parfait. Les ouvriers en ont été un peu déçus. A la vérité, il est encore bien difficile de le juger, puisqu'il n'a pas encore donné ses pleins effets.

La loi du 29 juin 1894 a changé complètement l'ancienne organisation existant autrefois dans les compagnies houillères.

Elle a complètement séparé le service des secours du service des retraites. Elle a institué, pour l'un comme pour l'autre, des caisses spéciales. Elle a fixé l'organisation de ces différentes caisses, elle a fixé les versements qui les alimenteraient et les charges que ces caisses auraient à assumer.

Tandis qu'autrefois, les exploitants assuraient à eux seuls, par leurs subsides, le fonctionnement des caisses, la loi a décidé que les ouvriers collaboreraient aux nouvelles caisses de secours et de retraites.

Les intéressés ont souvent reproché à la loi de ne leur avoir attribué que des secours et des pensions bien inférieurs à ceux qu'ils auraient pu toucher sous l'ancien régime. En tout cas, si ces secours et ces pensions sont plus faibles qu'autrefois, la loi du 29 juin 1894 a donné, en ce qui les concerne, aux ouvriers, une sécurité qui n'existait pas avant sa mise en vigueur.

Vu : le Président de la thèse,

R. JAY

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILLON. — Législation des mines.
- GRUNER (G.). — Conférence à la Société d'économie sociale sur les caisses de secours des ouvriers mineurs.
- Statuts des caisses de secours et de retraites existant avant la loi du 29 juin 1894 aux mines de : Anzin, Aniche, Béthune, Bruay, Carvin, Courrières, Douchy, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Ferfay, Lens, Liévin, Marles, Vicoigne-Nœux.
- Règlement des pensions de la Compagnie des mines d'Anzin, 1887.
- Projet de loi de M. Brossard sur les caisses de secours des mineurs, 30 novembre 1882.
- Projet de loi de MM. Chavanne et Girodet sur les caisses des mineurs, 13 mars 1883.
- Projet de loi de la commission parlementaire des mines, 7 juillet 1885.
- Proposition de loi de M. Émile Brousse sur les caisses de secours et les caisses de retraites des ouvriers mineurs, 19 nov. 1889.
- Journal officiel du 16 janvier 1890, 4 février 1893, 17 février 1893, 12 juillet 1893, 11 mars 1893, 17 mars 1893, 10 juin 1894.
- Journal officiel du 30 juin 1894, 26 juillet 1894, 11 décembre 1893.
- Circulaires du comité central des houillères de France, 8 novembre 1894 et 13 décembre 1893.
- Annales des mines, 8^e série, t. VI, 5^e livraison de 1894.
- Rapport de M. Cuvinot au Sénat sur le projet de loi sur les caisses de secours et les caisses de retraites des ouvriers mineurs, 26 janvier 1893.
- Rapport de M. Audiffred à la Chambre des députés sur les caisses de secours et de retraites de ouvriers mineurs, 13 février 1894.
- Loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et les caisses de retraites des ouvriers mineurs.

- Annales des mines. — Partie administrative. Années 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1906.
- Journal officiel du 27 février 1895, 20 décembre 1895; 7 juillet 1895, 16 novembre 1897.
- Statuts des caisses de secours organisées conformément à la loi du 29 juin 1894 aux mines de : Anzin, Aniche, Béthune, Bruay, Carvin, Courrières, Douchy, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Ferfay, Lens, Liévin, Marles, Vicoigne-Nœux, Thivencelles, Bully-Grenay, Meurchin, Crespin, Ostricourt.
- Mines d'Anzin. Règlement des pensions des ouvriers, 1895.
- Instruction de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse relative aux opérations concernant les retraites des ouvriers mineurs, 28 octobre 1894.
- Sentences arbitrales organisant les caisses de liquidation aux mines de : Carvin (11 juin 1895); Courrières (9 août 1895); Dourges (2 juillet 1895); Escarpelle (14 mai 1895); Liévin (19 juin 1895); Marles (21 janvier 1896); Meurchin (9 août 1895); Ostricourt (30 juillet 1895); Vicoigne-Nœux (21 janvier 1896).
- Procès-verbaux de la commission parlementaire des mines, 1903.
- Projet de loi de MM. de Ramel et Le Gavrian. Modifications aux articles 1, 2 et 3 de la loi du 29 juin 1894, 10 juillet 1894.
- Projet de loi de M. Basly, 27 février 1895. Délégués mineurs.
- Projet de loi de M. Basly, 21 décembre 1895. Elections aux conseils d'administration des caisses de secours.
- Journal officiel du 16 décembre 1897. Séance de la Chambre des députés du 15 décembre.
- Journal officiel du 20 janvier 1910. Discussion du budget du ministère du Travail.
- Annales des mines. Partie administrative, années 1903, 1905, 1906, 1907, 1908.
- Lois du 30 mars 1903, 22 avril 1905, 17 avril 1906, 31 décembre 1907, 14 avril 1908.
- Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie, année 1908.
- Compagnie des mines d'Anzin. Institutions ouvrières; 1910. Brochure publiée à l'occasion de l'Exposition de Bruxelles.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Caisses de secours et caisses de retraites existant avant la loi du 29 juin 1894.....	5
Organisation des caisses	5
Administration de ces caisses.....	12
Organisation des caisses de secours et des retraites à la Compagnie des mines d'Anzin.....	16
Insécurité de la plupart des caisses de secours avant la loi du 29 juin 1894.....	21
CHAPITRE II. — Préliminaires de la loi du 29 juin 1894.....	23

PREMIÈRE PARTIE

LES CAISSES DE SECOURS

CHAPITRE PREMIER. — Loi du 29 juin 1894. — Dispositions de la loi relativement aux caisses de secours.....	33
Recettes des caisses de secours.....	33
Charges des caisses de secours.....	34
Administration des caisses de secours.....	36
Gestion des caisses de secours.....	38
CHAPITRE II. — Organisation et application de la loi.....	40
Recettes des caisses de secours.....	45
Dépenses des caisses de secours.....	47
Administration des caisses de secours.....	51
Organisation des caisses de secours.....	54
Comptabilité des caisses de secours.....	59

CHAPITRE III. — Renseignements statistiques sur les caisses de secours	61
Bassin houiller du Nord.....	61
Bassin houiller du Pas-de-Calais.....	63
CHAPITRE IV. — Résultats financiers.....	66
Bassin houiller du Nord.....	66
Bassin houiller du Pas-de-Calais.....	70
CHAPITRE V. — Observations sur le fonctionnement des caisses de secours.....	74
Observations des ouvriers.....	74
Observations des exploitants.....	82
CHAPITRE VI. — Modifications et projets de modifications. . .	86
CHAPITRE VII. — Jurisprudence.....	98
CHAPITRE VIII. — Conclusion.....	103

DEUXIÈME PARTIE

LES CAISSES DE RETRAITES

CHAPITRE PREMIER. — Pensions de retraites organisées par la loi du 29 juin 1894.....	109
CHAPITRE II. — Transformation des anciennes caisses de retraites	
Caisse de liquidation.....	114
CHAPITRE III. — Application de la loi du 29 juin 1894 en ce qui concerne les retraités.....	134
Versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	134
CHAPITRE IV. — Résultats de la loi du 29 juin 1894.....	143
Fonctionnement de la loi.....	143
Observations faites au sujet de l'organisation actuelle des retraites.....	146
CHAPITRE V. — Améliorations apportées aux pensions de retraites.....	161
Améliorations apportées par l'État.....	161
Améliorations apportées par les Compagnies.....	170
CHAPITRE VI. — Jurisprudence.....	179
CHAPITRE VII. — Conclusion.....	193
Bibliographie.....	199

